

ONU HABITAT
POUR UN MEILLEUR AVENIR URBAIN



uOttawa

ICCCASU

RAPPORT DE CONFERENCE

Octobre 2018

2^{ème} Conférence Internationale
sur l'urbanisation durable
au Canada, en Chine et en Afrique

**Développement Urbain Intelligent:
Des actions locales vers le global**

Yaoundé, CAMEROUN

Palais des Congrès



ICCCASU II-Yaoundé 2017

La deuxième Conférence internationale sur l'urbanisation durable
au Canada, en Chine et en Afrique

Développement urbain intelligent: Des actions locales vers le global



RAPPORT DE CONFÉRENCE

Octobre 2018

**Conseil international sur l'urbanisation durable
au Canada, en Chine et en Afrique**

International Council on Canadian, Chinese and African
Sustainable Urbanization (ICCCASU)

© ICCCASU, 2018



Son Excellence
Paul BIYA
Président de la République du Cameroun



Philemon YANG

Premier Ministre, Chef du Gouvernement



Jean Claude MBWENTCHOU

Ministre de l'Habitat
et du Développement Urbain



Marie Rose DIBONG

Secrétaire d'Etat à l'Habitat

2^{EME} CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'URBANISATION DURABLE AU CANADA, EN CHINE ET EN AFRIQUE

**“DÉVELOPPEMENT URBAIN INTELLIGENT :
DE L'ACTION LOCALE VERS LE GLOBAL”**

SMART URBAN DEVELOPMENT 2017
icccasu

**PALAIS DES CONGRÈS
YAOUNDÉ DU 12-14 DÉC. 2017**



UN HABITAT
FOR A BETTER URBAN FUTURE

uOttawa



2^{EME} CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'URBANISATION DURABLE AU CANADA, EN CHINE ET EN AFRIQUE

**DÉVELOPPEMENT URBAIN INTELLIGENT : DE L'ACTION LOCALE VERS LE GLOBAL
SMART URBAN DEVELOPMENT : FROM LOCALE TO GLOBALE ACTIONS**



**PALAIS DES CONGRÈS DE YAOUNDÉ
DU 12-14 DÉC. 2017**



UN HABITAT
FOR A BETTER URBAN FUTURE

uOttawa



SMART URBAN DEVELOPMENT 2017
icccasu

AFFICHES

A vant-propos

du Ministre Camerounais du MINHDU

Du 12 au 14 décembre 2017, la deuxième Conférence Internationale sur l'Urbanisation Durable au Canada, en Chine et en Afrique (**ICCCASU II**), s'est tenue au Palais des congrès à Yaoundé en partenariat avec ONU-Habitat et l'Université d'Ottawa, sous le Très Haut Patronage de Monsieur le Président de la République du Cameroun, Son Excellence **Paul BIYA**, et sous la Présidence du Premier Ministre, Chef du Gouvernement. Cette Conférence dont le thème a porté sur : « **Le Développement urbain intelligent : des actions locales vers le global** », a offert une opportunité pour explorer les enjeux d'urbanisation et les défis du développement durable dans les villes africaines en général et camerounaises en particulier. Cet événement a regroupé près de 500 participants issus des Institutions Publiques, des Collectivités Territoriales Décentralisées, du Parlement, des Universités et Instituts de Recherche, de la Société Civile, du secteur privé, des partenaires techniques et financiers et des médias venus de 25 pays à travers le monde, pour débattre et partager des connaissances et savoir-faire sur l'urbanisation durable et intelligente.

Se présentant comme un véritable rendez-vous d'échanges, du donner et du recevoir, cette assise qui a précédé d'un atelier international de formation offert à près de 250 participants sur le thème : « **Développement Urbain 2.0: des outils opérationnels pour une planification urbaine intégrée et concertée** », a permis à de nombreux cadres des administrations et des Collectivités Locales, des journalistes, hommes et femmes de médias et d'étudiants, de partager le savoir-faire de 24 experts internationaux et nationaux sur diverses questions de développement urbain.

Les travaux de cette deuxième Conférence visaient essentiellement l'examen en profondeur des voies et moyens d'un développement urbain durablement bénéfique pour le continent africain en se concentrant sur les conditions et les possibilités d'un arrimage entre les actions locales et notre monde global.

En d'autres termes, la Conférence ICCCASU II a permis de soulever de nombreuses difficultés auxquelles font face nos pays sur la question du développement de nos villes et plusieurs recommandations et solutions ont été proposées. Ce qui est important, c'est d'envisager de manière réaliste la transformation de ces recommandations en plan d'actions pouvant être mis en œuvre à court et moyen terme, afin d'impulser un développement harmonieux et intégré de nos villes, mais également un développement qui réponde aux exigences de durabilité et de modernité que nous impose la mondialisation.

Le Cameroun a apprécié à sa juste valeur, d'avoir été le premier pays à bénéficier des innovations apportées par la conférence ICCCASU II, notamment les trois journées de formation offertes, mais surtout, d'avoir été choisi pour abriter le **Centre Régional d'Excellence pour le**

Développement Urbain Durable en Afrique, en abrégé « **CREDUDA** ». Ce Centre positionnera le Cameroun comme leader régional du développement urbain durable et offrira un espace de recherche international sur les questions de l'urbanité, du développement durable et des villes intelligentes au 21ème siècle.

Les présents « **actes de la Conférence ICCASU II** » sont un document qui restitue l'ensemble des communications et débats qui ont ponctué ces assises, dont les recommandations unanimement adoptées sont appelées à guider l'action des pouvoirs publics et des partenaires en charge de la gestion des villes pour les prochaines années.

A cet effet, les avancées réalisées au cours de cette Conférence et consolidées dans ledit document permettront de développer des mécanismes idoines pour connecter au mieux les acteurs urbains sur des chantiers engagés dans le cadre de la transformation positive et intelligente des villes Camerounaises. Vivement que chacun s'en imprègne.

 **LE MINISTRE**

Jean Claude MBWENTCHOU
Ministre de l'Habitat et du
Développement Urbain du
Cameroun
Yaoundé, Cameroun

Avant-propos

de l'ONU-Habitat et de l'ICCCASU

C'est un honneur pour nous de présenter ce rapport final de la deuxième édition de la Conférence Internationale sur l'Urbanisation Durable au Canada, en Chine et en Afrique (ICCCASU II), intitulée *Développement urbain intelligent : Des actions locales vers le global*.

Organisée à Yaoundé, au Cameroun, du 12 au 14 décembre 2017, sous le haut patronage du Président de la république camerounaise, Paul Biya, la Conférence ICCCASU II a été rendue possible grâce à un partenariat entre le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et l'Université d'Ottawa. Près de 500 personnes ont participé à la Conférence, parmi lesquelles des membres de la communauté universitaire, des praticiens, des décideurs politiques, des partenaires issus des organisations internationales de développement, ainsi que des citoyens engagés et des étudiants. ICCCASU II s'est présentée comme une excellente opportunité pour le Cameroun, pays hôte, ainsi que pour d'autres pays africains, d'explorer les différentes voies qu'ils pourraient emprunter afin de parvenir à une urbanisation durable, équitable et inclusive, adaptée à leur contexte et à leur population. Ni la Chine ni le Canada n'ont un modèle d'urbanisation « parfait », mais les deux ont utilisé des réponses adaptées pour adresser les problèmes urbains auxquels ils sont confrontés et ce faisant, ont créé des solutions innovantes aux paradigmes sociaux complexes.

Les expériences du Canada et de la Chine dans la transition d'une population rurale à une population urbaine ont été partagées avec les pays africains, notamment en ce qui concerne les meilleures pratiques à adapter, et aussi sur les manières d'éviter les embûches qui pourraient nuire au processus d'urbanisation. Au cours de ces trois jours d'échanges et de collaborations, l'ensemble des acteurs impliqués ont ainsi fait face à cet enjeu en abordant, de façon large et approfondie, la notion de développement urbain intelligent sous l'ensemble de ses aspects et implications. Les travaux menés au cours de cette deuxième édition de l'ICCCASU se sont largement inscrits dans les principes et principales recommandations du Nouveau programme pour les villes ainsi que le projet de cadre harmonisé de mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain adopté à Quito en 2016. Ce document a été inspiré par l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, l'Afrique que nous voulons.

Dans cette perspective, l'organisation d'un tel événement à Yaoundé a été une opportunité unique de créer de nouveaux liens tout en renforçant les relations existantes entre les acteurs de l'ICCCASU et ses principaux partenaires. Le partage des différentes expériences, pratiques et connaissances ont également contribué, d'une manière non négligeable, au renforcement des compétences de certains acteurs et partenaires locaux, comme en témoigne le succès éclatant des ateliers de formation organisés en amont des activités principales de la conférence. Nous nous

réjouissons par ailleurs du succès de l'ensemble de cette seconde édition de l'ICCCASU ainsi que de l'enthousiasme partagé par l'ensemble des participants et de nos partenaires sur les réalisations effectuées et les différents projets que nous mettons actuellement en œuvre.

Nous souhaitons, à cette occasion, exprimer nos remerciements les plus sincères et les plus chaleureux aux innombrables personnes, autorités et institutions qui ont rendu possible la tenue d'ICCCASU II. Nous sommes ainsi très reconnaissants de la consolidation du partenariat avec ONU-Habitat, qui apporte sa crédibilité, son influence et son expérience dans ce domaine, mais également du soutien logistique et financier d'Affaires mondiales Canada, l'un des commanditaires d'ICCCASU II, ainsi que de celui de l'Université d'Ottawa, siège du secrétariat permanent de l'ICCCASU. De même, il est important de souligner que cet événement n'aurait pu être possible sans, le parrainage de Son Excellence Monsieur le Président Paul Biya, le fort soutien du premier ministre camerounais, Philémon Yang, ainsi que de l'implication et l'engagement personnel et continue du ministre camerounais de l'Habitat et du Développement urbain, Jean Claude Mbwentchou.

Nous tenons également à faire part de notre profonde gratitude et de notre reconnaissance envers les individus et institutions qui ont contribué à financer cet événement. À ce titre, nous avons le plaisir de souligner l'implication de la Haut-Commissaire du Canada au Cameroun, Nathalie O'Neil, et de la remercier pour sa disponibilité ainsi que pour ses différentes contributions, essentielles à la réussite de la Conférence. Nous sommes également reconnaissants envers les nombreux bénévoles, impliqués au Cameroun et au Canada, qui ont fait don de leur temps précieux afin de permettre la réalisation de cette rencontre d'envergure internationale. Enfin, nous avons le plaisir de vous convier à la 3^{ème} édition de l'ICCCASU, qui se tiendra en août 2019 à Chengdu, en Chine, et dont le thème principal s'inscrira directement dans l'Initiative chinoise des nouvelles routes de la soie.



Rafael TUTS
Directeur
Division des programmes
ONU-Habitat
Nairobi, Kenya



Alioune BADIANE
Co-Président de l'ICCCASU
Directeur (Rtd)
Division des programmes
ONU-Habitat
Nairobi, Kenya



Huhua CAO
Co-Président de l'ICCCASU
Professeur titulaire
Université d'Ottawa
Ottawa, Canada

Table des Matières

| | |
|---|------------|
| Avant-propos du Ministre Camerounais de l’Habitat et du Développement Urbain | i |
| Avant-propos de l’ONU-Habitat et de l’ICCCASU | iii |
| | |
| 1. APERÇU DE LA CONFÉRENCE..... | 6 |
| 1.1. La conférence en chiffres..... | 7 |
| 1.2. Objectifs et réalisations..... | 8 |
| 1.3. Présentations des activités importantes de la conférence | 9 |
| 1.4. Résumé de la conférence | 9 |
| 1.5. Résumé des activités connexes | 15 |
| | |
| 2. RAPPORT SUR LES ATELIERS DE FORMATION..... | 25 |
| 2.1. Informations générales..... | 26 |
| 2.2. Rappel des conditions de participation aux ateliers de formation | 27 |
| 2.3. Statistiques sur la participation aux ateliers de formations..... | 27 |
| 2.4. Profil des formateurs..... | 28 |
| 2.5. Statistiques sur la participation aux différents ateliers | 29 |
| 2.6. Synthèse des différents ateliers de formation | 30 |
| 2.7. Conclusion | 42 |
| | |
| 3. RAPPORT SUR LES PANELS..... | 44 |
| 3.1. Cérémonie d’ouverture | 45 |
| 3.2. Sessions liminaires..... | 46 |
| 3.3. Déjeuner causerie..... | 49 |
| 3.4. Les panels..... | 49 |
| 3.5. Tables rondes | 68 |
| 3.6. Panels spéciaux | 72 |
| 3.7. Sessions spéciales | 74 |
| 3.8. Rapport sur les affiches..... | 76 |
| | |
| 4. CONCLUSION | 78 |
| | |
| Annexes | 83 |



Ville de Yaoundé et

Conférence



Culture Locale



Rencontre avec

Le Premier Ministre



Cérémonie

d'ouverture

1. APERÇU DE LA CONFÉRENCE

1. APERÇU DE LA CONFÉRENCE

Sous le haut patronage de la présidence de la République du Cameroun et en étroite collaboration avec ONU-Habitat, la deuxième Conférence Internationale sur l'Urbanisation Durable au Canada, en Chine et en Afrique (ICCCASU), s'est tenue dans la capitale du Cameroun, Yaoundé, du 12 au 14 décembre 2017. Le cycle de conférences internationales ICCCASU permet d'explorer les défis urbains et de faciliter le partage de connaissances, des technologies et des meilleures pratiques dans le domaine du développement, et plus spécifiquement de l'urbanisme. De nombreux experts internationaux, hauts responsables d'organisations internationales et gouvernementales se sont associés à l'ICCCASU dont le secrétariat et le comité organisateur siègent à l'Université d'Ottawa.

Faisant suite à la réussite de la première édition de l'ICCCASU, organisée à l'Université d'Ottawa en octobre 2015, la seconde édition tenue à Yaoundé a été une excellente occasion d'établir un point de rencontre et de collaboration académique, mais également de soutenir la visibilité de l'Université d'Ottawa à l'international. En effet, comme l'a souligné lors de la cérémonie d'ouverture l'ancien premier ministre de la Colombie-Britannique, M. Campbell, la co-organisation de l'ICCCASU II à Yaoundé par l'Université d'Ottawa, avec un acteur aussi important qu'ONU-Habitat, la positionne au niveau des universités canadiennes les plus réputées et les plus prestigieuses au sein des classements internationaux. Une visibilité soutenue par la réussite de l'événement et la participation de panélistes provenant de plus de 30 pays différents, et de plusieurs universitaires et professionnels canadiens.

À travers les mots prononcés en son nom lors de la cérémonie d'ouverture, le recteur de l'Université d'Ottawa, Jacques Frémont, a tenu à rappeler, qu'il était essentiel « que la deuxième édition de cette conférence se tienne en Afrique, terre natale de bon nombre de nos étudiants, et centre de recherche pour beaucoup de nos étudiants et professeurs ». M. Frémont a également tenu à rappeler que « l'ICCCASU II est l'une des premières conférences internationales à traiter des défis et des possibilités qui figurent dans le Nouvel agenda urbain » et qu'en cela elle n'est pas qu'une série de conférences, mais « à l'instar de l'Université d'Ottawa [...] un lieu unique pour partager des connaissances, des expériences, des réflexions, des pratiques et des innovations issues de trois contextes différents ».

En plus des conférenciers de haut niveau invités pour l'occasion, des universitaires de plus de 30 pays, en plus du Canada et de la Chine, dont de nombreux pays africains mais également, de la Suisse, de la France, de la Corée du Sud, de la Roumanie et du Brésil, ont également permis d'insuffler à la conférence son caractère international. La délégation sud-coréenne a notamment fait part de son fort intérêt à s'impliquer pour la troisième ronde de l'ICCCASU, dont l'organisation devrait avoir lieu en Chine à la fin de l'année 2019. Une organisation que le Secrétariat permanent de l'ICCCASU a d'ores et déjà amorcée en collaboration avec ses

partenaires académiques chinois. L'ICCCASU III aura ainsi pour thème principal « Les nouvelles routes de la soie ». Un enjeu qui a par ailleurs été le fil conducteur du rapport sur les champs possibles de coopération entre le Canada et la Chine que le Secrétariat permanent de l'ICCCASU a rédigé à la demande d'Affaires mondiales Canada à l'issue de la deuxième ronde de l'ICCCASU.

1.1. La conférence en chiffres

Plus de 500 universitaires, professionnels et politiques internationaux se sont ainsi réunis à Yaoundé pour partager leurs perspectives d'avenir pour une urbanisation durable et responsable. Au travers des 32 panels, l'ICCCASU II a permis à 148 universitaires et professionnels de présenter leurs travaux. Parmi ces derniers, près de 50 personnes ont fait le déplacement depuis la Chine et le Canada tandis que 90 autres institutions provenant du monde entier se sont jointes à cet événement international, accueillies par une audience de plus de 400 Camerounais et Camerounaises. Alors que 7 ministres du gouvernement camerounais se sont joints à la cérémonie d'ouverture le 12 décembre, plus de 300 professionnels venus de différents pays africains se sont également réunis à l'occasion des 14 ateliers de travail qui se sont tenus du 9 au 11 décembre au Palais des Congrès de Yaoundé en préparation de l'ICCCASU II. En parallèle, une dizaine d'universitaires et professionnels dont les présentations n'ont pas pu être intégrées aux panels officiels de la conférence ont présenté leurs travaux sur 7 affiches exposées dans les locaux du Palais des congrès de Yaoundé tout au long de l'ICCCASU II.

Le succès de l'événement se mesure également à l'aune des neuf panélistes de haut niveau venus se joindre à la Conférence. Nous tenons notamment à souligner les interventions remarquables du Directeur de la Division de programme de l'ONU-Habitat, Rafael Tuts, du Directeur du Bureau régional pour l'Afrique de l'ONU-Habitat, Naison Mutizwa-Mangiza, l'ancien premier ministre de la Colombie-Britannique, Gordon Campbell, le professeur de renommée internationale, Chaolin Gu, de l'Université de Tsinghua, ainsi que Gordon Harris, le président et PDG du Community Trust de l'Université Simon Fraser. Au total, ce sont neuf conférenciers internationaux qui sont intervenus au cours des discours liminaires : trois en provenance de Chine, deux du Canada, deux de l'ONU-Habitat et deux du Cameroun. Ces derniers ont non seulement conféré une visibilité internationale à l'événement, mais également une perspective de haut niveau en ce qui a trait au développement urbain.

La délégation canadienne a aussi eu l'honneur de compter parmi ses membres la Haut-Commissaire du Canada au Cameroun, Nathalie O'Neil, ainsi que le Directeur-adjoint des affaires panafricaines d'Affaires mondiales Canada (AMC), Pierre Bélanger, représentant officiel du gouvernement canadien auprès de l'ICCCASU qui a tenu un rôle clé dans l'attribution de fonds par AMC à l'ICCCASU et a également été particulièrement impliqué dans l'ensemble de l'événement.

1.2. Objectifs et réalisations

Comme l'a souligné le Sous-Secrétaire Général de l'ONU et Directeur Exécutif d'ONU-Habitat, Dr. Joan Clos, au sein de ses mots prononcés lors de la cérémonie d'ouverture de l'ICCCASU II, cet événement fut « une occasion idéale pour l'ONU-Habitat de faire le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Nouvel Agenda pour les villes à l'échelle globale, régionale, nationale, internationale et locale ». De même, dans une perspective académique, l'organisation de la deuxième édition de l'ICCCASU à Yaoundé fut l'occasion idéale de partager les derniers travaux et avancées réalisées en la matière et de créer des rapprochements entre les universitaires et professionnels du monde entier impliqués dans les enjeux de développement et d'urbanisation durables.

Alors que les transitions urbaine, énergétique et industrielle sont des enjeux majeurs pour les décennies à venir en Afrique, l'énergie et les ressources mises à disposition par le gouvernement camerounais pour accueillir l'ICCCASU furent cruciales non seulement dans la perspective d'œuvrer au renforcement des capacités des acteurs africains, mais également afin de favoriser les rapprochements et collaborations avec les universitaires africains impliqués au sein de la conférence. Il est cependant important de souligner qu'avant toute chose, la tenue de l'ICCCASU à Yaoundé a permis d'offrir une tribune internationale aux acteurs et universitaires africains fortement mobilisés sur ces enjeux et au sein de la conférence. Ces derniers ont ainsi eu l'occasion de partager auprès de leurs confrères internationaux leurs propres perspectives et recommandations sur des enjeux qui les touchent en premier lieu.

Ainsi, cet ancrage sur le long terme et dans une perspective internationale de l'ICCCASU permet également d'accroître et de renforcer la collaboration scientifique entre professeurs, étudiants et professionnels au sein d'un réseau international et de haut niveau, impliquant plusieurs institutions académiques de renommée internationale, départements et sous-divisions de l'Organisation des Nations Unies ainsi que des représentants gouvernementaux canadiens, africains et chinois. Ce réseau international offre non seulement de multiples occasions de rapprochement et de collaboration scientifique, de production commune de recherches et d'articles académiques mais également de nombreuses opportunités pour les étudiants canadiens, chinois et africains de réaliser des stages de recherche, de terrain, des écoles d'été ou des échanges conventionnels au sein des organisations, des centres de recherche et des universités partenaires de l'ICCCASU. Dans cette perspective, l'une des concrétisations les plus marquantes de cette collaboration entre l'Université d'Ottawa, l'ONU-Habitat et le gouvernement camerounais est sans aucun doute la création en cours d'un centre de recherche de l'ONU-Habitat à Yaoundé au sein duquel l'Université d'Ottawa tiendra un rôle majeur. Ce centre sera une occasion unique de renforcer les collaborations scientifiques entre l'Université d'Ottawa et ses partenaires universitaires chinois et africains et de nombreux spécialistes internationaux.

1.3. Présentations des activités importantes de la conférence

Outre les activités académiques et les ateliers de travaux organisés tout du long de la conférence, de nombreuses rencontres et célébrations se sont déroulées et ont permis un rapprochement entre les délégations canadiennes, chinoises, camerounaises et africaines. Le succès de l'ICCCASU II n'aurait pas été le même sans l'implication majeure du gouvernement camerounais dans son organisation. Le Premier ministre camerounais, Philémon Yang, a notamment reçu une délégation restreinte des principaux représentants de l'ICCCASU dès l'ouverture de la conférence. Au cours de cette rencontre, il a fait part de son intérêt prononcé pour cet événement.

La cérémonie d'ouverture, tenue le 12 décembre de 9h à 11h30, a permis la présentation des mots de bienvenue du Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Yaoundé, ainsi que des mots des représentants du Haut-commissariat du Canada au Cameroun, de l'Ambassade de Chine au Cameroun, du Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain du Cameroun, des co-présidents de l'ICCCASU, des représentants de l'ONU-Habitat et de l'Université d'Ottawa ainsi que la réalisation du discours d'ouverture du représentant du Président de la République du Cameroun. Elle a été suivie d'un cocktail de bienvenue précédant le premier panel réunissant l'ancien premier ministre de la Colombie-Britannique, Gordon Campbell et du directeur du Programme Division de l'ONU-Habitat, Rafael Tuts.

Le soir même, la délégation canadienne a également eu l'honneur et le plaisir d'être reçue au sein de la résidence de Haut-commissariat du Canada au Cameroun, Nathalie O'Neil, qui a organisé une réception pour célébrer l'organisation de l'ICCCASU à Yaoundé. Mme O'Neil a également participé le lendemain, en compagnie de M. Mbwentchou, des représentants d'ONU-Habitat et de l'Ambassade de Chine au Cameroun, à la soirée de gala organisée par le Secrétariat de l'ICCCASU à l'Hôtel Mont Fébé. Enfin, à l'instar de la cérémonie d'ouverture, la cérémonie de clôture de l'ICCCASU II, qui s'est déroulée le 14 décembre, a reçu une large audience et a été couverte par de nombreux médias camerounais. Elle a notamment permis de présenter la Déclaration de Yaoundé ainsi que la création d'un centre de recherche sur l'urbanisation à Yaoundé par M. Mbwentchou ainsi que les co-présidents de l'ICCCASU, Huhua Cao, et Alioune Badiane.

1.4. Résumé des activités de l'ICCCASU II

1.4.1. Résumé des ateliers de formation

Bien qu'officiellement ouverte le 12 décembre 2017, cette seconde édition de l'ICCCASU a en fait débuté le 9 décembre avec l'ouverture officielle des ateliers de formation organisés en tant qu'activité préliminaire à la conférence internationale. Ces ateliers ont permis de réunir de nombreux professionnels et universitaires internationaux ainsi que du gouvernement camerounais

pour offrir plusieurs formations abordant les enjeux transectoriels de l'urbanisation et du développement durables. Ces ateliers ont remporté un franc succès auprès des professionnels camerounais et ont ainsi œuvré au renforcement des capacités des acteurs nationaux en perspective de l'implémentation du Nouvel Agenda Urbain. Ces ateliers ont ainsi permis d'offrir 14 formations réparties sur 5 ateliers et intervenant sur des enjeux tels que la gestion de la mobilité et des transports, les défis liés aux transitions urbaines et industrielles en Afrique, la gestion des fonds et des finances liées aux programmes d'urbanisation, la création d'espaces publics inclusifs et sécuritaires, la gestion des conflits et différentes parties prenantes, la gestion des déchets ou encore le recours aux logiciels de cartographie SIG et de traitement des mégadonnées.

1.4.2. Résumé de la Conférence

1.4.2.1. Résumé des sessions liminaires

Alors que la première session liminaire a fait suite à la cérémonie d'ouverture marquant officiellement le début de la seconde édition de l'ICCCASU, le 12 décembre 2017, deux autres sessions faisant intervenir des conférenciers de premier ordre ont ouvert les deuxième et troisième journées de l'ICCCASU 2. La première session liminaire a été modérée par le professeur Benjamin Gianni de l'Université Carleton et est revenue avec le Directeur de la division des programmes d'ONU Habitat, Rafael Tuts, la représentante du Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM) du Cameroun, Sylvie Siyam Siwe, ainsi que le Président de la Community Trust de l'Université Simon Fraser, Gordon Harris, sur la mise en œuvre du nouvel Agenda urbain, les enjeux de sécurité et de durabilité en urbanisme. Les trois conférenciers ont notamment attiré l'attention sur la responsabilité des sociétés humaines face à l'environnement et à la gestion de l'urbanisation. Ils ont alors souligné d'œuvrer à une gouvernance globale transectorielle de l'urbanisation axée sur les mécanismes de suivi et d'évolution des Objectifs du Millénaire pour le Développement Durable.

La deuxième session liminaire a été modérée par Allan Cain, directeur de Workshop Development Angola et a réuni l'ancien premier ministre de la Colombie Britannique, Harris Campbell ainsi que Hongjie Wang et Zhaohui Jiang de l'Académie Chinoise de la planification Urbaine de Beijing. Ensemble, ils sont revenus sur la définition de la ville intelligente, la fourniture de services et d'accès aux biens communs au sein des zones urbaines, l'intégration des périphéries, ainsi que sur la transition urbaine qui s'est opérée en Chine et l'importance de tenir compte des spécificités culturelles et nationales au sein des programmes d'urbanisation.

La troisième et dernière session liminaire a quant à elle été modérée par le vice-président de l'Académie des Sciences du Cameroun, Chum Bow Beban et a réuni le directeur du Bureau régional pour l'Afrique de l'ONU-Habitat, Naison Mutizwa-Mangiza, le vice-recteur de l'Université de Douala, René Joly Assako Assako, ainsi que le professeur Chaolin Gu de l'Université de Tsinghua. Ensemble, ils ont abordé le potentiel de la planification urbaine en

matière de réduction de la pauvreté, de gestion de la démographie, de protection de l'environnement et de développement socio-économique.

En marge de ces trois sessions liminaires, un déjeuner-causerie a été organisé sous la direction de M. Mutizwa-Mangiza. Il s'est focalisé, sur les enjeux et le potentiel d'application du Nouvel Agenda Urbain.

1.4.2.2. Résumé des panels

Cette seconde édition de l'ICCCASU a permis la présentation de 109 communications réunies au sein de 32 panels organisés en une dizaine de thématiques abordant respectivement la sécurité et la gestion du risque, les enjeux fonciers, les innovations socio-technologiques, l'urbanisation intelligente au sein du contexte de mondialisation, le changement climatique et l'environnement, les défis pour la transition urbaine en Afrique, les défis liés au financement de l'urbanisation, l'habitat précaire, les enjeux communautaires ainsi que les enjeux sanitaires ou encore d'inclusion des femmes et des plus jeunes.

Les panels abordant les enjeux de sécurité et de gestion des risques ont notamment attiré l'attention sur l'importance de sensibiliser les décideurs et responsables municipaux, d'accroître les efforts de sensibilisation, de développer des stratégies intégrées, en collaboration avec l'ensemble des parties prenantes, de lutte contre la criminalité et œuvrant à la fois au niveau local et national. De même, les communications effectuées au sein de ces panels sont sur la gestion des risques sanitaires liés à la croissance non contrôlée des tissus urbains et d'une mauvaise gestion des déchets. Les panélistes ont alors recommandé d'œuvrer à une meilleure synergie des acteurs des secteurs, à renforcer la sensibilisation auprès des usagers sur le tri des déchets et le recours aux infrastructures en place, la mise à niveau de ces mêmes infrastructures, l'amélioration de la collecte des déchets ainsi que le renforcement des capacités humaines en la matière.

Le thème lié aux enjeux fonciers dans un contexte de transformation urbaine est revenu sur les objectifs du Nouvel agenda urbain en la matière et les enjeux liés à la possession et l'accès à la terre pour un développement urbain durable. Le foncier apparaît comme un enjeu clé touchant à la fois les domaines social, économique et environnemental et à même de renforcer les politiques de lutte contre la pauvreté et d'inclusion des personnes les plus vulnérables au sein des plans de développement urbain. En ce qui concerne plus spécifiquement le thème des innovations socio-technologiques, les panélistes ont abordé les enjeux liés aux différentes innovations permettant de faciliter la construction de l'habitat, de réduire son empreinte environnementale et d'augmenter son rendement énergétique. Une attention particulière a été portée sur la nécessité pour les économies émergentes et en développement de maîtriser leurs urbanisations, ainsi que sur l'importance de solliciter et de promouvoir le recours aux matériaux locaux et d'adapter les plans d'urbanisation aux conditions climatiques et environnementales. Dans une perspective sociale, les

présentations ont également souligné l'importance de tenir compte et de promouvoir l'identité ainsi que les pratiques culturelles et sociétales des communautés concernées pour l'élaboration des programmes d'urbanisation. De même, une certaine attention doit être apportée au développement des périphéries urbaines et à l'élaboration des habitats à loyers modérés, notamment afin de ne pas favoriser des zones de paupérisation ou d'exclusion au travers de l'étalement urbain.

Les panels abordant le développement urbain dans le contexte de la mondialisation ont abordé les différentes méthodes pouvant améliorer la qualité de vie des populations urbaines par l'intermédiaire de la ville intelligente et en répondant aux défis écologiques, sociaux et économiques. L'un des principaux aspects de l'interaction entre développement urbain et mondialisation est sans aucun doute le développement des zones industrielles et des infrastructures de transport dans les agglomérations urbaines. Le développement et la gestion des parcs industriels en Chine peuvent fournir d'excellents exemples des stratégies et politiques nationales possibles et des écueils à éviter. Les panélistes ont également abordé l'importance d'établir des plans de zonage afin d'accroître le contrôle et la gestion de la planification urbaine, de la protection et de l'intégration environnementale et de la gestion des déchets, notamment au sein des zones péri-urbaines en marge des grandes métropoles.

Les changements climatiques et l'environnement furent les thèmes centraux de la deuxième édition de l'ICCCASU. Ils ont mobilisé une vingtaine de communications réparties sur six panels. Ces dernières ont notamment abordé les cadres de vie des populations urbaines impactées par le changement climatique, l'importance du recours aux matériaux locaux, la gestion des ressources hydriques, de l'adaptation énergétique et du renforcement des capacités de résilience, notamment pour les agglomérations urbaines implantées au sein des zones côtières. Les principales recommandations établies à ce sujet ont insisté sur la nécessité de réduire la consommation des énergies fossiles, de favoriser celle des énergies renouvelables ainsi que la construction d'infrastructures durables afin d'appuyer la transition énergétique en Afrique, d'accroître le traitement et le recyclage des déchets et d'ancrer la notion de développement durable au cœur des politiques publiques et des programmes d'urbanisation. Une attention particulière a aussi été accordée au recours des matériaux de construction locaux qui possèdent en plus de leurs avantages écologiques, des impacts positifs en termes de développement socio-économique. En ce qui concerne plus spécifiquement la gestion de l'eau, en plus de l'accès et de la distribution des ressources hydriques, les panélistes ont attiré l'attention sur l'importance d'anticiper les risques d'inondation au sein même des programmes d'urbanisation et de limiter l'occupation des zones inondables.

Pour ce qui est des quatre panels abordant les défis majeurs pour la transition urbaine de l'Afrique et le financement du développement urbain, ils sont revenus sur les défis et opportunités de l'urbanisation durable et du développement de métropoles. Les panélistes ont notamment insisté sur la rapidité de la croissance démographique et de l'exode rural en Afrique et l'importance de

soutenir et de promouvoir la protection des droits des populations les plus vulnérables exposées à ces dynamiques, notamment en favorisant la mixité urbaine, en protégeant et en stimulant les tissus socio-économiques locaux et en anticipant en amont ces enjeux au sein des programmes d'urbanisation ainsi que de développement social et économique.

Les panels abordant l'habitat précaire et les dynamiques communautaires sont quant à eux revenus sur la nécessité de répondre aux besoins des bidonvilles, aux dynamiques informelles en Afrique, à la généralisation de l'urbanisation inclusive ainsi qu'à la stimulation de l'agriculture urbaine et de l'accessibilité aux espaces publics. Les panélistes ont rappelé à cette occasion que l'urbanisation doit également être considérée comme une opportunité en termes de développement social et de création de richesses et d'emploi. Enfin, une série de trois panels spéciaux a été organisée afin de répondre spécifiquement aux enjeux sanitaires et d'alimentation, à l'engagement des femmes et des populations les plus jeunes ainsi qu'au traitement des données et des images.

1.4.2.3. Résumé des tables rondes

Quatre tables rondes ont été organisées en parallèle des 32 panels tenus au sein de cette deuxième édition de l'ICCASU. En abordant des enjeux d'envergure tels que les villes côtières, la croissance démographique, les zones de d'habitation informelles, la ville intelligente ou les impacts socio-économiques de l'urbanisation. Ces tables rondes ont mobilisé des intervenants reconnus internationalement à l'instar de Yangfan Li de l'Université de Xiamen ou encore d'Alioune Badiane, co-président de l'ICCASU et président de l'Urban Think Tank Africa. La première table ronde est revenue sur l'exposition croissante des villes côtières aux menaces engendrées par les changements climatiques ainsi que leurs sous-évaluations et leurs mauvaises gestions par la plupart des villes côtières africaines. Il a ainsi été souligné que l'exposition aux inondations et à la montée des eaux n'est pas uniquement due aux changements climatiques mais également à une mauvaise gestion de l'intégration environnementale et de l'anticipation des risques. La seconde table ronde a abordé, en se basant sur les exemples des agglomérations de Kinshasa, de Luanda, de Lagos, de Bafoussam, de Mbalmayo et de Franceville, les enjeux liés à la croissance démographique. Les discussions ont notamment souligné que l'expansion spatiale générée par la croissance démographique en Afrique va continuer à alimenter le développement des périphéries urbaines au détriment des programmes d'urbanisation et ont appelé en ce sens à l'établissement de politiques nationales basées sur le Nouvel Agenda Urbain.

À ce titre, la troisième table ronde s'est focalisée sur les perspectives du développement de la ville intelligente et a appelé à placer le citoyen au centre de cette dernière, tandis que la quatrième table ronde a attiré l'attention sur les impacts socio-économiques engendrés par une urbanisation rapide et non contrôlée.

1.4.2.4. Résumé des sessions spéciales

Les sessions spéciales ont répondu à la fois à la nécessité de mettre en avant les enjeux et réponses soulevés par les acteurs africains en matière de développement urbain durable et de ville intelligente tout en participant au renforcement des compétences de ces mêmes acteurs. Elles ont notamment permis de solliciter les acteurs institutionnels camerounais et de présenter les défis auxquels ils font actuellement face et les différentes solutions préconisées en ouvrant en même temps un dialogue avec des experts internationaux représentant ONU-Habitat, la Banque Mondiale ou encore le Fonds Mondial de Développement des villes. Le FEICOM et le MINDHU ont ainsi présenté les enjeux liés au financement de la ville durable et à la mise en œuvre des différents agendas d'urbanisation au Cameroun avant d'aborder la création et l'implantation du centre régional de recherche et de formation de l'ONU-Habitat à Yaoundé, dont l'un des principaux axes de travail sera l'implémentation du Nouvel Agenda Urbain en Afrique.

Lors de la première session spéciale dirigée par le FEICOM, une attention particulière a été accordée à la décentralisation en Afrique et au transfert des ressources financières et humaines de l'État aux collectivités territoriales, notamment dans la perspective de favoriser la création d'économies locales et le renforcement d'infrastructures publiques à même de limiter l'exode rural. Au cours de la seconde session spéciale, le ministre camerounais de l'Habitat et du Développement Urbain, Jean-Claude Mbwentchou, a présenté les perspectives de mise en œuvre des objectifs du Nouvel Agenda Urbain au Cameroun et les plans d'action développés en ce sens.

Enfin, la troisième et dernière session spéciale a abordé les possibles axes de travail et composantes pouvant être intégrés au futur Centre régional d'excellence sur l'urbanisation de l'ONU-Habitat. Les différentes recommandations établies à la suite des discussions ont notamment souligné la nécessité de mettre à disposition des formations à même de renforcer les compétences des acteurs œuvrant sur le terrain, d'adapter les travaux du centre au contexte africain et d'ouvrir à des perspectives de collaboration et de coopérations avec les institutions africaines et internationales œuvrant sur l'urbanisation et le développement durable.

1.4.2.5. Résumé des posters

Suite au succès rencontré par l'ICCCASU II auprès des étudiants camerounais, le secrétariat de l'ICCCASU a dû, pour des raisons de place, refuser un grand nombre de communications. Néanmoins, afin d'offrir un maximum de visibilité à ces travaux et recherches, plus d'une dizaine d'affiches ont été exposées au sein du palais des congrès de Yaoundé, en marge des activités principales de l'ICCCASU. Ces affiches ont permis de présenter par écrit les résumés synthétiques et enjeux centraux des thèmes abordés par ces recherches, tels que l'électrification et le développement de réseaux hydriques au sein de l'agglomération de Yaoundé, la résilience des grandes villes africaines face aux crues et inondations, l'assainissement et l'intégration urbaine

des cours d'eau, l'intégration sociétale au sein des plans d'urbanisation, ou le développement d'un éclairage public urbain intelligent. Cet affichage a ainsi permis de créer un dialogue et un échange enrichissant entre les étudiants camerounais et les conférenciers présentant au sein de l'ICCCASU.

1.5. Résumé des activités connexes

En marge de l'ICCCASU II et en parallèle des multiples panels, tables rondes et sessions spéciales organisées, plusieurs événements et activités ont permis de présenter les enjeux liés à l'urbanisation durable tout en renforçant les opportunités de réseautage et de collaboration entre les différentes délégations. Ainsi, une présentation des enjeux de l'implémentation du Nouvel Agenda Urbain a été effectuée le 11 décembre, à la veille de l'ouverture officielle de l'ICCCASU. Une introduction aux différents travaux et composantes de l'ICCCASU a également été effectuée le lendemain tandis que la présentation de la troisième édition de l'ICCCASU, qui se déroulera en Chine en 2019 a été effectuée le 13 décembre par les deux co-présidents de l'ICCCASU, MM. Badiane et Cao.

Il est important de souligner que le succès de l'ICCCASU II n'aurait pas été le même sans l'implication majeure du gouvernement camerounais dans son organisation. Dès l'ouverture de la conférence, le Premier ministre camerounais, Philémon Yang, a notamment reçu une délégation restreinte des principaux représentants de l'ICCCASU. Au cours de cette rencontre il a fait part de son soutien à l'organisation de la Conférence. Le Ministère camerounais de l'Habitat et du Développement Urbain a également organisé de nombreuses activités de réseautage ou de divertissements en marge de l'événement. Outre la mise à disposition du Palais des Congrès de Yaoundé et l'attribution des fonds essentiels à la tenue de la conférence, le gouvernement camerounais a été fortement mobilisé au sein des différents panels tenus au travers de l'ICCCASU II. Le ministre camerounais de l'Habitat et du Développement Urbain, Jean-Claude Mbwentchou, a notamment été l'un de nos panélistes clés lors des cérémonies d'ouverture et de fermeture de la conférence et a fait part de son implication tout du long de cette seconde édition de l'ICCCASU. Nous avons également eu le plaisir et l'honneur d'accueillir 6 autres ministres du gouvernement camerounais lors de la cérémonie d'ouverture le 12 décembre. De même, le gouvernement du Cameroun a constitué un comité local de 40 professionnels et bénévoles destiné à épauler le Secrétariat international de l'ICCCASU et s'assurer du bon déroulement de l'événement.

Il est également à souligner que dès la première soirée de la conférence, la Haut-Commissaire du Canada au Cameroun, Nathalie O'Neil, a organisé une réception dans sa résidence afin de célébrer l'organisation de l'ICCCASU II en compagnie des représentants du gouvernement du Cameroun, des délégations chinoises et canadiennes ainsi que des autres représentants gouvernementaux participant à l'événement. Cette réception fut l'occasion idéale pour resserrer les liens entre les différentes délégations, de concrétiser de nombreux échanges et de permettre le renforcement de leurs réseaux professionnels respectifs.

De même, le gouvernement camerounais a organisé une soirée de gala le jeudi 13 décembre à l'Hôtel Mont Fébé afin de remercier l'ensemble des participants pour leur implication et leur soutien à cette seconde édition de l'ICCCASU. Cette soirée a notamment permis la rencontre de M. Mbwentchou, de Mme O'Neil, des représentants d'ONU-Habitat, MM. Tuts et Mutizwa-Mangiza, de l'ancien Premier ministre de la Colombie-Britannique, M. Campbell, du représentant de l'ambassade de Chine au Cameroun, des coprésidents de l'ICCCASU, MM. Badiane et Cao, ainsi que des représentants des délégations chinoise et de l'Université d'Ottawa.

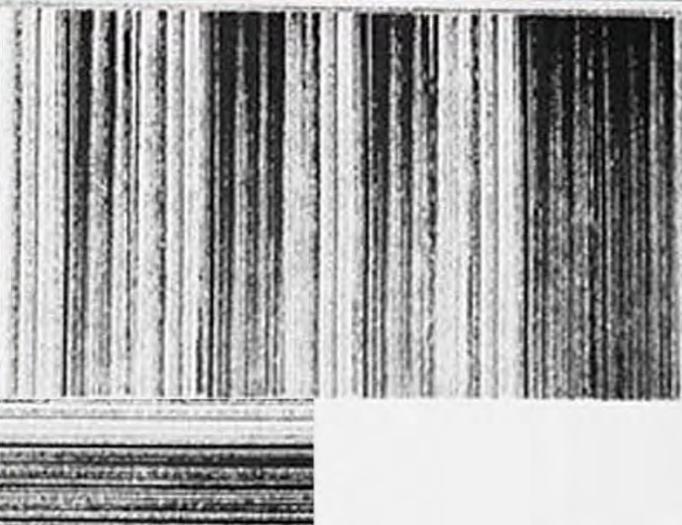
Le Secrétariat de l'ICCCASU a profité de cette soirée de gala pour remettre 17 prix et distinctions honorifiques aux personnalités de haut niveau ainsi qu'aux professeurs et étudiants qui se sont impliqués pour garantir le succès et le caractère international de la conférence. À l'image de l'organisation d'ICCCASU II à Yaoundé, cette soirée a permis de réunir l'ensemble des participants dans une atmosphère chaleureuse et constructive, propice aux échanges et aux rapprochements.



Conférence



CÉRÉMONIE DE CLÔTURE





Entretien avec les médias



Ateliers





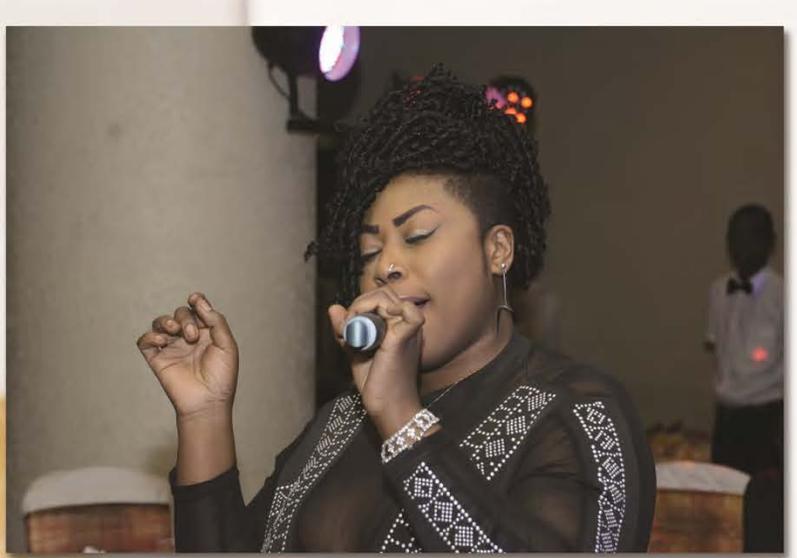


Gala night

13/12/2017

Hotel Mont Fébé





2. RAPPORT SUR LES ATELIERS DE FORMATION

2. RAPPORT SUR LES ATELIERS DE FORMATION

2.1. Informations générales

2.1.1. Contexte

La deuxième Conférence internationale sur l'urbanisation durable au Canada, en Chine et en Afrique (ICCCASU II), s'est tenue du 12 au 14 décembre 2017 à Yaoundé sous le thème « Développement urbain intelligent : de l'action locale vers le global ».

Pour cette deuxième édition, le secrétariat de l'ICCCASU a tenu à proposer une série de 14 ateliers de formation sous le thème du « *Développement urbain 2.0 : des outils opérationnels pour une planification urbaine intégrée et concertée* » trois jours avant l'ouverture officielle de l'ICCCASU II. Ces ateliers de formation, organisés conjointement par l'Université d'Ottawa, l'ONU-Habitat et le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (MINHDU) du Cameroun, se sont déroulés du 9 au 11 décembre 2017 au Palais des Congrès de Yaoundé - Cameroun. Chaque atelier s'est déroulé sur une durée de 3 heures et a porté sur une thématique s'inscrivant directement dans les enjeux soulevés par l'ICCCASU.

2.1.2. Objectifs de la formation

- Former les participants à la conduite et au pilotage de démarches programmatiques appliquées à différents contextes et échelles de la planification urbaine;
- Offrir un enseignement méthodologique, des outils spécialisés et opérationnels dans le domaine du développement urbain;
- Former les participants à une meilleure utilisation des outils de la planification urbaine.

2.1.3. Public ayant pris part à la formation

La première édition des ateliers de formation a permis de dispenser des formations de haut niveau à un public très diversifié, dont faisaient notamment partie :

- Des assistants à la maîtrise d'ouvrage souhaitant perfectionner leur pratique de la programmation et gestion des projets urbains;
- Des chefs de projets en maîtrise d'ouvrage public;
- Des maires des villes du Cameroun;
- Des fonctionnaires des services dans les collectivités territoriales;
- Architectes, urbanistes et paysagistes;
- Des étudiants des institutions universitaires camerounaises et étrangères.

2.2. Conditions de participation aux ateliers de formation

Afin d'assumer les coûts liés à la formation, l'admission était payante selon les modalités suivantes :

- 40 000 francs CFA pour les professionnels locaux;
- 15 000 francs CFA pour les étudiants locaux;
- 100 US \$ pour les professionnels internationaux;
- 50 US \$ pour les étudiants internationaux.

Trois ateliers se déroulaient simultanément dans trois salles différentes et les participants avaient la possibilité de choisir 5 ateliers sur un total de 14. Toute personne ayant suivi 3 ateliers de formations a reçu une attestation de participation délivrée conjointement par le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (MINHDU), l'Université d'Ottawa et l'ONU-Habitat.

2.3. Statistiques sur la participation aux ateliers de formations

Initialement prévus pour accueillir un maximum de 120 personnes, les ateliers de formations sur le développement urbain ont reçu une participation d'environ 300 personnes, parmi lesquelles 270 Camerounais. Les participants étaient composés des profils suivants :

- **103 étudiants provenant de plus 50 institutions universitaires.** Les filières des étudiants sont diversifiées (architecture, urbanisme, aménagement, géographie, génie civil, génie rural, diplomatie, transports, etc.). Il faut noter que la majorité des étudiants proviennent des universités du Cameroun (Université de Douala, Yaoundé I, Yaoundé II, École nationale supérieure Polytechnique, École nationale supérieure des travaux publics, Université de Dschang, Université de Ngaoundéré, Université de Buea, Institut des beaux-arts de Foumban, Institut des relations internationales du Cameroun, etc.). Parmi les universités étrangères, on note également la présence d'étudiants provenant de la Shanghai International Studies University, l'École africaine des métiers de l'architecture et de l'urbanisme ainsi que l'Université de Ouagadougou;
- **57 journalistes issus** des différentes presses locales ont également pris part à un atelier spécialement conçu afin de leur permettre de se familiariser avec les différents concepts et mots utilisés dans le domaine de l'urbanisme et du développement urbain. Au cours de cet atelier, il leur a été également enseigné les problématiques des villes et les enjeux liés au processus d'urbanisation des villes africaines;
- **20 architectes** exerçant en cabinets privés au Cameroun;
- **5 maires des communes du Cameroun**, dont notamment M. Anicet Akoa, maire de la commune de Ngoulémakong et vice-président des Communes et villes unies du Cameroun;

- **65 professionnels** provenant des sociétés d'État du Cameroun parmi lesquelles : FEICOM, MAETUR, MAGZI, la Société Immobilière du Cameroun, le Mipromalo;
- **50 professionnels** provenant des différents ministères de la République du Cameroun;
- **Plus de 50 personnes** ont également assisté aux ateliers de formations soit en tant que rapporteurs, secrétaires, techniciens d'images, ou simplement bénévoles.

Finalement, les bénéficiaires de cette nouvelle expertise sur le développement urbain sont les 270 Camerounais qui ont pris part aux formations.

2.4. Profil des formateurs

Les formateurs provenaient d'institutions diversifiées et détenaient une expérience riche dans les différentes thématiques du développement urbain. On note au total 24 formateurs provenant de l'Université d'Ottawa, de l'ONU Habitat, de l'Université de Yaoundé I, de l'Université de Ngaoundéré, de l'University of Maryland, du MINHDU, de la MAETUR, et de sociétés internationales de consultance (BREIT Consulting et Development Workshop). Le tableau ci-dessous présente de façon détaillée les thématiques présentées pendant la formation, les formateurs et leurs institutions d'affiliation.

Tableau 1 : Thèmes retenus pour les ateliers de formation du 9 au 11 décembre 2017

| Titre de l'atelier de formation | Formateur |
|---|--|
| 1. Gestion de la mobilité durable et des transports en Afrique <i>(en français)</i> | Hippolyte Etende Nkodo BREIT Consulting – Cameroun |
| 2. Urbanisation et industrialisation – Enjeux et méthodes pour l'Afrique <i>(en français)</i> | Anne Marguerite Fouda Owoundi Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (MINHDU), Cameroun |
| 3. Gestion des fonds communautaires <i>(en anglais)</i> | Murugi Maina, ONU-Habitat |
| 4. Programmation urbaine et développement urbain : Méthodes, outils et priorisation <i>(en français)</i> | Antoine Noubouwo, Ph.D. Université d'Ottawa |
| 5. Conception des espaces publics sûrs, inclusifs et accessibles pour tous <i>(en français et anglais)</i> | Cecilia Andersson et Claude Albert Ngomsi, Ph.D. ONU-Habitat |
| 6. Comment planifier et développer une économie locale innovante et compétitive: échange de connaissances et étude comparative de cas <i>(en français et anglais)</i> | Jean Marie Cishahayo Université d'Ottawa |

| | |
|---|---|
| 7. Contribution des NTIC et mise en place d'un développement urbain plus intelligent (<i>en français et anglais</i>) | Claude Albert Ngoms, Ph.D., Nana Lee et Carole Tankeu ONU-Habitat |
| 8. Réalisation de l'urbanisation durable en donnant l'autonomie aux femmes (<i>en anglais</i>) | Angela Mwai , ONU-Habitat |
| 9. Journalisme urbain (<i>en français</i>) | Claude Albert Ngoms, Ph.D. ONU-Habitat Tonton Mundele, Ph.D. Université d'Ottawa |
| 10. Planification urbaine participative des terrains urbains | Jean Marie Cishahayo Université d'Ottawa |
| 11. Formation sur les lignes directrices internationales de la planification urbaine et territoriale (IG-UTP) (<i>en français et anglais</i>) | Remy Sietchiping, Runze Wang et Frédéric Happi Mangoua ONU-Habitat |
| 12. Gestion des déchets solides en Afrique subsaharienne (<i>en français</i>) | Louis Bernard Tchuikoua, Ph.D. Université de Yaoundé 1 |
| 13. Intervention dans les quartiers précaires (<i>en français</i>) | Iya Moussa et Michel Tchotsoua Université de Ngaoundéré André Essaga Ohandja , MAETUR |
| 14. Formation pratique sur les technologies d'énergie renouvelable : Construction d'un lampadaire solaire à faible coût (<i>en anglais</i>) | Vincent Kitio, Ph.D. ONU-Habitat |

2.5. Statistiques sur la participation aux différents ateliers

| Titre de l'atelier | Nombre de participants | Hommes | Femmes |
|--|------------------------|-----------|-----------|
| 1. Gestion de la mobilité durable et des transports en Afrique | 49 | 30 | 19 |
| 2. Urbanisation et industrialisation- enjeux et méthodes pour l'Afrique | 78 | 54 | 24 |
| 3. Gestion des fonds communautaires | 26 | | |
| 4. Programmation urbaine et développement urbain : Méthodes, outils et priorisation | 70 | 46 | 24 |
| 5. Conception des espaces publics sûrs, inclusifs et accessibles pour tous | 59 | 41 | 18 |
| 6. Comment planifier et développer une économie locale innovante et compétitive: échange de connaissances et étude comparative des cas | 31 | 24 | 8 |

| | | | |
|--|------------|-----------|-----------|
| 7. Contribution des NTIC et mise en place d'un développement urbain plus intelligent | 123 | 92 | 31 |
| 8. Réalisation de l'urbanisation durable en donnant l'autonomie aux femmes | 46 | 25 | 17 |
| 9. Journalisme urbain | 57 | 40 | 17 |
| 10. Planification urbaine participative des terrains urbains | 16 | 10 | 6 |
| 11. Formation sur les lignes directrices internationales de la planification urbaine et territoriale (IG-UTP) | 73 | 50 | 23 |
| 12. Gestion des déchets solides en Afrique subsaharienne | 71 | 47 | 24 |
| 13. Intervention dans les quartiers précaires | 107 | 78 | 29 |
| 14. Formation pratique sur les technologies d'énergie renouvelable, construction d'un lampadaire solaire à faible coût | 52 | 39 | 13 |

2.6. Synthèse des différents ateliers de formation

2.6.1. Gestion de la mobilité durable et des transports en Afrique

Animé par M. Hyppolite Etende Nkodo, l'atelier a mis l'accent sur les enjeux de la mobilité-transport et la propriété pour les citoyens d'effectuer des déplacements à l'intérieur de leur ville ou aire urbaine. Ces déplacements sont motivés par la réalisation d'activités qui impliquent le plus souvent le contact avec d'autres personnes. Cette mobilité reste une condition de la participation à la vie sociale et à l'échange avec les autres. Certains déplacements ont un caractère répétitif et de masse. C'est le cas des déplacements vers le travail, encore appelés « migration pendulaire ». La mobilité est dépendante des dynamismes économiques, de la mobilité sociale, de la mobilité résidentielle, des infrastructures de transports, des délocalisations d'emplois, de l'innovation technologique, du changement social et culturel c'est-à-dire du changement de valeurs. Selon le formateur, pour assurer une gestion de la mobilité de façon efficace, il faut que les villes africaines mettent en place les conditions suivantes :

- Adopter une approche holistique et mettre la priorité sur l'accessibilité plutôt que sur les transports, accroître la concertation entre les partenaires ainsi que la participation du public. Accroître la participation du secteur privé à la fourniture d'infrastructures et de services de transport ;
- Minimiser le besoin de déplacements motorisés individuels grâce à une planification et à une gestion adéquate de l'utilisation des sols et des transports, concevoir des formes urbaines et une utilisation des sols qui minimisent le besoin de déplacements motorisés individuels et promouvoir les modes de transport public et non motorisé ;

- Déployer des infrastructures et des services de transport de manière à promouvoir des formes urbaines saines et l'utilisation des sols ;
- Mettre en place un système de gouvernance efficace et responsable, capable d'anticiper les besoins, d'orienter les actions et d'assurer la gestion intégrée et le développement des systèmes de transports urbains ;
- Définir, adopter et mettre en œuvre, au niveau du gouvernement central, une stratégie nationale de transport urbain qui assure le développement et la gestion durables des systèmes de transport urbain ;
- Veiller à ce que les principales responsabilités publiques en matière de transport urbain au niveau du gouvernement urbain / métropolitain soient attribuées et exécutées, mettre en place une entité chargée de la planification du transport urbain et de guider et coordonner l'action publique visant à la fourniture du système de transport urbain multimodal ;
- Fournir à toutes les institutions et parties prenantes du secteur du transport urbain des ressources humaines adéquates et accroître les ressources financières allouées aux systèmes de transport urbain et assurer la disponibilité de financements à long terme pour le transport urbain ;
- Mettre en place des systèmes d'information bien renseignés, de transparence et de participation du public et adapter les capacités voulues pour le transport urbain et l'aménagement.

2.6.2. Urbanisation et industrialisation - Enjeux et défis pour l'Afrique

Animé par Anne Marguerite Fouda Owundi, l'atelier met l'accent sur les données statistiques de l'Afrique et du reste du monde pour faire le lien entre l'urbanisation et l'industrialisation. Pour le cas spécifique de l'Afrique, il ressort que son taux de croissance est aujourd'hui de 3,83 % par an, de loin le plus élevé du monde, même si cette moyenne cache d'importantes variations régionales. Cependant, la plupart de villes africaines ne jouent pas actuellement le rôle qu'elles devraient à l'appui des transformations structurelles, du fait de la faiblesse ou de l'absence de lien entre l'urbanisation et l'industrialisation. Une récente étude de la Banque Mondiale démontre que, dans les pays comme la Corée du Sud, la Chine et le Vietnam, la rapidité de l'augmentation des revenus et de l'expansion des industries manufacturières est allée de pair avec la rapidité de l'urbanisation. Madame Fouda démontre dans son atelier que l'industrialisation est un vecteur important de l'urbanisation et les villes africaines devraient en encourager la synergie pour un développement durable. Cependant, la corruption influe négativement dans tous les domaines et notamment dans la mise en œuvre des documents de planification urbaine (octroi des dérogations aux règles d'urbanisme à certains opérateurs économiques) et représente un frein à l'urbanisation durable des villes. Il ressort également que les problèmes principaux d'urbanisation en Afrique en général et au Cameroun en particulier sont nés de l'incivisme et du non-respect d'urbanisme. Pour améliorer la situation, Mme Fouda propose :

- La redéfinition du rôle de l'État et son orientation vers la satisfaction des besoins des populations : l'État doit être au service des populations et non l'inverse et informé sur la mise en œuvre au niveau local des résolutions issues des grandes rencontres internationales afin de rassurer les populations sur leur suivi. Améliorer la collaboration interministérielle et celle avec les autres acteurs urbains pour l'élaboration des politiques urbaines fortes ;
- La mission d'aménagement des zones industrielles du Cameroun devrait pleinement jouer son rôle et favoriser la création de nouvelles zones économiques intermédiaires entre les villes et les campagnes.

2.6.3. Gestion des fonds communautaires

En s'inspirant du programme national de développement participatif, l'atelier présente la démarche de mise en place d'un fonds communautaire ainsi que le processus de sélection. Pour assurer une totale transparence et une partialité dans la gestion des fonds, deux types de critères ont été retenus à savoir les critères de sélection des associations et les critères de sélection des projets proprement dits :

- Un comité de sélection et de suivi, qui s'assure de la gestion des fonds et qui conduise le suivi des activités desdits projets a été mis en place ;
- Deux manuels de procédures ont été élaborés par le partenaire d'exécution : le manuel de procédure de gestion administrative et financière et le manuel de procédure des fonds éligibles ;
- Un mécanisme de suivi de la mise en œuvre a été mis en place par ERA-Cameroun.

En s'appuyant sur le même programme, la conférencière fait ressortir plusieurs difficultés dans la gestion des fonds communautaires :

- L'insuffisance des capacités managériales à laquelle fait face la plupart des associations porteuses de projet, la non-maîtrise des procédures à suivre pour la mise en œuvre des projets et/ou le manque de volonté de certains responsables d'association ;
- Le manque de confiance de certains responsables d'associations envers le partenaire d'exécution. Ces responsables redoutant qu'ERA-Cameroun s'implique trop dans la conduite de leur projets et l'exécution de leurs dépenses ;
- Lenteur dans les procédures de passation des marchés par les porteurs.

2.6.4. Programmation urbaine et développement urbain : Méthodes, outils et priorisation

Cet atelier animé par Antoine Noubouwo jette les bases sur l'avantage d'une planification intégrée et concertée qui prend en compte les théories fondamentales de la programmation urbaine. Au cours de la présentation, l'accent a été mis sur les approches de la planification, notamment :

- L'approche historique permet d'expliquer l'état de l'urbanisation en tant que résultat d'un processus évolutif enraciné dans le passé, et d'en tirer des éléments utiles pour sa compréhension;
- L'approche démographique permet de quantifier et d'analyser l'évolution démographique du territoire, ses dynamiques et sa spécificité. Ainsi, les éléments pertinents qui permettent de prendre en compte cette approche sont : la dynamique et la typologie de la population urbaine; la dynamique et la typologie des flux migratoires (immigration/émigration, etc.); la dynamique des ménages urbains (nombre et taille des familles, des groupes, des unités de consommation, etc.) et le taux de vieillissement de la population;
- L'approche économique permet de planifier les grandes orientations de la politique économique des villes, régions, pays, etc. L'approche économique permet également de planifier l'analyse et l'efficacité du potentiel économique d'un territoire, surtout en ce qui concerne le fonctionnement des circuits de commercialisation et le marché international;
- L'approche géographique implique la détermination des échelles d'analyse appropriées (régionale, urbaine, périurbaine, rurale, municipale) en relation avec les outils de planification urbaine;
- L'approche urbanistique concerne les modalités d'organisation et d'affectation des espaces urbains, ce qui entraîne souvent des conflits. Elle permet de comprendre comment le territoire peut jouer son rôle dans la sécurité des personnes par la planification et la gestion de ses espaces et de ses fonctions;
- L'approche juridique d'un territoire permet de reconnaître l'ensemble des normes qui réglementent l'organisation et la gestion spatiale à tous les niveaux, le pouvoir de structuration des normes sur les activités développées dans le territoire ainsi que l'efficacité des normes à l'intérieur du territoire en tenant compte des objectifs de la sécurité et de la mobilité urbaine.

Cet atelier a ainsi permis d'attirer l'attention des participants sur la nécessité de pouvoir différencier les documents d'aide à la planification urbaine (document facultatif) des documents de planification urbaine (obligatoires et légalement institués). De même, l'une des connaissances acquises au cours de cette formation est le lien entre programmation urbaine et planification urbaine. Selon le Dr. Antoine Noubouwo, la programmation urbaine est un processus de mise en œuvre concertée, raisonnée et coordonnée du projet urbain, dans le temps, dans l'espace ainsi que du point de vue financier et des procédures législatifs et réglementaires. La programmation urbaine est tournée vers le porteur de projet et ses partenaires : les financeurs, les maîtres d'ouvrage, les habitants. Elle permet de répondre aux questions suivantes dans le processus de développement d'une ville ou d'un projet: « pour qui », « pourquoi » « à quelle échelle » et « quelle nature d'objet », ne sont pas posées. Pour une bonne planification urbaine, il est pertinent de mettre en place un fichier centralisé du cadastre municipal et de procéder constamment à sa mise à jour, de prendre en compte la consultation citoyenne et de définir les outils de planification propres au contexte africain, car les réalités sont différentes des pays et villes du nord.

2.6.5. Conception des espaces publics sûrs, inclusifs et accessibles pour tous

Animé par Claude Ngomsi et Cecilia Andersson, l'atelier avait pour objectifs d'engager les décideurs des politiques urbaines, les planificateurs et les instituts de recherche dans la planification, à la conception et la maintenance de l'espace public participatif. Les aspects discutés dans le cadre de l'atelier ont été la définition de l'espace public en Afrique, les problèmes de création, de protection, de maintien et de jouissance d'un espace public sûr, inclusif et accessible en Afrique, ainsi que les étapes d'évaluation de l'espace public pour soutenir le développement d'une stratégie à l'échelle de la ville. Il était également question d'établir une feuille de route et un projet de stratégie régionale sur l'espace public pour l'Afrique et créer un réseau de partenaires de développement de l'espace public. Au terme de l'atelier, il est ressorti que :

- Le caractère d'une ville est défini par ses rues et ses espaces publics. Des places et des boulevards aux jardins de voisinage et aux terrains de jeux pour enfants, l'espace public encadre l'image de la ville.
- La matrice conjonctive des rues et des espaces publics forment le squelette de la ville sur lequel repose tout le reste. L'espace public constitue le cadre d'une panoplie d'activités et festivités cérémonielles de la ville multiculturelle, commerce, circulation des biens et des personnes, mise en place d'infrastructures ou cadre de vie communautaire et de subsistance des citoyens pauvres.
- Selon les formateurs, l'adoption de l'ODD 11.7 et l'élaboration du Nouvel Agenda Urbain reconnaissent de manière significative l'importance de l'espace public pour le développement durable. L'adoption de l'ODD 11.7 est donc un élément important pour la prise en compte des espaces publics dans le processus de développement urbain.
- Il est donc nécessaire d'aider les collectivités locales et nationales à élaborer des lois, des politiques, des normes et des pratiques qui aident les gouvernements à adopter une approche holistique et intégrée de la planification, de la conception, de la création, de la protection et de la gestion de l'espace public.

2.6.6. Comment planifier et développer une économie locale innovante et compétitive: échange de connaissances et étude comparative des cas

Animé par Jean-Marie Cishahayo, l'atelier présente comment faire pour qu'une ville devienne compétitive sur le plan économique. Selon le formateur, l'économie locale devrait être un aspect important pour le développement des villes africaines. Cependant, le véritable problème de développement de l'Afrique serait dû à l'indisponibilité des données de base nécessaires à la planification (données statistiques sur tous les aspects de l'économie-population-environnement, etc.). Il signale également que l'Afrique, et le Cameroun en particulier, ne peut pas se permettre d'adopter les modèles de développement des pays occidentaux et asiatiques au regard des conséquences environnementales désastreuses qui en découlent. Il faut d'abord planifier le

développement économique à court et moyen terme en vue d'un meilleur suivi-évaluation. Les fondements du développement de la société commencent par le développement local. Les recommandations des participants sont diverses, notamment :

- Promouvoir la participation publique dans les prises de décisions de développement urbain et accentuer le processus de décentralisation pour permettre la prise en compte des spécificités locales;
- Exploiter les opportunités locales, en encourageant la créativité et l'innovation et capitaliser les avantages comparatifs des différentes communautés à travers le développement des infrastructures de communication (réseau routier, réseau aérien, réseau maritime, etc.);
- Promouvoir l'entrepreneuriat tout en diversifiant les investissements.

2.6.7. Contribution des NTIC et mise en place d'un développement urbain plus intelligent

Animé par Claude Ngomsi et un panel d'experts pluridisciplinaires, l'atelier a pour objectif de présenter les différents éléments à prendre en considération pour rendre une ville intelligente. En s'inspirant de la politique de développement urbain mise en place par le gouvernement du Rwanda, les formateurs mettent l'accent sur le processus et les méthodes. Les formateurs sont notamment revenus sur la nécessité de mettre plus d'ardeur au travail, ainsi que plus d'entreprise et d'innovation, et de ne pas céder aux sirènes du découragement. Ces derniers ont alors souligné les progrès fulgurants de certains pays qui furent récemment à un niveau équivalent de développement que le Cameroun, tels que le Rwanda et la Corée du Sud, et qui ont appliqué de bonnes pratiques en matière de développement urbain intelligent. De même l'attention fut attirée sur les NTIC comme outils pertinents d'optimisation du développement urbain intelligent; sur les deux principaux défis pour le développement urbain intelligent à travers des NTIC : l'appropriation des infrastructures des TIC (qui les utilise et comment ?) et l'innovation. Les recommandations suivantes ont été faites par les participants :

- Susciter l'implication de tous les acteurs sociaux dans le processus d'urbanisation durable, que ce soit sur les plans individuels ou collectifs et privilégier la mobilisation de l'expertise locale pour l'innovation et la réalisation des projets urbains;
- Accentuer les efforts de formation et de renforcement des ressources humaines qui utilisent l'infrastructure numérique dans le cadre du développement urbain intelligent;
- La nécessité d'un leadership politique visionnaire en matière de développement urbain pour l'avènement des villes intelligentes et l'accélération de la numérisation de l'administration publique et privée, notamment du régime foncier (l'exemple du Rwanda et de son système « Unique Parcel Identification » (UPI));
- Améliorer l'écosystème de l'investissement pour favoriser l'émergence des start-ups et l'accroissement de la sensibilisation en vue d'éduquer les populations sur le meilleur usage des NTIC pour le développement urbain intelligent ;

- Améliorer la formation des jeunes pour mieux faire face aux défis de l'innovation et la systématisation de la planification urbaine avant l'implémentation de tout projet d'urbanisation ;
- Susciter l'implication des populations dans la planification des politiques et stratégies de développement urbain intelligent et dans leur mise en œuvre et la mise en commun des ressources humaines diverses en vue de l'élaboration des stratégies et programmes de développement urbain intelligent. Il faut également mobiliser la jeunesse créative et la mise à disposition des financements au bénéfice des start-ups.

2.6.8. Réalisation de l'urbanisation durable en donnant l'autonomie aux femmes

Animé par Angela Mwai et Cecilia Andersson de l'ONU-Habitat, ainsi qu'Arielle Kitio, cet atelier a abordé trois sujets : réaliser l'urbanisation durable en autonomisant les femmes, la sécurité dans les espaces verts urbains et les perspectives pour un développement urbain durable des femmes. Mme Mwai a commencé sa présentation en définissant l'urbanisation, en mettant en évidence les raisons pour lesquelles les gens se déplacent des villages vers les villes, les effets de ces mouvements sur les villes et les femmes ainsi que le rôle de la fille. De là, elle a présenté le concept de genre dans l'urbanisation, particulièrement présent au cours des dernières années au sein des différents forums de l'ONU-Habitat. Mme Mwai a ainsi rappelé que la question de genre est à la vision centrale du Nouvel Agenda Urbain.

La deuxième partie de l'atelier, abordant la sécurité dans les espaces publics verts, a également consacré une partie conséquente aux questions de genre. Ici, les espaces publics ont été définis et identifiés en fonction de leur utilisation par les femmes, les hommes et les enfants. L'accent a été porté sur le fait que la sécurité dans les espaces publics verts est une question de genre et que les femmes doivent être impliquées activement au sein de ces enjeux.

Enfin, Mme Kitio a abordé les perspectives pour un développement urbain durable pour les femmes. Il a été proposé que les femmes qui constituent la majorité de la population soient activement impliquées dans le secteur urbain par la création d'entreprises, et l'auto-entrepreneuriat.

Par la suite, les participants ont été divisés en quatre groupes afin de discuter et faire ressortir des solutions possibles pour réaliser l'urbanisation durable en autonomisant les femmes. À la fin de cet atelier, les recommandations et solutions suivantes ont été soulevées pour assurer la réalisation de l'urbanisation durable à travers l'autonomisation des femmes :

- Construire et renforcer les capacités pour les femmes;
- Encourager les femmes à créer leurs propres emplois;
- Promouvoir l'entrepreneuriat des femmes;
- Encourager les femmes à avoir confiance en elles et à croire en elles-mêmes;

- Mettre en place des mesures de lutte contre la discrimination à l'égard des femmes;
- Discuter des questions de genre à tous les niveaux de la société;
- Encourager les filles dès leur enfance;
- Encourager les référents culturels qui favorisent l'autonomisation des femmes et décourager les référents culturels négatifs qui vont à l'encontre des femmes.

2.6.9. Journalisme urbain

L'atelier animé par un panel diversifié sous la coordination de Claude Ngomsi et de Tonton Mundele avait pour objectifs de familiariser les journalistes aux concepts fondamentaux de la ville, notamment en ce qui concerne la planification urbaine, la planification régionale, le développement urbain et la politique nationale de l'habitat. L'atelier a mis en avant plusieurs modèles de planification des villes et la notion de service urbain, dont les points suivants :

- Entretien général de la ville : collecte régulière des ordures, entretien des égouts, éclairage adéquat des rues, état des routes dans la localité, présence de drains ouverts et de colmatage dans la rue;
- Espaces verts : manque/présence de parcs dans le quartier ou mauvais état des espaces verts. La perception subjective des espaces verts dans la localité est également prise en compte;
- Sécurité : présence/absence de problèmes liés à l'emplacement spécifique du répondant, à la sécurité des femmes à propos des déplacements à des heures indues et à la perception qu'ont les résidents de la loi et de l'ordre dans le quartier;
- Installations du marché : le marché à proximité, la variété et la qualité des produits disponibles;
- Abri : un classement subjectif décrivant le degré de satisfaction à l'égard de la situation d'abri. Deux échelles d'évaluation correspondant à la présence / absence de problèmes liés à l'habitation, la disponibilité d'un raccordement à l'eau courante dans la maison et un indice d'occupation, défini comme le nombre d'individus par pièce ;
- Services de transport : fréquence des bus, disponibilité des taxis, bus de ravitaillement et commodité pour atteindre la station de métro la plus proche. La perception de l'adéquation du transport public est basée sur la disponibilité de divers modes de transport public et la commodité d'atteindre l'arrêt de bus le plus proche.
- Les services essentiels consistent en deux indicateurs : les installations médicales et les options de scolarisation. Ces indicateurs reposent sur deux considérations importantes : l'accessibilité et l'abordabilité.

2.6.10. Planification urbaine participative des terrains urbains

Animé par Jean Marie Cishahayo et Carole Tankeu, cet atelier est revenu sur la superposition des conflits liés aux enjeux fonciers et leurs relations en termes d'urbanisation, d'habitat et de législation. En tant que tel, il est essentiel d'établir une planification foncière urbaine participative.

De même, des exemples de pays développés et en développement ont été utilisés pour présenter la situation de l'utilisation des terres dans le monde. En outre, plusieurs aspects sur la planification participative des terres urbaines ont été discutés, dont la sécurisation de l'accès à la terre et la corruption, la question de la propriété des terres au Cameroun, la stratégie de survie urbaine, les droits de propriété, ainsi que l'exclusion socio-économique urbaine.

À la fin de cet atelier, les solutions et recommandations suivantes ont été avancées pour résoudre le problème des questions foncières et assurer la planification participative des terres urbaines aux niveaux national et international :

- La volonté politique de résoudre certains des problèmes brûlants de l'urbanisation est étroitement liée à la terre;
- Faciliter le processus d'obtention du certificat foncier;
- Les lois et règlements sur les terres doivent être bien expliqués aux populations;
- Assurer des réserves foncières aujourd'hui pour la sécurité alimentaire future;
- Encourager le développement participatif en impliquant l'ensemble des parties prenantes.

2.6.11. Formation sur les lignes directrices internationales de la planification urbaine et territoriale (IG-UTP)

L'objectif global de la formation sur l'IG-UTP était de renforcer les capacités des parties prenantes et acteurs africains en ce qui concerne les lignes directrices et leurs concepts fondamentaux, afin de les mieux outiller pour répondre aux défis de l'urbanisation locale. La formation a commencé par revenir sur les principes fondamentaux des directives, sur la façon dont elles constituent un instrument de mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain et sur leurs applications en s'appuyant sur les matériels et outils développés par l'ONU-Habitat. En se familiarisant avec ces outils, les participants ont été en mesure d'identifier les points à améliorer dans leurs propres lignes de travail. Plus spécifiquement, cet atelier visait à atteindre les objectifs d'apprentissage suivants avec les participants :

- Illustrer le rôle des principes directeurs en tant que moyens clés pour la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain;
- Sensibiliser et améliorer les connaissances sur les principes et les recommandations fournis par les lignes directrices;
- Illustrer les avantages et les perceptions erronées communes de l'IG-UTP en pratiquant leur application de manière collective et collaborative;
- Identifier les opportunités que les directives peuvent exploiter pour améliorer les pratiques de planification et relever les grands défis de l'urbanisation dans le contexte africain.

À l'issue de la formation, les participants étaient ainsi en mesure de comprendre et d'intervenir sur les points clés suivants :

- Comprendre et être capable d'articuler le rôle de l'IG-UTP en tant que moyen d'appliquer le Nouvel Agenda Urbain;
- Comprendre les concepts fondamentaux et les principes clés de l'IG-UTP, et leur contribution potentielle à l'amélioration des systèmes de planification, à la fois globaux et locaux;
- Être capable d'appliquer les apprentissages de l'IG-UTP à son propre contexte (transfert d'apprentissage) et de se situer soi-même et sa propre institution en ce qui concerne l'identification des besoins, des atouts et des lacunes pour la mise en œuvre des principes.

Une chose importante à retenir sur les lignes directrices est qu'elles permettent de combler un vide majeur et fournir un cadre de référence pour la planification qui soit utile à différentes échelles et qui puisse être adapté à différents contextes nationaux, régionaux et locaux. Elles ont vocation à appuyer la mise en œuvre des objectifs globaux. Elles sont destinées à une variété d'utilisateurs tels que les gouvernements nationaux, les collectivités locales, la société civile et les urbanistes.

2.6.12. Gestion des déchets solides en Afrique subsaharienne

Animé par Louis Bernard Tchuikoua, cet atelier est revenu sur la gestion des déchets, une préoccupation majeure autant pour la communauté internationale, que nationale. De nombreux instruments juridiques internationaux encadrent théoriquement la collecte et le traitement des déchets dont notamment la Convention de Londres, de 1972, sur « la Prévention de la Pollution Marine » ainsi que les divers protocoles adoptés et signés entre 1972 et 1996 avec une révision le 11 décembre 2005, ou encore la Convention de Bâle sur « le contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux et leur élimination » adoptée par la conférence des plénipotentiaires le 22 mars 1989 et entrée en vigueur le 05 mai 1992. Cependant, plus de quinze ans après la Conférence de Rio, la mise en œuvre du programme des principes du développement durable a pris beaucoup de retard. Même les principes de l'Agenda 21 qui prévoyaient la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la production de biens et de services durables et la protection de l'environnement sont demeurés théoriques notamment en ce qui concerne les pays africains. Et pourtant, la prise en compte de l'environnement dans l'aménagement de l'espace urbain est une étape inévitable de l'évaluation et de la gestion des risques dans les villes africaines.

La croissance démographique rapide a induit des dysfonctionnements des structures urbaines. Ces déficiences ont contribué à augmenter les risques de pollution liée aux déchets, aux eaux usées, aux transports urbains, etc. Il ressort des différentes études que, malgré l'intérêt des textes de loi sur la gestion des déchets en Afrique subsaharienne, du point de vue de protection de la santé des populations, le problème majeur demeure l'application effective de ce dispositif réglementaire qui

malheureusement ne prend pas en compte les avantages comparatifs des différents procédés du recyclage, de la récupération et de la revalorisation des déchets pour lutter contre la pollution.

A la fin de cet atelier de formation, les participants ont acquis des connaissances en matière de gestion des déchets solides, les différentes catégories de déchets solides, leurs producteurs, savoir les identifier, etc. Ils se sont rendus à l'évidence que la gestion des déchets est un aspect important du développement durable.

2.6.13. Intervention dans les quartiers précaires

Animé par le professeur Iya Moussa, Michel Tchotsoua et André Essaga Ohandja, cet atelier a abordé les problèmes et enjeux liés à l'absence de normes sociétales au sein des quartiers précaires. Comme il n'y a pas d'offre légale adaptée aux moyens des populations, celles-ci créent, de manière non planifiée, leurs propres quartiers. Et parfois, faute de place, ils choisissent des zones précaires, à l'instar des bas-fonds marécageux et inondables ou les versants de montagnes parfois rocailleux, pour s'installer. Ce phénomène des quartiers précaires touche tous les continents, des plus développés, comme l'Europe, à ceux en voie de développement, comme l'Afrique ou l'Asie. Que ce soit au Nord ou au Sud, les quartiers précaires résultent des logiques de spéculation de financiarisation de l'immobilier qui a accentué l'iniquité dans l'accès au logement et raréfié les offres adaptées aux moyens des ménages. La faiblesse de la réponse publique et l'accentuation des migrations et des exodes ruraux sont aussi des explications communes.

L'une des questions posées par les chercheurs est de savoir concrètement, quelle réponse faut-il apporter : raser ces quartiers pour construire de nouveaux logements, plus solides et plus sains, ou bien chercher à améliorer les conditions de vie de leurs populations ? Selon les formateurs, le quartier précaire est une forme d'avenir dans la construction urbaine, surtout s'ils sont restructurés de façon participative. Ils proposent une méthodologie dite Approche concertocratique. Cette approche semble plus prometteuse, car elle se base sur la littérature et des observations de terrain dans bon nombre de villes africaines, et comporte 5 étapes d'intervention:

- L'analyse spatio-sociologique et économique du quartier précaire afin de déterminer les espaces d'intervention, les types d'intervention et les critères d'éligibilité;
- La conduite et le pilotage. C'est une suite d'activités techniques et sociales à mener dans un ordre logique. Les collectivités locales sont les premières concernées par cet accompagnement;
- La prise en charge des déplacements. Les déplacements de tout ou partie des habitants sont parfois inévitables. Il faut donc composer avec les concernés et trouver des modalités pratiques pour les organiser au mieux et atténuer leur impact négatif pour les ménages;
- La gestion de la question foncière. Lorsqu'elle est explicite, elle passe presque systématiquement par la délivrance d'un titre de propriété individuel, lequel ne garantit pas

toujours la sécurisation de l'occupation. Des alternatives existent telles que la prescription acquisitive, la fiscalité, la propriété collective ou la location-vente;

- Le financement des opérations. Les opérations de restructuration de quartiers précaires coûtent cher. Leur montage financier combine les fonds publics et privés, les fonds internationaux, nationaux, locaux et individuels. Très souvent, il mobilise plusieurs types de financements parmi lesquels des subventions, de l'épargne ou apport en ressources propres et du crédit. La part de chaque composante dépend des groupes cibles.

2.6.14. Formation pratique sur les technologies d'énergie renouvelable, construction d'un lampadaire solaire à faible coût

Animé par le Dr. Kitio, l'atelier avait pour objectif de transférer le savoir-faire de la technologie des énergies renouvelables aux participants et d'effectuer une formation étape par étape sur l'assemblage d'un lampadaire solaire fonctionnel. L'atelier a débuté par une introduction au système solaire photovoltaïque, puis à l'électronique de base avant d'aborder l'assemblage du système de contrôle, la construction d'un système fonctionnel complet et enfin l'application thermique solaire. À la fin de cette formation, les participants avaient une bonne compréhension de l'énergie solaire et des technologies. Ils étaient capables de construire leur propre lampadaire solaire. Chaque participant a reçu une fiche d'instructions étape par étape pour recommencer la construction de lampadaires solaires à l'issue de la formation. Le lampadaire construit lors de l'atelier est destiné à être installé dans un quartier de la municipalité de Yaoundé.

Les leçons apprises au cours de cette formation par les participants sont :

- L'Agence internationale de l'énergie estime à 7% l'augmentation annuelle de la demande mondiale d'énergie et souligne l'inadéquation entre la demande et l'offre d'énergie. Plus de 50% de l'énergie du Cameroun est produite par les combustibles fossiles;
- L'ONU-Habitat a mis en place depuis 2014 un programme d'autonomisation des jeunes à travers des formations sur les énergies renouvelables intitulé: « formation pratique sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables pour l'autonomisation des jeunes ». En mai 2016, 50 jeunes camerounais ont été formés, parmi lesquels deux ont créé avec succès une start-up spécialisée dans les énergies renouvelables;
- En Afrique, en dépit du climat tropical, la majorité des bâtiments modernes sont des répliques de constructions issues des pays occidentaux possédant des climats froids ou tempérés;
- L'urbanisation verte et les énergies renouvelables doivent être une solution au réchauffement climatique. Par exemple, l'énergie solaire peut être utilisée pour des activités quotidiennes telles que la cuisine ou l'éclairage public à un coût abordable par rapport à l'énergie fossile.

Les recommandations suivantes ont été proposées par les participants :

- Intégrer les mesures d'efficacité énergétique dans les politiques du logement, les codes du bâtiment et les pratiques de construction, et éviter considérablement les émissions de gaz à effets de serre;
- Promouvoir le transfert des modes de transport intensifs (voitures) à la marche, au vélo et aux transports en commun; améliorer la planification urbaine intégrée (verticalité, compacité, marches efficaces, etc.);
- Multiplier les systèmes énergétiques durables dans les zones urbaines pour le développement socio-économique;
- Améliorer la gestion de la demande d'énergie dans les bâtiments et les villes, afin de résoudre le problème du gaspillage d'électricité et des pertes de transport d'énergie, ainsi que la forte demande d'énergie;
- Promouvoir des solutions environnementales à fort impact telles que la production de vapeur parabolique industrielle Scheffler, notamment pour le séchage des boues et la production de sel solaire;
- Vulgariser les solutions environnementales à fort impact pour un usage populaire;
- Introduire des formations aux solutions environnementales à fort impact dans les programmes scolaires classiques.

2.7. Conclusion

2.7.1. Acteurs institutionnels

En conclusion, nous pouvons dire que la première édition de l'atelier international de formation sur le développement urbain, qui s'est tenue au Palais des Congrès de Yaoundé du 9 au 11 décembre a été un grand succès. Ce succès est le fruit d'une parfaite collaboration entre 3 institutions partenaires qui sont:

- Gouvernement du Cameroun, représenté par le Ministère de Développement Urbain et de l'Habitat, qui a joué un rôle central dans le processus de planification et de mobilisation des différents acteurs au niveau local. La mise en place d'une cellule technique sur place aux Palais des Congrès de Yaoundé a joué un rôle significatif dans la réussite des ateliers de formations. Un grand merci à Son Excellence le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, M. Jean Claude Mbwentchou, pour son leadership collaboratif et à toute son équipe;
- ONU-Habitat : Environ 12 experts de haut niveau de l'ONU-Habitat ont été mobilisés pour les ateliers de formations. L'expertise de l'ONU-Habitat s'est démarquée dans la production et la divulgation d'un contenu de très haut niveau, basé sur des expériences de terrains. Cette particularité a été très appréciée par les professionnels, ainsi que par les

étudiants. Merci à l'ONU-Habitat pour le transfert de connaissances dans le domaine du développement urbain;

- Université d'Ottawa : Dans le cadre de la mise en œuvre des Ateliers de formations, Dr. Antoine Noubouwo s'est occupé de la conception et de la mise en œuvre des premiers ateliers de formation sur le développement urbain. Son mandat consistait entre autres à développer un gabarit pour les formations, recruter les formateurs et définir le contenu de chaque atelier avec la collaboration des formateurs, faire la coordination entre les différentes institutions universitaires impliquées et les autres partenaires. Nous sommes certains que la première édition de cette formation a eu des points positifs et des points qui seront à améliorer dans le futur pour faire des académies ICCCASU un haut lieu de valorisation des connaissances sur le développement urbain durable. C'est dans cette perspective qu'un rapport d'évaluation sur chaque atelier a été élaboré. Ces rapports seront analysés scrupuleusement, et les recommandations seront prises en considération pour les prochains ateliers de formation.

2.7.2. Les partenaires au niveau local

- Au niveau local, plusieurs partenaires se sont impliqués de manière significative dans l'organisation des ateliers de formation. Nous tenons à remercier le professeur Louis Bernard Tchoukoua de l'Université de Yaoundé I, les professeurs Michel Tchotsoua et Iya Moussa de l'Université de Ngaoundéré, ainsi que M. André Essaga Ohandja de la MAETUR pour leur précieuse collaboration dans la réussite des ateliers. Un merci également à M. Hyppolite Etende Nkodo, Directeur de BREIT Consulting, qui a accepté de mettre son expertise au profit des apprenants. Un merci spécial aux bénévoles et aux techniciens de la cellule informatique.

3. RAPPORT SUR LES PANELS

3. RAPPORT SUR LES PANELS

ICCCASU II a réuni plus de 150 politiques, universitaires et professionnels internationaux intervenant sur 4 sessions liminaires, 32 panels, 4 tables rondes, 3 sessions spéciales et 14 ateliers de formation. Cette deuxième édition de l'ICCCASU a connu deux principaux temps forts : les ateliers de formation et la Conférence proprement dite. Cette section revient en détail sur les communications présentées au sein des différents panels ainsi que les débats qui les ont animés et les recommandations qui en ont suivi.

3.1. Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture, qui a également tenu lieu de première session liminaire, s'est déroulée le mardi 12 décembre 2017, à partir de 11 heures dans la salle tripartite du Palais des Congrès de Yaoundé, en présence de plusieurs représentants du gouvernement camerounais, dont le représentant du Premier Ministre, Philémon Yang, de plusieurs représentations de missions diplomatiques et consulaires ainsi que de représentants politiques et fonctionnaires internationaux de haut niveau.

Cette cérémonie protocolaire a été marquée par les allocutions du représentant du Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Yaoundé, des co-présidents d'ICCCASU II, Huhua Cao et Alioune Badiane, du Sous-Secrétaire Général de l'ONU et Directeur Exécutif de l'ONU-Habitat, Joan Clos, du Haut-Commissaire du Canada au Cameroun, Nathalie O'Neil, ainsi que le message lu pour le compte du recteur de l'Université d'Ottawa, Jacques Frémont. L'ensemble des orateurs a directement inscrit cette deuxième édition de l'ICCCASU dans la continuité d'Habitat III, la 3^e conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable, organisée à Quito en octobre 2016 et qui a vu l'adoption du Nouvel agenda urbain, le nouveau cadre de référence internationale des politiques urbaines.

Les différents intervenants sont ainsi revenus sur les principaux défis pour l'Afrique d'une croissance urbaine mal maîtrisée, en se basant notamment sur plusieurs exemples au Cameroun. Ces défis renvoient notamment aux enjeux de pauvreté urbaine, d'insécurité foncière, d'habitat précaire et d'exclusion sociale. Pour pallier cette urbanisation « chaotique », les orateurs ont émis plusieurs pistes de réflexion devant orienter les débats au cours des différentes activités tenues au sein de l'ICCCASU II, parmi lesquelles figurent notamment :

- La mise en œuvre d'un document de stratégie pour la croissance et l'emploi;
- L'élaboration de politiques nationales d'urbanisation;
- La mise en place d'un cadre approprié d'évaluation;
- L'élaboration d'un cadre institutionnel de gouvernance pour l'accès au foncier et aux services urbains de base;
- Le développement de mécanismes de financement innovant et amenant à une coopération avec les acteurs locaux et internationaux;
- La mise en avant des travaux académiques portant sur ces enjeux;
- Le recours à la géo-spatialisation dans la dynamique urbaine;
- L'opportunité offerte par la conférence ICCCASU II en termes de propositions de solutions innovatrices.

À l'issue de leurs discours, les personnalités de haut niveau ayant pris part à la cérémonie d'ouverture ont ainsi insisté sur plusieurs recommandations dont :

- L'identification et l'élaboration de stratégies pour la gouvernance locale en faveur des espaces urbains;
- La mise en place de cadres de mesures d'évaluation des performances;
- La mise en place d'un cadre institutionnel de gouvernance;
- La mise en place de mécanismes efficaces en vue de répondre aux enjeux fonciers;
- La poursuite de l'élaboration des politiques urbaines nationales;
- La facilitation de l'accès de tous aux services urbains de base.

Finalement, de nombreuses attentes ont été spécifiées quant à l'organisation de cette deuxième édition de l'ICCCASU à Yaoundé, parmi lesquelles figurait notamment la disponibilité des stratégies locales en vue d'une planification des espaces urbains ainsi que l'échange et la capitalisation des expériences canadiennes et chinoises en vue d'implémenter des solutions innovantes pour répondre aux transitions urbaines, énergétiques et démographiques que connaît actuellement le continent africain.

3.2. Sessions liminaires

Trois sessions liminaires, faisant appel à des conférenciers internationaux de haut niveau, sont venues rythmer les travaux de l'ICCCASU II.

3.2.1. Première session liminaire

Tenue le mardi 12 décembre 2017 de 13h à 15h30, cette première session liminaire a eu comme modérateur le Professeur Benjamin Gianni, de l'Université Carleton. Cette session liminaire a connu un franc succès et une discussion de qualité entre les intervenants :

- Rafael Tuts, directeur de programme de l'ONU-Habitat dont la présentation portait sur « La mise en œuvre du Nouvel agenda urbain »;
- Sylvie Siyam Siwe, représentante du Fonds spécial d'équipement et d'intervention intercommunale (FEICOM) du Cameroun, dont la présentation était intitulée « Verdir la ville pour la rendre plus durable »;
- Gordon Harris, président de la Community Trust Vancouver de l'Université canadienne Simon Fraser et dont l'intervention portait sur le thème « Vers des villes sécuritaires, sécurisées et durables ».

Les trois intervenants ont insisté sur le fait qu'une bonne urbanisation n'est pas le fait du hasard, mais de l'anticipation et d'une conception élaborée en amont avec l'ensemble des parties concernées. Ils ont également souligné l'importance d'œuvrer à une gestion responsable et intelligente des ressources urbaines et d'une intégration adéquate des tissus urbains au sein de leurs écosystèmes. Enfin, ils ont rappelé à l'audience qu'une ville durable est une ville viable pour ses habitants et les générations futures.

Leçons apprises

- Le verdissement ou la végétation des villes pourrait permettre de satisfaire les exigences sociales, environnementales et économiques nécessaires à une urbanisation durable;
- Il est nécessaire de favoriser des actions globales et concertées plutôt que les interventions sectorielles isolées;
- Les éléments à implémenter dans le cadre de la mise en œuvre du Nouvel agenda urbain sont, entre autres, une gouvernance urbaine structurée, la gestion et la planification des espaces urbanisés et une intensification et une diversification des sources de financement.

Recommandations

- Établir des mécanismes de suivi et d'évaluation des Objectifs de Développement Durable (ODD) et du Millénaire (OMD) ;
- Anticiper le processus de désertification des villes de l'Extrême-Nord Cameroun ;
- S'inspirer du concept « One child, one tree » actuellement implémenté par la commune camerounaise de Kumbo.

3.2.2. Deuxième session liminaire

Tenue le mercredi 13 décembre 2017, de 8h30 à 10h30, cette deuxième session liminaire s'est déroulée dans la salle tripartite du Palais des Congrès et a eu comme modérateur Allan Cain, de Workshop Development Angola. Cette session a mobilisé les interventions de :

- Hongjie Wang de la China Academy of Urban Planning and Design de Beijing, dont la présentation portait sur les « Pratiques de la conception urbaine en Chine et en Afrique (1) : Réalités et défis »;
- Harris Campbell, ancien premier ministre de la province canadienne de la Colombie Britannique, son intervention abordait les « Nouveaux horizons et la ville du 21e siècle »;
- Zhaohui Jiang, Planificateur en Chef à l'Académie Chinoise de la Planification Urbaine, venu présenter les « Pratiques de la conception urbaine en Chine et en Afrique (2): Impact de l'adaptation locale ».

Leçons apprises

- Une ville intelligente est avant tout une ville qui offre un accès pour tous à l'eau potable, l'électricité, les centres de santé et les écoles ;
- Il est important d'intégrer les banlieues et périphéries au sein de la planification urbaine ;
- La planification urbaine en Chine a permis une urbanisation rapide qui répond à une forte pression démographique présentant certains écueils que le modèle urbain canadien pourrait aider à pallier;
- Les Universités ont été des acteurs majeurs dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'urbanisation en Chine et des projets de centres urbains en Afrique ; il est important de continuer à les intégrer au sein de la planification urbaine;
- Le Singapour a utilisé un type de matériau spécial qui favorise la verticalité de la construction et améliore son aspect architectural.

Recommandations

- Intégrer les zones rurales en amont des projets de planification urbaine ;

- Il est primordial pour les pays africains de prendre en considération leurs propres caractéristiques et spécificités culturelles et sociales dans les programmes de réaménagement urbain en cours et l'élaboration de futures planifications urbaines.

3.2.3. Troisième session liminaire

Tenue le mardi 14 décembre, de 8h30 à 10h30, la troisième et dernière session liminaire a eu comme modérateur Chum Bow Beban, vice-président de l'Académie des Sciences du Cameroun. Cette session a mobilisé les interventions de :

- Naison Mutizwa-Mangiza, directeur du Bureau régional pour l'Afrique de l'ONU-Habitat, qui est revenu sur l'importance des « Défis et opportunités de l'urbanisation : rôle du Nouvel agenda urbain en Afrique »,
- Rene Joly Assako Assako, vice-recteur de l'Université de Douala, qui a présenté une « Exorde d'une épiphanie du fait urbain Africain »,
- Chaolin Gu, Professeuse à la Tsinghua University, son présentation portait sur « L'urbanisme en Chine 1949-2015 : Processus et forces vives ».

Leçons apprises

- La planification urbaine doit être intégrée dans les stratégies de réduction de la pauvreté;
- Les défis en matière d'urbanisation sont d'ordre démographique, social, économique, environnemental et spatial;
- Le Nouvel agenda urbain offre un cadre qui permet d'améliorer la planification urbaine pour un développement durable en prenant en compte les spécificités africaines;
- Les piliers du nouveau paradigme urbain sont relatifs à la révision de la gouvernance urbaine, le renforcement et l'opérationnalisation de la politique foncière, la capitalisation des apports institutionnels exogènes et la géolocalisation;
- L'urbanisme rapide de la Chine s'est faite grâce à une volonté politique basée sur l'industrialisation, le développement rural et la mondialisation.

Recommandations

- L'ensemble des intervenants s'est accordé sur les apprentissages à retenir du processus d'urbanisation de la Chine, qui était au même niveau de développement que le Cameroun il y a 50 ans, et les adapter au contexte africain tout en s'inspirant du modèle d'urbanisation canadien afin d'éviter les écueils que rencontrent actuellement les grandes agglomérations chinoises.
- Pour relever les défis de l'urbanisation, les pouvoirs publics doivent faire de l'urbanisation une priorité et y consacrer une part importante de leurs budgets sans quoi l'accroissement des villes se fera sans que la logistique ne s'y adapte.
- Les décideurs politiques doivent faire du Nouvel agenda urbain une feuille de route pour matérialiser les pratiques liées à l'urbanisation.

3.3. Déjeuner causerie

Un déjeuner causerie a été organisé en marge des travaux d'ICCCASU II. Son thème portait sur : Nouvel agenda urbain et l'urbanisation durable en Afrique. Ces travaux étaient organisés sous la modération de M. Mutizwa-Mangiza, les éléments ci-après ont été retenus :

Leçons apprises

- Le Nouvel agenda urbain incorpore une approche plus positive à l'urbanisation ;
- La levée de fonds pour le développement urbain requiert la mise en place d'outils de financement et de mécanismes encadrants ;
- Le plan d'action du Nouvel agenda urbain (NAU) prend en compte :
 - o Les réglementations urbaines nationales
 - o Les composantes légales, financières et de planification du NAU, afin d'assurer l'exécution de leur rôle ;
 - o L'implémentation locale et le transfert de connaissances ;
 - o Les politiques sectorielles.

Recommandations

- L'implémentation du Nouvel agenda urbain requiert une action concertée sur un échéancier défini ainsi qu'une approche pas-à-pas vers des objectifs spécifiques à être atteints par les différents acteurs concernés qui doivent être tenus responsables du procédé d'implémentation;
- Les différents acteurs doivent être pris en compte dans la formulation de réglementation urbaines ;
- Il y a un besoin de se concentrer sur certains objectifs comme l'eau, l'égalité, l'électricité et l'éducation ;
- Promouvoir la cohésion juridictionnelle ;
- Renforcer la planification démographique.

3.4. Les panels

Les 32 panels regroupant en différentes thématiques les 148 communications présentées au cours de la conférence ont été le véritable cœur de cette deuxième édition de l'ICCCASU. Ce nombre élevé d'intervenants a été à la mesure de l'affluence du public présent pour l'événement et a permis d'alimenter les discussions et débats initiés au cours de la conférence.

3.4.1 Sécurité urbaine et gestion des risques

Les questions de sécurité urbaine sont essentielles à la gestion des villes. La planification urbaine doit anticiper les risques afin de protéger les citoyens contre différents types de menaces potentielles. La ville doit par exemple appréhender des problèmes internationaux pouvant aller des catastrophes naturelles suscitées par le changement climatique à la menace terroriste. L'importance de l'étude du droit et de la sécurité apparaît alors de plus en plus essentielle sachant que nous faisons face à ces défis de plus en plus. De tels défis sont aggravés par le fait que la population se sente en situation d'insécurité. C'est pourquoi les mesures de prévention doivent être prises avant les désastres.

Prévention de la criminalité (animé par Alioune Badiane, ICCCASU)

Leçons apprises

- Il est primordial d'œuvrer à la sensibilisation des maires dans leurs rôles de gestionnaire des villes ;
- Il faut établir avec précisions les quatre étapes clés dans la lutte contre la criminalité, soit le développement de connaissances nécessaires pour sensibiliser les parties prenantes ; diagnostiquer la délinquance, formuler les programmes et mettre en place des stratégies (actions concrètes, suivis et évaluation) à même d'endiguer ce phénomène.
- La stratégie de lutte contre la criminalité doit tenir compte au niveau institutionnel d'un porteur de projet, une personne au niveau institutionnel qui peut porter le projet;
- La nécessité de mettre en place un système de géo-référencement des zones à haute criminalité pour identifier les zones à risque et y accentuer des mesures de sécurité ;
- L'élaboration des manuels sur la gestion des quartiers à risque, ainsi que l'élaboration des manuels de l'ordre dans l'espace urbain pour servir d'orientation et d'outil de l'ordre en milieu urbain.
- Les facteurs environnementaux (l'aménagement de l'espace urbain) sont importants pour endiguer le phénomène de criminalité dans les villes.

Recommandations

- La mise en place d'un Conseil National de criminalité pour la gestion de la criminalité ;
- Impliquer tous les acteurs dans le processus de gestion de la criminalité, pour une gestion plus participative et inclusive ;
- La mise en place d'un observatoire pour la police criminelle comme outil d'aide à la décision et de gestion de la mobilité et de la sécurité urbaine.

Gestion des risques urbains (animé par Jean-Marie Cishahayo, Université d'Ottawa)

Leçons apprises

- L'accroissement urbain non contrôlé a pour conséquences une augmentation des déchets et l'insalubrité urbaine;
- L'insuffisance managériale des acteurs locaux a un impact négatif sur la collecte sélective des déchets;
- Le conflit de compétence entre les acteurs décisionnels de premier ordre et les acteurs décisionnels de second ordre entraîne une mauvaise gestion des déchets;
- Il est primordial de développer des plans communaux de gestion des déchets animés d'une réelle vision stratégique au niveau local intégrant les ménages et la pré-collecte des déchets;
- Il est également essentiel de maîtriser la production des déchets tout en facilitant la création de filières à même de valoriser les déchets;
- S'il est essentiel de créer des outils adéquats de collecte des déchets et les espaces nécessaires à leur stockage, il est aussi important de consacrer des ressources humaines qualifiées à ces enjeux.

Recommandations

- Sensibiliser la population sur la collecte et la gestion des déchets en tenant compte du contexte culturel dans la gestion des déchets;

- Promouvoir la collecte sélective des déchets à travers la collecte porte à porte ou la collecte par apport volontaire;
- Mettre en place un meilleur système de structuration des modes de collecte et la valorisation des bio-déchets pour la production du compostage;
- Renforcer le système de collecte des déchets et centraliser la gestion des déchets afin de favoriser leur valorisation;
- Réformer les cadres juridiques et organisationnels de la gestion des déchets;
- Favoriser les économies d'échelle en établissant des partenariats avec d'autres municipalités ou intervenants locaux;
- Renforcer la formation des intervenants impliqués dans la mise en œuvre du programme de collecte sélective;
- Sensibiliser la population en mettant en œuvre un programme de communication adapté, cohérent et efficace.
- Caractériser les déchets afin d'obtenir des données fiables sur la production et la composition des déchets.

3.4.2. Enjeux fonciers dans un contexte de transformation urbaine

La terre soutient tous les aspects clés du Nouvel agenda urbain, elle est considérée comme un élément capital pour la maximisation des avantages urbains et des multiples bénéfices liés à l'urbanisation durable. Plus précisément, l'esprit du Nouvel agenda urbain fournit des messages généraux sur la valeur de la terre dans le développement urbain durable.

En général, compte tenu de l'accent mis sur la durabilité, l'inclusivité, l'intégration et la lutte contre la pauvreté pour tous, la terre devient un outil puissant à travers lequel les résultats en matière de durabilité peuvent être renforcés dans tous les secteurs (économique, social et environnemental) si l'approche est inclusive et transparente. Avec un esprit d'inclusion, des politiques intégrées et des pratiques orientées vers les pauvres, la bonne gouvernance foncière peut constituer une nouvelle règle de jeu pour l'amélioration des perspectives de développement urbain. La terre peut constituer un mécanisme d'inclusion des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables à travers la gouvernance foncière favorable aux pauvres et la mise à niveau des bidonvilles et des établissements informels. La terre peut représenter un outil permettant de garantir l'impôt qui servira à subventionner de manière transversale la construction des logements adéquats, des espaces publics et les services de base ou qui sera investi dans les transports et les marchés interconnectés en vue de l'exploitation plus efficace de l'économie informelle. Le Nouvel agenda urbain fournit également un ensemble d'approches relatives aux questions foncières qui, si adoptées, pourraient permettre de réaliser le potentiel transformateur de l'urbanisation.

Enjeux fonciers et villes durables (animé par Jean Duplessis, ONU-Habitat)

Leçons apprises

- Les villes qui persistent sur la voie du développement inefficace ont une croissance contre-productive. Leurs structures et leurs infrastructures ne pourront pas répondre à l'accroissement de la population.
- La croissance démographique urbaine est rapide ;
- L'expansion urbaine est relativement peu contrôlée, en tâche d'huile ;

- Les modèles de croissance actuels sont contre-productifs et peu durables au sens large ;
- Les villes s'accroissent par leurs confins ;
- La marge de manœuvre au centre est faible si l'on veut être réaliste ;
- Les périphéries représentent la seule fenêtre de tir.

Recommandations

- Foncier : nécessité de trouver la méthodologie sur base des recherches scientifiques afin de développer les villes de l'Afrique subsaharienne en fonction de leurs réalités ;
- Planification gouvernementale : il existe un décalage qu'il faut combler entre les limites administratives, réelles, de l'espace social pratiqué, sans que les questions d'inter-territorialité ne soient réglées ;
- Transport et mobilité : pour adresser cette problématique, il faut des approches nouvelles, holistiques et transversales parce que ces trois thèmes sont liés. Les cloisonnements disciplinaires n'ont pas permis d'avoir une compréhension fine. Ce sont des préalables sans lesquels on arrive difficilement à une compréhension fine des processus et sans cette compréhension, on ne pourra identifier les vrais leviers d'action.

Politiques foncières et système d'évaluation (animé par Bella Williams, Allep Group)

Leçons apprises

- La capacité administrative est souvent insuffisante; les systèmes de revenus terrestres nécessitent une administration locale forte et efficace, et une collaboration entre plusieurs ordres du gouvernement;
- Les priorités administratives négligent souvent les populations vulnérables: les droits de tenure des groupes vulnérables ne sont pas reconnus et ne peuvent pas être enregistrés même s'ils sont reconnus;
- Les valeurs foncières et immobilières à des fins fiscales ne sont souvent pas à jour: il existe des divergences entre la valeur marchande et la valeur imposable à l'intérieur et entre les catégories de biens;
- La résistance des contribuables est souvent élevée: il peut être difficile pour les contribuables de comparer l'équité relative de l'impôt alternatif, surtout si le lien entre les taxes payées et les avantages reçus n'est pas clair pour eux;
- Les outils terrestres existent et sont effectivement utilisés dans divers pays à travers le monde;
- De nombreux pays en développement font des progrès significatifs dans la mise en œuvre ou l'amélioration des instruments terrestres.

Recommandations

- Volonté politique: l'évolution des politiques et des pratiques affectant les terres est presque toujours controversée et politiquement difficile. Ces changements nécessitent pratiquement toujours un champion à un niveau supérieur dans le gouvernement et l'engagement de personnes suffisantes, le temps (long terme) et les ressources;
- Leadership pour le changement: les hauts fonctionnaires sont des personnes occupées et ont de multiples responsabilités. Il est peu probable que le champion ait aussi le temps de fournir le leadership quotidien nécessaire pour apporter du changement. La tâche essentielle ici est, avec les conseils et le consentement du champion, d'assembler l'équipe de leadership du changement;

- Engagement public: les changements qui affectent la terre, l'accès à la terre, la richesse foncière ou les revenus fonciers sont controversés. Il est nécessaire que le public soit informé et consulté tout au long du processus de changement. La responsabilité essentielle ici est de concevoir un processus d'engagement public significatif en vue d'informer le public sur la nécessité et la nature des changements et de susciter son appui en faveur du changement;
- Adaptation des instruments au contexte local : les politiques sur les recettes devraient être compatibles avec les valeurs sociales fondamentales et les dépenses qui en résultent devraient poursuivre la réalisation du bien-être, telle que perçue selon ces valeurs. La responsabilité essentielle ici serait d'adapter les instruments afin de refléter les valeurs et objectifs sociaux fondamentaux localement acceptés;
- Poursuite de résultats inclusifs : s'efforcer de prendre en compte et d'assurer la sécurité de toutes les mesures foncières avec un accent particulier sur l'inclusion des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables. Ceci pourrait élargir la provenance des revenus de façon significative et aussi de poser les bases pour une plus grande participation des résidents au processus de mise à niveau. Ceci peut également promouvoir la responsabilité mutuelle, par exemple, en aidant à la mise en place d'un système de numérotation et d'adresse pour les logements. Pour que cela fonctionne, il faut une amélioration de la gouvernance foncière et de la prestation des services de base. La responsabilité essentielle ici serait d'assembler une série de politiques et d'améliorer les outils à cette fin.

3.4.3. Innovations socio-technologiques

Ce panel aborde les enjeux liés aux technologies de l'information et au développement des nouvelles technologies dans un contexte d'urbanisation. Cette évolution technologique doit également être intégrée par les populations et s'insérer progressivement dans leur quotidien. L'intégration des nouvelles technologies dans les enjeux urbains pourrait permettre de répondre à de nombreux problèmes sociétaux par des solutions innovantes et intégrées. Ceci peut par exemple intervenir par l'utilisation de géo-spatialisation et le recours à l'analyse des métadonnées dans la dynamique urbaine, ainsi que l'utilisation des résultats de la recherche dans la conception de projets d'urbanisation concertés.

Habitat et Innovation (animé par Paul Emile Tchinda, Ordre National des Architectes du Cameroun)

Leçons apprises

- Le Cameroun doit maîtriser son urbanisation pour atteindre l'émergence;
- La Promotion de l'identité des villes peut se faire à travers l'utilisation des matériaux locaux;
- Les matériaux locaux ont un meilleur confort thermique et permettent de minimiser les coûts de construction;
- Il est possible de réduire la consommation des ressources naturelles en utilisant les technologies de l'information et de la communication (TICs);
- L'apartheid en Afrique du Sud a contribué à l'appauvrissement des quartiers noirs où l'on retrouve d'importantes coupures d'eau et la dégradation des services sanitaires;
- Il est possible de construire des logements qui produisent leur propre énergie (électricité, gaz);
- Des millions de personnes dans le monde sont en dessous du standard de pauvreté de l'Organisation des Nations Unies;

- La planification urbaine est indispensable pour garantir les meilleures conditions de vie.

Recommandations

- Éduquer les populations à l'utilisation des matériaux locaux;
- Privilégier les sources d'énergie renouvelables pour la construction des logements;
- Les zones climatiques doivent guider les choix architecturaux afin que les constructions s'intègrent dans l'environnement;
- Intégrer les TICs dans nos façons de construire;
- Promouvoir les énergies renouvelables pour les logements en énergie et l'offre d'emploi aux femmes et aux enfants.

Le paysage social urbain (animé par Iya Moussa, Université de Ngaoundéré)

Leçons apprises

- L'urbanisation peut être vectrice de conflits entre différents groupes socio-politiques;
- Les pratiques locales influencent l'identité de la ville;
- La croissance massive de la population africaine est un défi que l'Afrique doit relever pour émerger;
- Pour comprendre les phénomènes urbains, il faut s'appuyer sur des données statistiques et géo-spatiales ;
- Pour appréhender le paysage d'une ville et mieux la structurer, il faut interroger son histoire.

Recommandations

- Envisager un Plan d'aménagement et de Réaménagement Urbain (PARU) des villes à forte occupation anarchique afin de privilégier l'identification des relations de réciprocité entre les acteurs ;
- Surpasser l'urbanisme de projet pour mettre en place des systèmes d'habitat à loyer modéré qui ne donnent pas lieu à des grands ensembles de type européen, mais qui tiennent compte des moyens et des ressources naturelles locales ;

La culture locale dans la planification urbaine (animé par Oru Ashu, Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, Cameroun)

Leçons apprises

- La pression foncière exercée dans les quartiers centraux contribue à la hausse des prix des terrains et concentre les populations les plus démunies aux périphéries des grandes agglomérations;
- L'étalement urbain au Cameroun est inévitable, des actions peuvent être faites pour le maîtriser;
- Pour opérer les meilleurs choix de planification stratégique, il faut garder à l'esprit la relation entre la culture et l'aménagement urbain;
- Une ville qui est construite en détruisant les bâtiments et monuments historiques ne peut pas rentrer dans la liste des villes intelligentes;
- L'étalement urbain peut également être le fait des troubles socio-politiques;
- Le contexte réglementaire inadapté est un problème pour la gestion des déchets dans les villes.

Recommandations

- Procéder à la refonte de l'appareil législatif et réglementaire au Cameroun pour donner la chance à tous d'avoir un lopin de terre;
- Changer le paradigme de l'occupation des terres qui doit s'appuyer sur les documents de planification. La police municipale doit jouer un rôle de premier plan;
- Introduire systématiquement les nouvelles technologies dans la délivrance des actes d'urbanisme;
- Adopter l'urbanisme anticipatif dans la volonté d'aménagement des périphéries;
- Institutionnaliser les polices municipales et renforcer leurs capacités ou créer une unité de surveillance du territoire;
- Introduire les caméras dans les périphéries afin d'émettre des signaux d'alerte pour décourager toute tentative d'infraction aux normes locales;
- Construire la ville en conservant les sites historiques;
- L'État doit mettre en place des groupes de réflexion sur une planification urbaine mettant en exergue la culture;
- L'État doit mettre en place un système régulateur pour la gestion des déchets (cas de Bangui, en République Centrafricaine).

3.4.4. Développement urbain intelligent dans le contexte de la mondialisation

Ce thème aborde les différentes méthodes visant l'amélioration de la qualité de vie des citoyens. Il comporte trois volets : l'écologie, l'économie et le social. Ces volets doivent être abordés en synergie pour rendre possible un développement urbain intelligent. Le développement urbain intelligent inclut également les villes intelligentes qui mettent en œuvre des politiques de développement inclusives et fonctionnelles. L'innovation inclut également de nouvelles technologies pour gérer la ville. Ces villes sont intelligentes parce qu'elles ont besoin de résoudre les problèmes que le contexte de la mondialisation apporte, à savoir les transports publics, l'étalement urbain et l'inefficacité. Le Nouvel agenda urbain (NAU) promeut des villes durables et inclusives, mais pour que ces stratégies soient traduites en action, il faut que la volonté politique soit au rendez-vous. Ce panel revient sur ce thème en abordant la problématique des parcs industriels, les nouvelles tendances de l'urbanisation, la mobilité et la démographie urbaine ainsi que les transports intelligents et les politiques urbaines.

Parcs industriels (animé par Bella P. Williams, Allep Group)

Leçons apprises

- Le concept des zones franches industrielles en Chine donne de nombreuses facilités, dont une réduction des taxes pour les professionnels et investisseurs;
- Il existe une forte relation entre les zones prioritaires de développement en Chine et les stratégies intégrées au niveau national;
- Ces zones de développement sont particulièrement importantes dans les programmes d'urbanisation et de développement et permettent de canaliser certains flux économiques;
- Le cas de la Côte d'Ivoire permet de démontrer que la promotion du développement de parcs industriels et de zones franches favorise l'attraction des investisseurs;

- Le cas palestinien démontre que le développement de zones franches industrielles permet d'attirer de nombreux investisseurs, de favoriser la création d'emplois, d'attirer des touristes et de favoriser la croissance du Produit Intérieur Brut;
- Le cas de la Chine permet également de mettre en avant l'ouverture sur le monde des économies nationales par le développement des zones franches industrielles;
- Les parcs chinois de coopération industrielle permettent par exemple d'intégrer le projet des Nouvelles routes de la soie dans une coopération internationale partagée entre 63 pays;
- Les villes peuvent uniquement être intelligentes en œuvrant à une intégration et une planification des zones ou parcs industriels.

Recommandations

- Les pays doivent trouver des modèles scientifiques et spatiaux pour promouvoir les parcs industriels;
- Dans cette perspective, les pays doivent s'inspirer des succès d'autres pays dans cet effort d'intégration à l'économie mondialisée et doivent démontrer une stabilité financière à même d'attirer des investisseurs internationaux et de garantir le succès des zones industrielles;
- Les stratégies nationales doivent pour cela faciliter l'accès à la terre aux investisseurs et faciliter leurs implantations dans l'espace national;
- Pour le succès de telles stratégies, il est essentiel de mettre en avant une bonne connaissance et la transparence des aspects judiciaires et administratifs du pays;
- Les gouvernements doivent élaborer des projets financiers solides et ancrés sur le long terme pour favoriser le développement des zones industrielles.

Nouvelles tendances de l'urbanisation (animé par Jean-Marie Cishahayo, Université d'Ottawa)

Leçons apprises

- L'évolution des politiques de zonage en Chine est inspirée des concepts et techniques mis en œuvre par l'Allemagne, où le concept de zonage a vu le jour;
- La pratique du zonage au sein des programmes d'urbanisation facilite une meilleure gestion de l'environnement;
- La mise en place du zonage par les gouvernements locaux peut permettre un meilleur contrôle et une meilleure gestion du foncier et de la planification urbaine;
- La décentralisation pourrait aider les décideurs politiques à développer de meilleures stratégies d'urbanisation, reposant en partie sur la gestion par les communautés locales;
- La gestion des eaux usées soulève un enjeu majeur pour la plupart des villes africaines marquées par une urbanisation rapide et non planifiée;
- La mauvaise gestion des eaux usées est l'un des vecteurs principaux de maladies;
- Les dépôts de déchets solides dans les réseaux hydriques des eaux usées détruisent les canalisations.

Recommandations

- Il est nécessaire de mettre à jour la planification urbaine pour rendre les stratégies de zonage efficaces;
- Il est primordial de renforcer la sensibilisation et l'éducation de la population sur la nécessité d'une bonne gestion des déchets et eaux usées;

- Les personnes en charge doivent mettre en place des mesures adéquates pour résoudre le problème de la mauvaise gestion des déchets;
- Toujours impliquer les populations dans la gestion et la planification urbaine;
- Les gouvernements doivent mettre en place des mesures pour recycler les déchets, reconstruire et réhabiliter les programmes de traitement des déchets pour les zones d'habitation concernées.

Mobilité et démographie urbaines (animé par Leonard Emmanuel Nick Bomba, Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, Cameroun)

Leçons apprises

- Le nouveau défi de l'urbanisation est la périurbanisation;
- Les villes secondaires sont les fournisseuses principales de nourriture et de matière première pour les grandes agglomérations;
- Toutes les métropoles à travers le monde sont affectées par le concept de périurbanisation;
- Les métropoles sont les principaux catalyseurs du développement des zones périurbaines;
- La mise en place de législations est inefficace si l'identification de l'origine des problèmes urbains n'est pas effectuée en amont;
- Avant de questionner le problème de la mobilité dans les villes, il est essentiel de remettre en question les modèles d'urbanisation des villes;
- Le problème de la croissance des métropoles peut uniquement être résolu par une bonne planification urbaine;
- La Chine a répondu de manière conséquente à certains aspects problématiques de la périurbanisation en créant des motos à prix abordables pour faciliter le déplacement;
- Les zones périurbaines sont plus exploitées par le secteur privé que par le gouvernement;
- Des causes à la fois naturelles et artificielles sont à la base de l'expansion des métropoles en Afrique sub-saharienne.

Recommandations

- Les gouvernements doivent mettre en place des mesures pour identifier les nombreux problèmes urbains, comme la mobilité, avant de mettre en œuvre des lois et réglementations;
- Les décideurs politiques doivent mettre en place des outils de planification durable afin d'assurer un développement urbain et une mobilité urbaine;
- Afin d'éviter des problèmes d'urbanisation dans la planification des villes secondaires, les gouvernements doivent être en mesure de gérer les enjeux fonciers et de garantir l'accès à la terre;
- Les gouvernements doivent exploiter, planifier et gérer les zones périurbaines avant toute utilisation d'ordre privé;
- Il est important de prendre en considération l'ensemble des secteurs d'une société lors de l'élaboration des planifications urbaines;
- La délocalisation des institutions de l'État et de certaines compagnies privées dans les villes secondaires pourrait permettre de réduire le phénomène d'exode rural;
- Les agglomérations africaines sont appelées à développer un bon sens de la planification urbaine afin de favoriser la mise en œuvre et l'application des lois et réglementations.

Leçons apprises

- Pour stimuler la croissance, il est important d'interconnecter les centres commerciaux et les réseaux de transport public;
- L'efficacité de la croissance économique ne dépend pas du nombre de centres commerciaux créés mais de la stratégie de transport qui accompagne leur création;
- Le choix du mode de transport est fortement corrélé aux besoins des populations;
- Les villes africaines sont très peu reliées et souffrent des problèmes de mobilité;
- Une bonne planification met accent sur les infrastructures de transport et les services;
- La Banque Mondiale accompagne les pays dans l'élaboration de leurs stratégies de transport à travers le renforcement des capacités.
- En Afrique, le coût des transports est le plus élevé dans le monde;
- Améliorer la mobilité urbaine peut aboutir à des gains économiques énormes;
- Lorsque le système de transport public est bien pensé, il permet la création d'emplois et favorise la réduction du transport individuel;
- La transformation structurelle de l'Afrique dépend des infrastructures de transport.

Recommandations

- Prendre en compte l'environnement et les besoins locaux pour planifier le système de transit routier;
- Envisager l'étape de suivi-évaluation dans la mise en place des systèmes de transport afin de garantir leurs efficacités;
- Privilégier des aires pour piétons dans la conception des systèmes de transport;
- Prendre en compte la densité de la population, les habitudes ainsi que les différents modèles de gestion du foncier pour faire le choix de la technologie adaptée au mode de transport;
- Placer le transport au cœur de la planification urbaine et mettre un accent sur la sensibilisation.
- Partir d'une situation de référence pour réviser les législations existantes en Afrique, afin de rendre les villes plus faciles à vivre, dans un environnement connecté;
- Éviter le morcèlement des administrations compétentes et promouvoir la coordination dans l'action;
- Faire migrer les moyens de transport existants du système informel vers le formel;
- L'Afrique doit compter sur ses ressources locales pour développer son système de transport ;
- L'Afrique doit développer des institutions fortes, des capacités locales et un leadership puissant pour permettre la création de réseaux de transports complets, intégrés et efficaces.

3.4.5. Villes, changement climatique et environnement

Source de pollution et de pressions environnementales, les villes sont de plus en plus au centre des attentions et des mesures de lutte et de prévention contre le changement climatique. La gestion environnementale et l'accentuation des mécanismes de résilience occupent désormais une place à part entière dans les planifications urbaines. Paradoxalement, les concentrations de population au sein des grandes agglomérations offrent également des opportunités pour trouver des solutions innovantes aux enjeux environnementaux. Les villes doivent prendre en charge et relever ces défis ou subir les conséquences de l'inaction, particulièrement dans les zones côtières et fluviales. Les régions arides et semi-arides, plus exposées à la sécheresse, doivent également anticiper une

diminution continue des précipitations au cours des décennies à venir. Le nouveau concept d'une ville intelligente et écologique doit ainsi être pleinement pris en considération pour que le développement durable puisse avoir lieu. À cet effet, ce panel a abordé les enjeux liés aux changements climatiques et à l'environnement, à la gestion de l'eau, ainsi qu'à la citoyenneté énergétique.

Changement climatique et environnement (animé par Allan Cain, Développement Workshop Angola)

Leçons apprises

- Les impacts du changement climatique sont devenus une préoccupation majeure depuis les années 1990 ;
- Le changement climatique est un phénomène irréversible et préoccupant, essentiellement accentué par l'activité humaine
- Les premiers impacts anthropiques peuvent être perçus au travers des constructions et des agglomérations urbaines. Ces dernières peuvent contribuer de manière positive au renforcement de la résilience des sociétés humaines ;
- L'urbanisme peut générer une balance positive sur la gestion des ressources hydriques.

Recommandations

- Privilégier l'utilisation des centrales d'énergie moderne ;
- Réduire la consommation des énergies fossiles ;
- Promouvoir la construction des bâtiments durables ;
- Augmenter la durabilité des bâtiments existants ;
- Vulgariser et intensifier la production des matériaux locaux ;
- Les politiques doivent s'approprier la notion de développement durable ;
- S'approprier et utiliser les outils de recyclage des ordures biodégradables.

Matériaux locaux face aux changements climatiques (animé par Eustace Mbaka Nfah, Université de Bamenda)

Leçons apprises

- L'utilisation des matériaux locaux de construction a des avantages aussi bien socio-économiques que environnementaux ;
- L'utilisation des matériaux locaux permet d'optimiser la régulation et le confort thermique ;
- Les matériaux locaux sont durables, abordables et permettent d'avoir des constructions à moindre coût ;
- Les matériaux locaux peuvent permettre d'optimiser la construction des logements sociaux.

Recommandations

- Le coût des matériaux locaux devrait être régulé par les autorités afin de faciliter leurs adoptions par les professionnels du bâtiment ;
- La production à grande échelle des matériaux locaux devrait être soutenue pour répondre aux besoins industriels ;
- Investir dans la production des matériaux locaux comme moyen de création d'emploi ;

- Actualiser les programmes d'enseignement en y insérant des formations relatives à la production des matériaux locaux ;
- Mettre l'accent sur l'utilisation des matériaux locaux dans la production des logements sociaux ;
- Mettre en œuvre des stratégies de reboisement pour freiner le réchauffement climatique ;
- Ajuster et mettre en application la loi et la réglementation en matière d'utilisation des matériaux locaux ;
- Mettre en place des mécanismes pour rendre l'utilisation des matériaux locaux à des fins de construction accessibles à un maximum de personnes.

Changements climatiques et gestion de l'eau (animé par Allan Cain, Développement Workshop Angola)

Leçons apprises

- La gestion du foncier est l'un des défis majeurs pour une meilleure maîtrise des inondations;
- La gestion des changements climatiques et celle de l'eau doivent se faire de manière multilatérale afin de contrer les conséquences;
- Pour une meilleure intervention en zones inondables, il est nécessaire de maîtriser les données sur le climat et l'hydrographie des sites.

Recommandations

- Mettre en place une stratégie globale des systèmes hydriques;
- Limiter l'occupation des zones inondables;
- Maîtriser les données sur le climat et l'hydrographie.
- Mettre en place des structures scientifiques et objectives en Afrique en vue de prévoir en avance les conséquences possibles des changements climatiques et des pénuries d'eau dans des régions fragiles;

Citoyenneté énergétique et Villes et planification de la résilience (animé par Dingping Guo, Université Fudan)

Leçons apprises

- Le déficit énergétique de l'Afrique freine le développement de son industrie ;
- L'Afrique possède néanmoins un potentiel énergétique très élevé ;
- Les facteurs d'urbanisation et d'industrialisation rapide de l'Afrique doivent être pris en compte dans les réflexions en matière d'énergie ;
- La compréhension culturelle joue un rôle essentiel dans les politiques de transition énergétiques ;
- En Afrique, les villes consomment plus de 70% de l'énergie dont 56% dans le secteur du bâtiment ;
- Les foyers améliorés intégrant un processus de gazéification permettent de faire une économie de 33% de bois et une réduction de 75% de l'émission de monoxyde de carbone;
- L'utilisation de l'énergie solaire permet de réduire l'émission des gaz à effets de serre et réduire le coût énergétique ;
- La mise en place d'un système solaire efficace permettrait la réduction de 66% de la demande d'énergie.

Recommandations

- Actualiser les normes de construction en y intégrant des techniques favorisant une utilisation efficiente de l'énergie ;
- Actualiser les documents de planification en y intégrant des stratégies d'utilisation efficiente des énergies renouvelables ;
- Faire des audits énergétiques des bâtiments existants;
- Vulgariser les foyers améliorés intégrant un processus de gazéification ;
- Élaborer des programmes pour la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables;
- Les plans d'urbanisation en Afrique doivent prendre en compte les aspects environnementaux et d'efficience énergétique;
- Élaborer des codes d'efficacité énergétique en se basant sur des modèles déjà existants ;
- Insister sur un renforcement de capacités des acteurs du développement urbain et de la construction pour une meilleure prise en compte des aspects environnementaux et climatiques;
- Adopter l'utilisation d'énergies renouvelables dans l'industrie de la construction afin de limiter les dépenses en énergie;
- Encourager une plus grande collaboration entre les connaissances scientifiques et les connaissances traditionnelles et culturelles;
- Mettre l'accent sur les perceptions des populations dans les politiques énergétiques;
- Tenir compte de l'acceptation sociale des différents produits énergétiques dans la planification énergétique.

3.4.6. Défis majeurs pour l'Afrique Urbaine

Au cours des prochaines décennies, l'Afrique devra faire face à la fois à une forte croissance démographique dans un contexte de pauvreté répandue, ce qui représente une menace complexe au développement humain et à l'urbanisation durable. La principale prémisse de ce raisonnement est de trouver les solutions et réponses aux risques et vulnérabilités auxquels les populations africaines sont de plus en plus confrontées. Cela nécessite un réexamen complet des trajectoires actuelles de développement urbain pour la réalisation de transitions durables.

Étalement urbain et Métropolisation (animé par Ali Salihou, Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, Cameroun)

Leçons apprises

- L'urbanisation des capitales doit être conçue d'une manière spécifique répondant aux besoins des institutions et aux services qu'elles offrent ;
- L'Afrique fait face à un type d'urbanisation particulier qui se fait sans planification ;
- La périphérie urbaine est une opportunité à exploiter pour résoudre le problème de l'étalement urbain non planifié et par ricochet améliorer le cadre de vie urbain;
- Le problème de l'étalement urbain doit être abordé par une approche systémique qui intègre le foncier urbain, la mobilité urbaine et la gouvernance urbaine;
- La résolution d'un phénomène urbain doit d'abord passer par sa compréhension à travers une étude in-situ afin de recueillir les perceptions des populations sur le phénomène étudié;
- Les faiblesses dans la mise en œuvre des projets urbains en Afrique sont entre autres la faible appropriation du projet par les gestionnaires de la ville et l'absence d'une approche participative et inclusive impliquant tous les acteurs concernés.

Recommandations

- Résoudre le problème de l'étalement urbain par l'approche d'urbanisation capitale qui s'appuie sur l'influence de la ville sur sa périphérie et vice-versa : métropolisation inspirée de l'exemple de la Chine et du Canada ;
- Prendre en compte l'approche du développement participatif et inclusif dans tous les projets de développement urbain ;
- Promouvoir le développement économique des villes et quartiers à travers le développement de leurs potentiels touristiques et de l'intégration des nouvelles activités économiques afin de créer des pôles urbains plus attractifs et intégrés dans la dynamique métropolitaine ;
- Étudier l'impact spatial de nouveaux modes de transport qui arrive en Afrique à l'instar des Moto-taxi, tramways et TGV, etc.

Défis et opportunités de l'urbanisation durable (animé par Oru Ashu, Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, Cameroun)

Leçons apprises

- L'industrialisation des zones minières entraîne une urbanisation accélérée et mal contrôlée ;
- Les conséquences négatives de l'extraction minière dans ces zones sont entre autres, la déscolarisation des enfants, la paupérisation des populations, la dévalorisation des autres activités non extractives, une faible qualité et l'inadéquation des infrastructures et paradoxalement le faible développement économique, social et environnemental de la zone;
- La mixité urbaine est un facteur de développement durable à condition de sensibiliser les populations sur le mode de vie urbain et de créer des conditions de vie plus adéquates dans les villes;
- La commune de Soa au Cameroun souffre de nombreux problèmes liés à la mauvaise planification urbaine, notamment les faibles infrastructures de base.

Recommandations

- Inclure des plans d'urbanisation durable dans les projets miniers et prendre en considération ces enjeux dans les législations minières ;
- Renforcer le règlement national et international pour un partenariat gagnant-gagnant afin que les grandes firmes minières prennent plus en charge l'aspect social, économique et environnemental des zones extractives;
- Contraindre les grandes firmes minières à intégrer les plans d'urbanisation des régions sujettes à une forte exploitation des ressources naturelles ;
- Mettre à disposition des villes d'un Master Plan et appuyer le développement urbain durable en prenant en compte l'égalité de genre, la place des jeunes, l'accès aux services publics ouverts, la sécurité foncière; renforcer la résilience au changement climatique ;
- Les pouvoirs publics doivent développer des activités économiques (emplois) et infrastructures urbaines afin de profiter des bénéfices de la mixité urbaine ;
- Former les populations urbaines à l'usage des nouvelles technologies et aux activités de la ville afin d'exploiter les avantages du fait urbain cosmopolite ;
- Stimuler l'économie et supporter la diversité urbaine;
- Développer des mécanismes de développement propre des centres urbains;
- Garantir la mobilité durable de la ville et instaurer une gouvernance urbaine plus participative axée sur les résultats.

Leçons apprises

- La Politique Urbaine Nationale (PUN) est un processus participatif qui doit impliquer tous les acteurs du développement urbain afin de fixer des objectifs communs en tenant compte du contexte économique, social et culturel ;
- La PUN nécessite une harmonisation entre les politiques nationales et régionales. Elle doit faire la promotion du développement spatial, du développement des services sociaux et des infrastructures de bases, prendre en compte l'aspect environnemental, ainsi que les problèmes fonciers et le logement urbain ;
- Il existe plusieurs types de PUN, dont économique, social, culturel, environnemental, de mobilités, à vocation internationale ;
- Les étapes de définition d'une PUN sont la phase diagnostique, le développement du programme, la mise en œuvre du programme, l'évaluation du programme et la clôture du programme. Ceci passe par la définition de l'échelle de la PUN, l'élaboration du document de référence, la définition des acteurs impliqués dans le processus et l'arrimage de la politique urbaine à d'autres programmes urbains, favoriser un processus de développement intégré, faire un plan de marketing de la ville et enfin évaluer le programme.

Recommandations

- Créer un lien entre la recherche et le processus de définition de la politique urbaine;
- Implémenter les normes législatives en relation avec la PUN ;
- Financer la mise en œuvre des PUN ;
- Élaborer un cadre politique général pour aider les décisionnaires ;
- Mettre en œuvre un plan de revitalisation urbaine et responsabiliser davantage les jeunes dans l'économie urbaine ;
- Prendre en compte le contexte socio-culturel et économique dans la définition des PUN ;
- Définir clairement les rôles de chaque acteur et les processus de développement intégrés.

3.4.7. Modes de financement innovants pour le développement urbain

Si la croissance rapide des grandes agglomérations demeure une source de préoccupation, le financement de ces agglomérations est un défi, surtout dans les pays en voie de développement. Le développement urbain implique la prise en compte des financements innovants qui doivent accompagner la société.

Financer l'urbanisme durable (animé par Nana Lee, Korea Appraisal Board)

Leçons apprises

- L'urbanisation représente une source de création de richesse et d'emplois;
- Les sites culturels et les quartiers traditionnels dans les centres urbains représentent une contrainte à la gestion de l'urbanisation par le fait qu'il s'agit des zones à protéger et à promouvoir dans un double intérêt culturel et économique;
- Il existe de nombreux outils susceptibles d'améliorer la valorisation des terres et la mobilisation des taxes et impôts y afférent dans les pays africains;

- Une ville durable est une ville débarrassée des bidonvilles. L'approche du Programme Participatif D'amélioration des Bidonvilles (PPAB) développée par ONU-Habitat peut être mise à profit car elle est participative.

Recommandations

- Les sites culturels et les quartiers traditionnels localisés dans les centres urbains doivent être protégés contre l'urbanisation galopante et mis en valeur afin de renforcer le sentiment d'appartenance à la ville. Ils sont des atouts pour développer l'économie culturelle et touristique.
- Mettre en œuvre des sessions de renforcement des capacités des administrations fiscales et des autorités locales en matière de techniques de valorisation des terres.

3.4.8. Habitat et amélioration des bidonvilles

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) sont au centre des politiques et programmes de développement. L'objectif n°11, portant sur les villes et les communautés durables, le logement et l'amélioration des bidonvilles demeure fondamental pour les perspectives d'urbanisation en Afrique. Les estimations d'ONU-Habitat indiquent qu'il y aura trois milliards de citoyens de plus d'ici 2030 et que 90% de la population mondiale sera concentrée en Afrique et en Asie.

Amélioration des bidonvilles et participation communautaire (animé par Benoit Mougoue, Université de Yaoundé)

Leçons apprises

- Les bidonvilles au Cameroun sont issus de l'absence de politiques rigoureuses de gestion de l'espace urbain ;
- Le désordre urbain au Cameroun est le reflet de la mauvaise gouvernance et de l'amorphisme des dirigeants, il touche tous les aspects de la vie des citoyens ;
- Les ONG et associations camerounaises ont failli dans leurs missions d'information, d'éducation et de sensibilisation des populations;
- La distribution des logements sociaux au Cameroun est inégale du fait du dysfonctionnement des institutions chargées de mettre en œuvre la politique d'habitat social et à l'existence d'un marché souterrain d'échanges de logements sur les critères de liens communautaires ou de clientélisme.

Recommandations

- Créer une plate-forme d'information, d'éducation et de sensibilisation des citoyens;
- Mettre en œuvre un comité national de résorption du désordre urbain;
- Appliquer des sanctions à l'encontre des citoyens enfreignant la loi;
- Créer et appliquer un code du bon citoyen;
- Renforcer la lutte contre les actes malveillants en ville;
- Définir et matérialiser le périmètre de chaque localité;
- Circonscrire les sites déclarés inconstructibles et restreindre leur accès;
- Prendre en compte, dans la formulation des politiques publiques, la capacité des acteurs à pervertir les règles dans l'intégration d'une approche du « risque »;

- Donner les capacités de financement, de production et de distribution du logement social à une institution dédiée afin d'assurer la cohérence de l'action publique.

Crise d'identité des établissements informels (animé par Chaolin Gu, Université Tsinghua)

Leçons apprises

- Les bidonvilles sont un conteneur physique évolutif d'un nouvel ordre social, et une zone tampon pour atténuer la collision entre les cultures urbaines et rurales;
- Les logements informels sont nés des phénomènes migratoires des populations rurales vers les zones urbaines;
- Il existe une forte corrélation entre les logements informels et les politiques foncières existantes;
- À Nairobi comme à Shenzhen, le marché immobilier est plus rentable dans les bidonvilles que dans les zones résidentielles;
- Dans ces deux villes, il existe un marché de logement parallèle productif qui résout la pénurie de logements abordables.

Recommandations

- Reconstruire l'identité des établissements informels et les intégrer dans le cadre analytique des discours de l'urbanisation et de la planification urbaine;
- Faciliter la compréhension de l'urbanisation en la réadaptant au dynamisme des populations;
- Reconnaître le « droit à la ville » des citoyens pauvres même si leurs réclamations et appropriations ne correspondent pas toujours au modèle légal de propriété;
- Adapter les aménagements des espaces aux communautés présentes sur le site et construire plus de logements à loyers modérés;
- Élaborer et mettre en œuvre des partenariats publics et privés pour la production des logements intermédiaires;
- Éviter la construction de bâtiments élevés dans les bidonvilles car ce type de construction n'est pas adapté aux besoins de la population locale;
- Élaborer des stratégies d'aménagement des espaces publics et des espaces verts dans les bidonvilles pour l'amélioration de la qualité de vie de ses populations.

Vers une urbanisation inclusive (animé par Benjamin Gianni, Université Carleton)

Leçons apprises

- Les défis de l'urbanisation africaine sont liés aux migrations des populations des zones rurales vers les zones urbaines, les bidonvilles et les logements informels, l'insuffisance de la planification urbaine;
- L'abondance des bidonvilles dans les villes africaines a attisé les tensions sur la propriété foncière : 30% des populations africaines vivent dans les bidonvilles;
- Le Contexte de gestion des déchets dans l'île de Cayenne est marqué par l'extension des surfaces bâties;
- Les déchets ménagers et assimilés deviennent un enjeu environnemental par leur augmentation, leur volume constant, leurs difficultés de traitement, d'instauration du tri et de la valorisation;

- La forte croissance urbaine post-indépendance non contrôlée atteint un taux moyen annuel de 4,5%;
- Les ressources de l'État consacrées à l'équipement des villes sont faibles;
- La vision élitiste des aménageurs n'a pas anticipé les problèmes de la circulation;
- L'occupation ségréguée de l'espace urbain distingue les pôles d'activités des zones résidentielles,
- Les plans de circulation dans les villes ne sont pas disponibles.

Recommandations

- Concevoir et construire des espaces publics inclusifs et mettre l'accent sur des stratégies inclusives pour l'innovation, l'entrepreneuriat et la créativité;
- Gratifier les villes respectant les prescriptions des documents de planification urbaine;
- Améliorer la gouvernance et la planification urbaine pour mieux exploiter les compétences de la nouvelle main-d'œuvre urbaine africaine;
- Adapter la gouvernance aux besoins uniques des villes de la Région plutôt que celle modélisée par des réglementations mieux adaptées à l'Europe ou à l'ère coloniale;
- Impliquer toutes les parties prenantes dans la gestion des déchets, éduquer et sensibiliser le grand public à la gestion des déchets, à l'environnement et au développement durable;
- Adapter les transports urbains par des actions visibles et de transformation des systèmes actuels;
- Introduire et exploiter les données provenant des caméras de surveillance afin de réprimander les mauvais comportements;
- Développer les transports de masse en site propre tel que le tramway et organiser les transports intermédiaires en vue de leur intégration dans le système de transport urbain;
- Intégrer l'énergie solaire comme technologie émergente pour le transport spécifique;
- Créer des espaces de stationnement dans les villes en restreignant ceux aménagés le long des voies sans compensation;
- Créer une base de données de la voirie des grandes villes afin de faciliter le choix des itinéraires à l'aide des GPS en cas d'embouteillage;
- Développer le système de covoiturage pour des personnes ayant les mêmes origines et destinations.

3.4.9. Dynamique urbaine et communautaire

Des problèmes surgissent lorsque les dynamiques urbaines et communautaires sont ignorées. Si la solution n'est pas acceptée par la communauté, elle ne fonctionnera pas ou ne sera pas efficace. La planification urbaine a besoin de la participation de la communauté car il existe des motivations et des perspectives qui accompagnent les évolutions sociales. Cette dynamique urbaine et communautaire change et évolue au fil du temps et de l'espace car les cultures sont différentes. Il est important de prendre en considération les transformations des environnements urbains et de l'espace social en raison de l'implantation de nouvelles populations. Les questions de genre et d'urbanisation, la place des minorités culturelles, les conflits entre autochtones et non-autochtones sont autant de concepts qu'il faut aborder pour mieux comprendre le développement socio-économique urbain. L'intégration de connaissances traditionnelles locales, des migrations, de la nouvelle mobilité, de l'exode rural, de l'exode urbain et de la dynamique urbaine et communautaire est essentielle à la création d'un développement urbain intelligent.

Agriculture urbaine (animé par Sylvie Siyam Siwe, FEICOM)

Leçons apprises

- L'agriculture urbaine peut être un supplétif à l'objectif de nourrir toute la population urbaine;
- Les espaces verts urbains peuvent être une marque de l'identité culturelle et une source de revenus;
- L'agriculture urbaine non contrôlée peut être une source de pollution pour les nappes phréatiques;
- L'agriculture urbaine en Afrique n'est plus une agriculture familiale de crise mais une activité économique à part entière;
- Il existe une faible proportion d'espaces verts dans les villes;
- En Chine, le gouvernement a adopté une législation forte pour réduire la pollution en établissant un contrôle strict sur les entreprises polluantes qui payent des taxes à la hauteur de la dégradation de l'environnement;
- La protection de l'environnement est une opportunité économique car elle permet d'inventer des méthodes et des produits innovants.

Recommandations

- Mettre en place une législation complète et solide en matière de production agricole urbaine;
- Élaborer une planification verte des villes;
- Recycler les déchets domestiques pour en faire du compost;
- Densifier les espaces verts;
- Planifier l'agriculture urbaine et l'orienter car toutes les cultures ne sont pas appropriées.

Accessibilité aux espaces publics (animé par Remy Sietchiping, ONU-Habitat)

Leçons apprises

- Les toilettes publiques sont des espaces publics dont la modernisation est un enjeu de santé publique;
- La promotion des espaces publics favorise la promotion et la protection du tissu végétal en milieu urbain;
- Les espaces verts ont un effet bénéfique sur la santé mentale et sur la cohésion sociale;
- Les espaces verts créés dans les villes africaines sont victimes d'un déficit d'entretiens;
- Les villes doivent être planifiées et avoir des réseaux, des logements adéquats et une bonne mobilité.

Recommandations

- Rendre l'exploitation des espaces verts économiquement avantageux;
- Inscrire dans la politique urbaine nationale les espaces verts en tant qu'opportunité économique;
- Fixer les règles de gestion des espaces verts publics et sensibiliser les populations sur l'utilisation des parcs publics;
- Faciliter une interconnexion des espaces publics pour mutualiser les ressources;
- Organiser des activités pour créer de l'animation autour de l'utilisation des espaces publics verts;

- Former des ressources humaines pour l'urbanisation et développer une véritable politique de la terre;
- Impliquer les communautés dans la création et l'aménagement des espaces publics verts afin d'assurer leur entretien;
- Partager les bonnes pratiques de gestion des espaces publics verts;
- Impliquer la société civile dans la gestion des toilettes publiques dans les quartiers.

3.5. Tables rondes

En parallèle aux panels et sous-panels, quatre tables rondes ont été organisées au cours des travaux de cette deuxième édition de l'ICCCASU. Ces dernières ont permis d'aborder de nombreux enjeux connexes et d'alimenter les échanges et discussions entre les professionnels et universitaires impliqués au sein de l'ICCCASU.

3.5.1. Première table ronde : Villes côtières et résilience

Tenue le mercredi 13 décembre de 11h à 12h, cette première table ronde a abordé les enjeux liés aux villes côtières et à leur résilience face au changement climatique sous la modération de Yangfan Li, de l'Université de Xiamen, et d'Allan Cain de Development Workshop Angola. Cette table ronde a réuni les interventions d'Iya Moussa et Michel Tchotsoua, professeurs à l'Université de Ngaoundéré, ainsi que de Nadine Machikou, professeure à l'Université de Yaoundé II.

Les processus d'urbanisation rapide des côtes canadiennes (développées), chinoises (en profond développement) et africaines (en développement) modifient la géographie de ces régions typiques et uniques et ont une incidence sur le système naturel dans une vaste perspective. L'accroissement important de la population et l'introduction de capitaux important dans les régions côtières exercent une pression à la fois sur les humains et sur les systèmes naturels, ce qui rend ces régions plus vulnérables à mesure que le niveau de la mer augmente à cause du réchauffement climatique. La plupart des recherches démontre clairement que les années à venir seront marquées par davantage d'aléas naturels plus fréquents dans les régions côtières. Ceci dit, il est important d'avoir des côtes plus résilientes pour faire face à ces défis actuels et futurs. La résilience et la vulnérabilité doivent être combinées pour établir une approche dynamique et nouvelle pour les risques existants, avec des mesures progressives et des politiques robustes. Les décideurs politiques et toutes les parties prenantes devraient être plus sensibles à la notion de résilience qui est parfois perçue comme le côté positif de la vulnérabilité, malgré qu'ils se concentrent sur la prévention et la protection structurelle. La gestion résiliente dans les régions côtières pourrait être appliquée tout en obtenant les avantages naturels par des solutions hybrides.

Leçons apprises

- La plupart des villes côtières africaines ont une faible, voire une mauvaise gestion ou planification des côtes;
- Le changement climatique est l'une des principales causes des inondations dans les villes côtières. Néanmoins, les inondations sont dues à la manière dont les côtes sont gérées et aménagées;
- Les coûts de réparation et de réaménagement après des inondations est particulièrement élevé comparé aux budgets devant être alloués pour une meilleure gestion des côtes;

- L'Afrique possède son propre style d'urbanisme, différent de celui de la Chine ou du Canada, néanmoins ces derniers peuvent inspirer certaines mesures et mécanismes de résiliences pour les villes côtières africaines;
- La résilience est un outil adéquat pour la planification et la gouvernance des zones urbaines côtières.

Recommandations

- Les décideurs et parties prenantes sont supposés de mettre en place une forte planification des zones côtières ainsi que des outils de gestion et de contrôle adaptés;
- Les administrations et gouvernements locaux doivent toujours inclure les communautés locales dans la planification, notamment au travers d'activités de sensibilisation ou d'éducation.
- Les villes africaines doivent trouver des solutions pour adapter les populations côtières aux enjeux spécifiques à l'Afrique;
- La planification et la gestion des villes côtières doivent être effectuées en amont, plutôt qu'en réaction à des événements climatiques ou environnementaux.

3.5.2. Deuxième table ronde : Croissance démographique et expansion spatiale : quelles corrélations? Villes satellites nouvelles ou renforcement des villes secondaires?

Tenue le mercredi 13 décembre de 11h à 12h, cette deuxième table ronde a abordé les enjeux liés à la croissance démographique et à l'expansion spatiale, ainsi qu'aux villes satellites sous la modération du co-président de l'ICCCASU, Alioune Badiane. Cette table ronde a réuni les interventions de Remy Sietchiping et Claude Meutchehe Ngomsi, de l'ONU-Habitat, ainsi que de Ke Huang, de la China University of Geosciences.

À partir des études comparatives entre des villes comme Kinshasa en République Démocratique du Congo, Luanda en Angola et Lagos au Nigéria, et d'autres villes intermédiaires/secondaires comme Bafoussam et Mbalmayo, au Cameroun, Franceville au Gabon, et en utilisant des indicateurs comme le taux de croissance spatiale, le taux de croissance démographique et la densité de la population, nous avons pu qualifier les corrélations et autres liens qui existent entre la croissance démographique et l'extension spatiale des villes. Dans le cadre de l'élaboration des politiques nationales urbaines en cours dans certains pays africains, de la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain, et surtout dans l'objectif de la vision de l'Afrique 2063 de l'Union Africaine, une meilleure compréhension des interdépendances entre les zones urbaines et rurales en termes de flux de la population, tels que le mouvement des personnes à la recherche d'un emploi, d'une éducation et d'une formation ou de loisirs, devraient aider à formuler la politique urbaine adaptée. Partant du fait que l'on ne peut interdire autoritairement l'immigration vers les grands centres urbains, vers les métropoles, il est indispensable de développer des solutions alternatives en renforçant le pouvoir attractif de villes secondaires. Ce qui suppose deux conditions : i) la conception de ces villes secondaires permet d'offrir des opportunités de développement économique, culturel et humain à toutes les populations sans exclusion ni ségrégation; ii) ces villes secondaires doivent être connectées et reliées le plus efficacement possible entre elles et avec les grands centres urbains (transports publics abordables particulièrement pour les plus pauvres et infrastructures routières de qualité). L'alternative, soit la création de villes satellites nouvelles et le renforcement des villes secondaires, reste ouverte, mais

le choix de l'une ou de l'autre doit être débattu sur des bases de planifications et programmations en fonction du contexte politique, économique, social, culturel et environnemental.

Leçons apprises

- L'expansion spatiale occasionnée par la croissance démographique, notamment en Afrique, continuera à se faire vers les périphéries;
- Aujourd'hui, la croissance démographique n'est pas issue de l'exode rural, mais des flux urbains de populations;
- Il est important de mieux gérer l'espace pour une distribution équitable des ressources (gentrification);
- La croissance urbaine est irréversible. Il est important de bien gérer l'espace pour mieux rationaliser les ressources;
- La concentration des services infrastructurels est une cause de l'expansion spatiale, elle est également l'un des effets pervers du développement des métropoles;
- La problématique des villes secondaires renvoie à la nouvelle politique d'urbanisation, on ne pourra que compter sur les métropoles pour résoudre les problèmes des grandes villes, et ceci appelle à reconsidérer leur rôle de connexion;
- La formulation d'une bonne politique urbaine devrait reposer sur une bonne hypothèse d'études qui prend en compte le dynamisme des populations, le rôle joué par les villes secondaires et les critères de natalité et de mortalité.

Recommandations

- Mettre en place des politiques nationales urbaines formulées sur la base des lignes directrices du Nouvel Agenda Urbain;
- Inciter une volonté politique forte et engagée pour restructurer les villes à travers la politique urbaine nationale;
- Définir une bonne utilisation des terres pour faciliter leur urbanisation.

3.5.3. Troisième table ronde : Établissements informels et réhabilitation des bidonvilles

Tenue le mercredi 13 décembre de 17h30 à 18h30, cette troisième table ronde a abordé les enjeux liés aux Établissements informels et à la réhabilitation des bidonvilles sous la modération de Benjamin Gianni, de l'Université Carleton. Cette table ronde a réuni les interventions de Kerstin Sommer et Joshua Mulandi Maviti de l'ONU-Habitat, de Chaolin Gu de l'Université Tsinghua, de Mie-Oak Chae, du Korea Appraisal Board, de Mercy Magdalene Brown-Luthango de l'Université de Cape Town, de Zhengli Huang de l'Université de Sheffield, de John Wambui de l'Université du Delaware et de Leticia Boyaka Touako, de l'Université des Antilles.

La croissance démographique mondiale en général et l'urbanisation en particulier évoluent à des rythmes considérables. La population urbaine mondiale se situait dans les années 1950 autour de 30%, tandis qu'elle est estimée à 54,5% en 2016, avec une projection de 60% en 2030. Cette tendance exponentielle est plus marquée dans les pays d'Asie et d'Afrique caractérisés par une grande défaillance en matière de planification urbaine, où on assistera à des taux d'urbanisation de 64% projetés à l'horizon 2050 et des taux élevés d'exode rural de 62% pour l'Afrique. De ces constats, il se dégage l'absolue nécessité d'y opposer des mécanismes de gestion et de planification urbaine capables d'inverser la tendance actuelle marquée par une grande anarchie du paysage

urbain, de juguler à long terme les problèmes liés à l'accroissement urbain mal contrôlé, et par ailleurs de créer des cadres favorables à l'épanouissement socio-économique des populations africaines.

Ainsi, l'objectif général est de permettre que les questions de développement urbain intelligent et durable soient abordées afin que l'État, les responsables des collectivités locales, les chercheurs et les professionnels en aménagement urbain intègrent la nécessité d'adopter les pratiques modernes de planification et de gestion des villes en vue de la création d'un meilleur cadre socio-économique pour les populations africaines. Cette table ronde s'articulera autour de trois sous-thèmes : (i) Le Concept de Ville intelligente appliqué à la planification et aux politiques urbaines, (ii) Les leviers à considérer pour devenir une ville intelligente, (iii) La place de la recherche opérationnelle dans le développement urbain intelligent.

Leçons apprises

- Le développement urbain intelligent n'est pas un concept figé, il est important de prendre en compte la dimension contextuelle et culturelle de la ville qui aspire à devenir intelligente;
- Il revient aux maires de vulgariser le concept de la ville intelligente;
- La ville intelligente est celle qui place le citoyen au centre de sa gestion et participe à la satisfaction de ses besoins socio-économiques;
- Il doit exister un contrat social entre le citoyen et la ville intelligente, cette dernière ayant le devoir de le transformer en citoyen intelligent;
- Dans la compréhension du concept de la ville intelligente, il est important de considérer la fragilité institutionnelle de notre société, la fracture numérique et la fragilité managériale;
- Les leviers à considérer pour parler de ville intelligente sont : gouvernance intelligente, citoyens intelligents, mobilité intelligente, environnement intelligent, habitat intelligent, économie intelligente.

Recommandations

- Créer des plates-formes d'échange entre les acteurs de la gestion de la ville;
- Assurer la mise en œuvre des moyens de mobilité durable;
- Mettre en place un système judiciaire adéquat pour la gestion des problèmes urbains, notamment en ce qui concerne les enjeux relatifs au foncier;
- Développer une gestion urbaine géoréférencée;
- La ville intelligente doit sensibiliser et éduquer ses citoyens.

3.5.4. Quatrième table ronde : Villes intelligentes, Développement Durable et Gestion Urbaine

Tenue le jeudi 14 décembre de 11h à 12h00, cette quatrième table ronde a abordé les enjeux liés aux villes intelligentes, au développement durable et à la gestion urbaine sous la modération de Jean Emmanuel Pondi, vice-recteur de l'Université de Yaoundé I. Cette table ronde a réuni les interventions de Tsafack Nanfosso, recteur de l'Université de Dschang, de Thérèse Tchombe, professeur émérite de la Chaire UNESCO de l'Université de Buea, et de Jean-Claude Mbanya, doyen du Collège des Sciences biologiques du Cameroun.

Les quatre panélistes présentent différents aspects de l'impact socio-économique de l'urbanisation avec le Cameroun comme exemple. La présentation sous l'angle de l'impact social

démontre qu'en dehors de l'urbanisme planifié, les villes connaissent une croissance exponentielle, rapide et chaotique, surtout de l'exode rural. Il en résulte une pléthore de défis, tels que les crises sociales et fragmentations avec des tensions latentes potentiellement explosives en quête d'une politique d'urbanisme bien conçue pour remédier à la situation. L'impact économique est présenté d'une perspective analytique avec les données quantitatives pour démontrer le processus de l'urbanisation et évaluer les conséquences économiques par rapport au développement de l'agriculture, l'entrepreneuriat, la condition de vie des citoyens etc. Sur le plan de l'enseignement, l'analyse de l'impact se focalise sur les mécanismes par lesquels les dix-sept objectifs de développement durables peuvent fournir des orientations aux défis de l'urbanisation rapide dans le domaine de l'éducation.

Leçons apprises

- La relation entre le taux d'urbanisation et le taux de croissance économique est complexe et ambiguë : les deux sont souvent proportionnels, mais jusqu'à une certaine proportion, la croissance économique décroît contrairement au taux d'urbanisation et vice versa;
- Le développement du milieu rural pourrait contribuer à faire baisser le taux d'urbanisation;
- L'urbanisation devrait prendre en compte les convergences entre le site rural et le site urbain;
- L'éducation est essentielle pour l'urbanisation durable et la formation des ressources humaines;
- L'urbanisation est une cause de pollution et d'un style de vie particulier (limitant l'exercice physique) qui constitue un facteur de risques pour les maladies non transmissibles.

Recommandations

- Questionner les concepts d'éducation, de santé et de sociologie par rapport à leur impact sur le développement urbain durable et les intégrer pour l'élaboration des politiques d'urbanisation;
- Planifier le développement urbain en associant le rural (création des projets en zone rurale) en vue de décongestionner les villes;
- Revoir les curriculums de formation, voire l'ensemble du système éducatif pour intégrer les préoccupations relatives à l'urbanisation;
- Associer l'académie des sciences dans les réflexions sur l'urbanisation du Cameroun de manière à prendre en compte les contenus des travaux de recherches sur les questions liées au développement durable.

3.6. Panels spéciaux

3.6.1. Panel spécial sur la santé et l'alimentation (animé par Mme Guiebou)

Leçons apprises

- La croissance démographique impacte fortement les activités liées au style de vie;
- L'urbanisation apporte de nombreux changements dans l'alimentation des individus car elle affecte les variétés de produits disponibles, les moyens de conservations et de transport;
- Le cadre existant (disponibilité des produits alimentaires, coût des produits et revenus des populations) détermine les choix alimentaires;
- Les grandes compagnies inondent le marché des produits manufacturés alors que le continent africain possède de grandes capacités dans la production des aliments de bonne qualité;
- La mauvaise alimentation entraîne une forte prévalence des maladies liées au style de vie (surpoids, obésité, etc.).

Recommandations

- Développer des moyens efficaces et durables de conservation des produits alimentaires pour assurer leur qualité et garantir la santé des populations;
- Soutenir les organisations communautaires et les entreprises impliquées dans la production de produits alimentaires;
- Informer les populations sur les risques liés à la surconsommation du sel de cuisine et le manque d'activités physiques;
- Élaborer des politiques visant la production d'aliments de qualité;
- Instituer des contrôles de quantité et surtout de qualité des aliments produits et mis sur le marché;
- Réduire et contrôler les publicités sur certains produits alimentaires;
- Augmenter l'offre en moyen de transport pour faciliter l'écoulement des produits alimentaires;
- Élaborer des politiques strictes de taxation de certains produits (cigarettes, etc.).

3.6.2.1 Panel spécial sur l'engagement des femmes et des jeunes (animé par Pierre Bélanger, Affaires mondiales Canada)

Leçons apprises

- Les technologies évoluent et font disparaître certains métiers que les pays africains continuent à enseigner aux enfants. Cela les prédispose au chômage;
- 74% de jeunes africains peinent à fructifier leur talent en raison des faiblesses du système éducatif;
- Moins de 7% de jeunes sont formés en économie numérique au Cameroun;
- 60% de la population sans emploi se recrute dans la tranche jeune en Afrique;
- Investir dans l'emploi jeune est stratégique;
- L'urbanisation en Afrique a pour corollaire l'inégalité et l'insécurité de la population.
- L'Afrique ne décolle pas parce qu'elle n'a pas accès à l'énergie. 730 millions de personnes utilisent des lampes à base de pétrole pour l'éclairage, et plus de 50% n'a pas accès à l'énergie moderne;
- La demande en énergie dans les pays de l'Afrique subsaharienne possède un taux de croissance annuel de 7%.

Recommandations

- Mettre un accent sur la formation des jeunes et plus particulièrement les femmes qui occupent plus de 50% de la population, afin de leur permettre de créer leurs propres opportunités;
- Faire de la détection, de l'encadrement et de l'éclosion de talent une norme;
- Inculquer aux jeunes l'adaptation rapide aux nouvelles technologies et revoir le système éducatif en intégrant les cours pratiques adaptés au marché;
- Renforcer l'emploi des jeunes et des femmes afin de l'inscrire dans la logique du développement durable;
- Impliquer les jeunes dans l'élaboration des politiques qui les concernent;
- Accorder des financements aux petites et moyennes entreprises pour leur permettre d'employer les jeunes;
- Mettre l'accent sur les secteurs de production et adapter la formation des jeunes aux opportunités d'emploi offertes par le secteur privé;
- Entreprendre des activités intelligentes pour l'intégration des jeunes dans l'entrepreneuriat;

- Accompagner la formation des jeunes par le financement, pour garantir leur insertion socio-professionnelle et conquérir le partenariat privé pour le financement des activités destinées aux jeunes;
- Créer un espace au sein du MINHDU pour le partage des opinions entre les femmes et les jeunes sur des sujets touchant l'urbanisation.

3.7. Sessions spéciales

En parallèle des panels constituant le cœur de cette deuxième édition de l'ICCCASU et en plus des nombreuses cérémonies et tables rondes, deux sessions spéciales ont été organisées afin de mettre en avant les enjeux propres au Fonds spécial d'équipement et d'intervention intercommunale du Cameroun (FEICOM) et à la mise en place du Centre d'excellence sur l'Urbanisation devant être institué à Yaoundé en partenariat avec l'ONU-Habitat.

3.7.1. Session spéciale du FEICOM sur le financement des villes durable

Tenue le mardi 12 décembre 2017, cette session a été supervisée par Dr Naison Mutizwa-Mangiza de l'ONU-Habitat et a sollicité les interventions de Robert Mba, Sergio Oliete, Pierre Essomba, Philippe Camille Akoa, Mopa Modeste Fatoin et Thomas Babissakana.

Dans le cadre de la décentralisation en Afrique, le transfert des ressources financières de l'État aux collectivités territoriales n'est pas toujours concomitant aux compétences transférées de telle sorte que lesdites collectivités éprouvent des difficultés à remplir pleinement leurs missions. Le Nouvel Agenda Urbain ouvre de nouvelles perspectives pour financer les collectivités territoriales en recommandant de « mettre en place des cadres et des instruments de financement efficaces, novateurs et durables, susceptibles de renforcer les systèmes de financement municipaux et les systèmes budgétaires au niveau local ». Fort de son expérience de principal partenaire financier des villes camerounaises depuis plus de 40 ans et président en exercice du Réseau Africain des Institutions de Financement des Collectivités Locales (RIAFCO), le FEICOM entend débattre des stratégies à développer et des actions à mener pour accroître les ressources financières des villes africaines.

Leçons apprises

- Le transfert des ressources humaines est un préalable pour une véritable décentralisation;
- Il existe un très grand potentiel au sein des communes.
- Le FEICOM doit accompagner les collectivités territoriales dans la création d'une économie locale plutôt que de se limiter au financement des projets sociaux et à la répartition des centimes additionnels;
- Au-delà de la création des richesses dans les communes, l'État doit investir dans les infrastructures (voies de communication, services de base, etc.) pour limiter l'exode rural;
- La durabilité des villes est adossée aux ressources humaines;
- Le RIAFCO est un outil innovant pour le financement du développement durable des communes;
- L'attractivité de la ville permet d'élargir la base de ses recettes et donc de gagner en autonomie vis-à-vis du gouvernement central;

- Chaque collectivité territoriale doit s'appuyer sur les domaines où elle possède un avantage comparatif assez élevé pour construire sa durabilité.

Recommandations

- Le transfert des compétences doit s'accompagner d'un abandon des certaines prérogatives de l'État, au profit des communes;
- Optimiser la mobilisation des ressources endogènes à travers les politiques industrielles, d'aménagement du territoire et de développement urbain;
- Pour élargir ou accroître la base contributive mobilisable par les villes, il est recommandé aux collectivités territoriales d'investir dans la mobilisation des outils de l'intelligence économique et du marketing en vue d'accélérer le développement de leur attractivité;
- Les communes doivent s'associer pour mettre en exergue leur potentiel en vue de la recherche de financements;
- Améliorer la qualité des ressources humaines communales;
- Affiner le cadre légal et règlementaire à même d'accroître l'autonomie des communes et leur donner la latitude de mobiliser les financements internes et externes pour leur développement;
- Le gouvernement local doit assurer la coordination et la priorisation des projets de développement;
- Le FEICOM peut se constituer en centre de relai des informations relatives aux niches de financement pour le développement des communes;
- Mettre sur pied des mécanismes incitatifs pour pousser les investisseurs à former les jeunes de la localité (ingénieurs, etcetera) au développement de projets économiquement rentables.

3.7.2. Session spéciale portant sur la création du Centre d'excellence sur l'Urbanisation

Tenue le 13 décembre, cette deuxième session spéciale a été modérée par le co-président de l'ICCASU, Alioune Badiane, et supervisée par le ministre camerounais de l'Habitat et du Développement Urbain, Jean-Claude Mbwentchou. Cette session spéciale a sollicité les interventions de Claude Meutchehe Ngomsi, de l'ONU-Habitat, de Sipliant Takougang, Coordonnateur du programme de la gouvernance urbaine, de Gordon Harris, président de la SFU Community Trust, ainsi que celle de Mie-Oak Chae, Responsable du Korea Appraisal Board.

Recommandations

- Mettre l'accent sur les formations en vue de l'amélioration des connaissances des praticiens sur le terrain;
- Intégrer les questions d'entretien des infrastructures et des équipements urbains, de sécurité urbaine, de recherche et de leur diffusion, de prospective et de droit dans les formations à dispenser par le Centre d'excellence;
- Revoir les curriculums de nos systèmes éducatifs pour prendre en compte les défis actuels de développement urbain intelligent;
- Attribuer comme tâche préalable la mise en place d'un cadre d'évaluation en termes des acquis et des compétences;
- Le Centre devrait permettre de penser la ville africaine de l'avenir en développant les concepts propres à l'Afrique;
- Prévoir l'établissement des liens de coopération avec des institutions d'autres pays en vue de la formation d'un plus grand nombre.

3.8 Rapports sur les affiches

3.8.1 Préambule

La deuxième conférence internationale sur l'urbanisation durable au Canada, en Chine et en Afrique organisée du 12 au 14 décembre 2017 à Yaoundé au Cameroun, a bénéficié à la fois d'une grande participation internationale ainsi qu'une implication locale particulièrement marquée. La participation locale était notamment composée de représentants des municipalités, de fonctionnaires, de représentants de la société civile, de chercheurs, d'avocats, de journalistes, de professeurs d'universités mais aussi de 120 étudiants issus de différentes institutions universitaires camerounaises locales.

En marge de la conférence et des ateliers ICCASU II se tenait une activité connexe mais non moins importante, l'exposition d'affiches présentant les recherches et travaux d'étudiants camerounais n'ayant pas pu prendre part aux panels de l'ICCASU. Ces affiches, exposées dans l'enceinte du Palais des congrès de Yaoundé, ont attiré la curiosité de nombreux participants et ont permis d'étendre le débat et les échanges sur l'urbanisation durable en Afrique à l'extérieur des panels et salles de conférences.

Les affiches, en tant que nouvelle composante ajoutée à l'occasion de la deuxième édition de l'ICCASU, ont ainsi permis d'élargir le cadre des participations et d'approfondir les thématiques abordées par une présentation par écrit des travaux et recherches, soutenue par du matériel photographique, des graphiques et croquis.

3.8.2 Le contexte

Dans le cadre de la deuxième Conférence internationale sur l'urbanisation durable au Canada, en Chine et en Afrique, le comité d'organisation de l'ICCASU a reçu de nombreuses soumissions de communications de la part d'étudiants internationaux et camerounais. En raison de la limite des places disponibles, le comité a décidé de convier certains étudiants, dont les travaux se distinguant par leur grande qualité, à présenter leur recherche sur des affiches exposées en marge de la conférence. Sept étudiants ont ainsi produit des affiches de qualité présentées dans un kiosque spécialement mis à leur disposition pour expliquer aux visiteurs leur recherche ainsi que leurs perceptions des thématiques abordées. Cette exposition a ainsi été accessible aux 500 personnes ayant participé aux travaux de cette deuxième édition de l'ICCASU.

Afin de standardiser les affiches et d'attirer l'attention des lecteurs, quelques orientations tant sur la forme que du contenu ont été données aux exposants parmi lesquelles :

Du point de vue de la forme :

- La dimension de chaque poster devait être de 0.7 m x 1 m;
- La présentation des données dans les tableaux graphiques, photos;
- La présentation en PowerPoint (max 10 diapositives).

Du point de vue du contenu :

- Contexte du thème;
- Les questions de recherche;

- Les objectifs;
- La méthodologie;
- L'analyse des résultats;
- Les conclusions.

3.8.3 Liste des thèmes abordés dans les affiches et leurs auteurs

Plusieurs thèmes ont été abordés par les étudiants parmi lesquels nous citerons :

- Enjeux et défis d'une politique d'urbanisation électrique et hydrique, présentée par Arnold Landry Fotseu Kouam et Gideon Ajeaghah de l'Université Yaoundé I,
- Les grandes villes Africaines face aux inondations : le cas de la ville de Yaoundé au Cameroun, présentée par Arsène Delors Foyet Gankam de l'Université de Yaoundé I,
- Pour un assainissement des cours d'eau des villes camerounaises à travers les contrats de rivières : cas des rivières Mfoundi (Yaoundé), Abiergué (Yaoundé) et Mfouelap (Mbouda), présentée par Sergot Delor Kungo Sop, ainsi que Valerie Toukam Nagheu (2e auteur) et Carline Michelle Maché Bopda (3e auteur), de l'École Nationale Supérieure des Travaux Publics (ENSTP-Yaoundé),
- Structuration spatiale de la ville de Garoua : enjeux et défis pour un développement urbain maîtrisé, présentée par Simon Pierre Petnga Nyamen du Laboratoire de Géomatique, Cameroun,
- Risques naturels dans la ville de Bamenda : entre construction du milieu et fragilité sociale, présentée par Frédéric Saha de l'Université de Yaoundé I,
- L'éclairage public intelligent pour des villes moins consommatrices en ressources, présentée par Stéphane Sonkin Temkeng de l'École Africaine des Métiers de l'Architecture et de l'Urbanisme.

3.8.4 Les résultats sur l'exposition des affiches

Les affiches présentées ont suscité une grande curiosité à la fois des participants locaux et internationaux et du public venu prendre part à la conférence. De plus, les étudiants ont déployé des efforts considérables malgré leurs moyens et ressources matérielles limités, ce que le comité de l'ICCASU II a particulièrement apprécié et tient à saluer. De même, la grande majorité des visiteurs n'a pas manqué d'apporter son soutien et ses encouragements aux étudiants ayant présenté leurs travaux par l'intermédiaire des affiches. Les participants ont également donné plusieurs commentaires positifs et suggéré les considérations à prendre en compte pour l'approfondissement des recherches présentées ou la réalisation de futurs travaux. Ces suggestions et commentaires ont été reçus avec enthousiasme par les étudiants.

Cet exercice a été une expérience inédite et peut-être une première dans le cadre d'une conférence de haut niveau organisée au Cameroun. L'ICCASU se félicite d'avoir donné la chance aux étudiants camerounais de pouvoir s'exprimer dans le cadre de la conférence, et ce par le biais de différents moyens.

4. CONCLUSION

4. CONCLUSION

Cette seconde édition de la Conférence Internationale pour une Urbanisation Durable au Canada, en Chine et en Afrique (ICCCASU) a ainsi permis de réunir plus de 500 universitaires, professionnels et personnalités politiques internationaux à Yaoundé, du 12 au 14 décembre 2017, dans la perspective d'échanger, de débattre et de proposer des pistes de réflexion et des solutions pour bâtir l'urbanisation de demain, responsable, durable et intelligente. Au total, ce sont près de 50 professionnels et universitaires provenant du Canada et de la Chine, ainsi qu'une centaine de personnes représentant 90 institutions provenant du monde entier qui se sont rencontrés au Palais des Congrès de Yaoundé, accueillis par une audience de près de 400 Camerounais et Camerounaises. De même, environ 300 professionnels camerounais provenant de différents pays africains ont pris part aux 14 ateliers de formation organisés du 9 au 11 décembre, en introduction à l'ouverture officielle de l'ICCCASU II. Dispensés par des représentants d'ONU-Habitat, de l'Université d'Ottawa, et des plusieurs autres universités internationales, ces ateliers ont été un franc succès et ont contribué à assurer le transfert des connaissances des acteurs internationaux aux acteurs locaux issus des régions accueillant les différents cycles de l'ICCCASU.

Fort de son succès et de son caractère international, l'ICCCASU a également eu le plaisir d'accueillir neuf panélistes internationaux de haut niveau dont nous saluons encore une fois la participation. Nous tenons ainsi à souligner les interventions remarquables du Directeur de la Division de programme d'ONU-Habitat, Rafael Tuts, du Directeur du Bureau régional pour l'Afrique d'ONU-Habitat, Naison Mutizwa-Mangiza, l'ancien premier ministre de la Colombie-Britannique, Gordon Campbell, le professeur de renommée internationale, Chaolin Gu, de l'Université de Tsinghua, ainsi que Gordon Harris, le président et PDG du Community Trust de l'Université Simon Fraser.

Nous tenons aussi à remercier la participation des nombreux représentants gouvernementaux, professionnels et universitaires africains qui ont su saisir cette occasion pour partager leurs propres appréhensions, préoccupations et travaux sur le développement urbain de l'Afrique et les différentes transitions économiques, énergétiques et démographiques y étant reliées. Il est en effet important de souligner qu'avant toute chose, la tenue de l'ICCCASU II à Yaoundé a permis d'offrir une tribune internationale aux acteurs et universitaires africains fortement mobilisés sur ces enjeux et au sein de la Conférence. Ces derniers ont ainsi eu l'occasion de partager auprès de leurs confrères internationaux leurs propres perspectives et recommandations sur des enjeux qui les touchent en premier lieu.

L'organisation d'un tel événement à Yaoundé a offert un cadre des plus adéquats pour permettre d'accroître et de renforcer la collaboration scientifique entre professeurs, étudiants et professionnels au sein d'un réseau international, impliquant plusieurs institutions académiques de renommée internationale, départements et sous-divisions de l'Organisation des Nations Unies

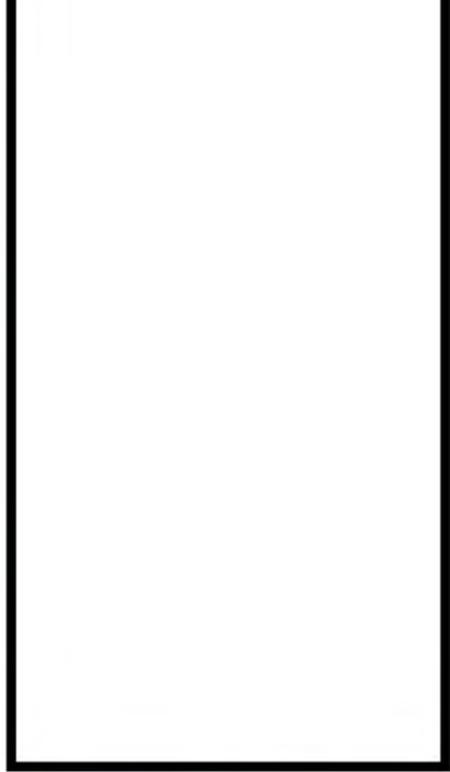
ainsi que représentants gouvernementaux canadiens, africains et chinois. Ce réseau constitué au travers des différents cycles de l'ICCCASU offre non seulement de multiples occasions d'échanges et de rapprochement, de collaboration et de coopération scientifique, de collaboration et de coopération politique, économique et diplomatique, mais également de réelles opportunités pour les universitaires africains, canadiens et chinois de réaliser des séjours et échanges de recherche au sein des organisations, des centres de recherche et des universités partenaires de l'ICCCASU.

À cette fin, l'une des réalisations majeures issues de la collaboration entre le gouvernement camerounais, l'Université d'Ottawa et ONU-Habitat est sans conteste la création en cours d'un centre de recherche de l'ONU-Habitat à Yaoundé. Ce centre sera non seulement une occasion unique de renforcer les collaborations scientifiques entre l'Université d'Ottawa et ses partenaires universitaires chinois et africains et de nombreux spécialistes internationaux, mais permettra également d'initier un laboratoire d'envergure internationale pour mettre en œuvre l'urbanisme de demain ainsi que la poursuite des travaux abordés au cours de l'ICCCASU II, avant la tenue du prochain cycle de conférence en Chine, prévu pour 2019. Une organisation que le Secrétariat permanent de l'ICCCASU a d'ores et déjà amorcée en collaboration avec ses partenaires académiques chinois. L'ICCCASU III aura ainsi pour thème principal: les nouvelles routes de la soie. Un enjeu qui a par ailleurs été le fil conducteur du rapport sur les champs possibles de coopération entre le Canada et la Chine en Afrique que le Secrétariat permanent de l'ICCCASU a rédigé à la demande d'Affaires mondiales Canada à l'issue de la deuxième ronde de l'ICCCASU.

Il est important de souligner que la réussite de l'ICCCASU II a été rendue possible grâce à l'implication soutenue de l'Université d'Ottawa dans l'organisation de l'événement et de ses efforts de collaboration multipartite, notamment pour amener à une collaboration particulièrement fructueuse entre les délégations canadiennes, chinoise et de l'ONU-Habitat. Enfin, il est important de rappeler que le succès de cette deuxième édition de l'ICCCASU n'aurait pas été le même sans l'implication majeure du gouvernement camerounais dans son organisation. Le Premier ministre camerounais, Philémon Yang, a notamment reçu une délégation restreinte des principaux représentants de l'ICCCASU, dès l'ouverture de la conférence et au cours de laquelle il a fait part de son intérêt prononcé pour cet événement. En effet, outre la mise à disposition du Palais des congrès de Yaoundé et l'attribution des fonds essentiels à la tenue de la conférence, le gouvernement camerounais a été fortement mobilisé au sein des différents panels tenus au travers de l'ICCCASU II. Le ministre camerounais de l'Habitat et du Développement urbain, Jean-Claude Mbwentchou, a notamment joué un rôle central dans la préparation et la réussite de la Conférence en faisant part de son implication continue tout au long de l'événement. Nous tenons ainsi à exprimer notre plus grande gratitude à l'ensemble des acteurs qui nous ont soutenus et qui se sont impliqués à nos côtés pour contribuer à la réussite de cette seconde édition de l'ICCCASU.



Bénévoles



ANNEXES

Prix de l'ICCASU II

| Prix | Nom du destinataire |
|---|---|
| Prix d'appréciation du Secrétariat de l'ICCASU: Intendance exceptionnelle | Hon Jean Claude Mbwentchou (Cameroun) |
| Patron distingué: Soutien exceptionnel | H.E. Anu'A-Gheyle Solomon Azoh-Mbi (Cameroun) |
| Patron distingué: Sponsor exceptionnel | Pierre Bélanger (Canada) Michel Max Raynaud (Canada) |
| Patron distingué: Partenaire exceptionnel | Luc Gauthier (Canada) Rong Yang (OUN-Habitat) Philippe Camille Akoa (Cameroun) |
| Patron distingué: Direction exceptionnel | Ahmadou Sardaouna (Cameroun) |
| Patron distingué: Vice-président exceptionnel | Chaolin Gu (China) Benjamin Gianni (Canada) |
| Patron distingué: Directeur exceptionnel | Simon Huang (Canada) Antoine Noubouwo (Canada) |
| Patron distingué: Coordonateur exceptionnel | Anne Marguerite Fouda Owoundi (Cameroun) Claude A. Meutchehe Ngomsi (OUN-Habitat) |
| Patron distingué: Dévouement exceptionnel | Gaoxing Li (Canada) Christian Mathias Bedga Ngue (Cameroun) Rebecca Purdy (Canada) |

Annexe A

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

*MINISTRE DE L'HABITAT ET DU
DEVELOPPEMENT URBAIN*

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

*MINISTRY OF HOUSING AND URBAN
DEVELOPMENT*



**ALLOCUTION DU MINISTRE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN,
MONSIEUR Jean Claude MBWENTCHOU, A L'OCCASION DE L'OUVERTURE DES
TRAVAUX DE LA DEUXIEME EDITION DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE
SUR L'URBANISATION DURABLE AU CANADA, EN CHINE ET EN AFRIQUE
(ICCASU II)**

Palais des Congrès de Yaoundé, 12 décembre 2017

Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement ;
Messieurs les co-présidents de la Conférence Internationale sur l'Urbanisation Durable au Canada, en Chine et en Afrique (ICCCASU)
Excellence, Madame le Haut-Commissaire du Canada au Cameroun ;
Excellence, Monsieur l'Ambassadeur de Chine au Cameroun ;
Excellences, Mesdames et Messieurs les membres du corps diplomatique et représentants des organisations internationales;
Monsieur le représentant d'ONU-HABITAT ;
Monsieur le représentant de l'Université d'Ottawa ;
Messieurs les représentants des universités du Cameroun
Monsieur le Gouverneur de la Région du Centre,
Monsieur le Préfet du Mfoundi,
Mesdames et Messieurs les Membres du Parlement ;
Monsieur le Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Yaoundé,
Monsieur le représentant des CVUC
Mesdames et Messieurs les Magistrats Municipaux du Cameroun et des pays amis,
Mesdames et Messieurs les partenaires techniques et financiers,
Mesdames et Messieurs les Présidents des conseils d'Administration, des Directeurs Généraux des sociétés publiques, parapubliques et privées du secteur,
Mesdames et Messieurs les représentants des ordres et associations professionnelles du secteur de l'habitat et du développement urbain,
Messieurs les chefs des délégations,
Mesdames et Messieurs,

C'est un honneur et un immense plaisir pour moi de prendre la parole au cours de cette cérémonie officielle d'ouverture de la deuxième édition de la Conférence Internationale sur l'Urbanisation Durable au Canada, en Chine et en Afrique, ICCCASU 2, qui va se dérouler sur trois jours dans cette mythique salle du Palais des Congrès de Yaoundé, sous le Très Haut patronage du Président de la République.

En cette circonstance solennelle, je voudrais d'abord présenter ma profonde gratitude au Chef de l'Etat, son Excellence Paul Biya, qui a bien voulu nous donner son Très haut accord pour la signature d'un Mémoire d'entente avec ONU-HABITAT et l'Université d'Ottawa au Canada, permettant ainsi d'organiser cet important évènement.

Je voudrais également le remercier d'avoir bien voulu patronner ces assises, car cela souligne à suffisance toute l'importance que le Cameroun tout entier accorde non seulement à la question de l'urbanisation, mais également à l'assise qui nous rassemble ici ce jour, à savoir ICCCASU II.

Qu'il me soit permis de remercier très sincèrement le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, qui m'a demandé d'ouvrir cette cérémonie en son nom.

Merci également à Monsieur le Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Yaoundé pour son chaleureux mot de bienvenue.

Excellences, Mesdames et Messieurs, chers participants

La cérémonie de ce jour est l'aboutissement heureux d'un long cheminement entrepris depuis deux ans, dans le but de mettre en place une coopération internationale pour la promotion du développement urbain inclusif et durable dans le monde, et plus particulièrement en Afrique, en Chine et au Canada. Il s'agit, pour les parties prenantes, de partager leur savoir-faire en matière de développement urbain et d'accompagner les villes africaines, chinoises et canadiennes à engager une réflexion de planification de leur développement, dans l'optique d'un développement urbain durable et inclusif. La coopération locale et internationale à distance, l'horizontalité et la verticalité pour le partage des connaissances, d'expériences et des pratiques étant recommandés dans le cadre de la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les Villes.

Je ne saurais continuer mon propos sans remercier à juste titre tous ceux et celles qui, durant près d'une année ont investi de leur temps pour que ce rendez-vous soit une réalité aujourd'hui. Je pense tout particulièrement à l'équipe d'ONU-habitat, à l'équipe de l'université d'Ottawa, aux partenaires chinois et à l'équipe du Comité local d'organisation.

Mesdames et messieurs,

Le choix du Cameroun comme premier pays africain à abriter la conférence ICCASU II, représente une victoire de la diplomatie camerounaise **si bien menée par son chef, Son Excellence Paul BIYA, Président de la République**. C'est une marque de reconnaissance des efforts déployés par le Gouvernement de la République pour la promotion d'un développement urbain durable.

Cette initiative louable à plus d'un titre est aussi révélatrice de la volonté et de l'engagement des Nations Unies à accompagner les États africains dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) adoptés en septembre 2015 à New York, du Nouveau Programme pour les Villes pour les vingt prochaines années, adopté à l'occasion de la troisième conférence internationale sur le logement et le développement urbain durable (HABITAT III), tenue à Quito en Equateur en octobre 2016 en général, et à la transformation structurelle des villes africaines pour en faire de véritables moteurs de développement. Tous ces agenda ayant pour finalité de **rendre les villes plus inclusives, plus sûres, plus**

résilientes et plus durables. C'est donc dire que la majorité de nos Etats est dans la phase d'initialisation de la mise en œuvre dudit agenda.

Excellences, Distingués participants,

Qu'il me soit à présent permis, de passer brièvement en revue la situation de l'urbanisation dans le monde et en particulier en Afrique et au Cameroun, en rapport avec la thématique qui nous rassemble.

La population urbaine du **monde** a fortement augmenté depuis le milieu du 20^{ème} siècle, passant de 750 millions d'habitants en 1950 (30% de la population totale) à 4 milliards aujourd'hui. Elle devrait atteindre 5 milliards en 2030 (60% de la population totale). **D'un monde rural à 70%, on sera passé à un monde urbain à 70% en un siècle.** Les démographes prévoient une stabilisation de la population mondiale autour de 10 milliards d'humains vers 2070, dont une large majorité vivra dans les villes, grandes et petites, et une immense majorité dans les pays que l'on disait jadis « du tiers monde ». **Si la transition urbaine est quasiment achevée en Europe et en Amérique (du nord et du sud) elle est pleinement en cours en Afrique et en Asie.**

Le monde s'urbanise donc. **Irréversiblement.** Les villes, quelles que soient leurs tailles, offrent aux citoyens la possibilité de partager des espaces publics, d'exercer leurs droits et de trouver des emplois. Elles permettent aussi d'adopter des valeurs sociales communes et des modes démocratiques de gouvernance.

Mais les villes sont loin d'offrir des conditions et des chances équivalentes à tous les groupes sociaux. La majorité des populations urbaines est soumise à de multiples contraintes d'ordre économique, social, culturel et environnemental. Dans de nombreuses villes, la fracture sociale et spatiale entre riches et pauvres constitue un évident facteur d'instabilité et génère des coûts économiques et sociaux, non seulement pour les populations déshéritées, mais également pour l'ensemble de la société. Cela est vrai dans les pays du Sud comme dans ceux du Nord.

L'Afrique, pour sa part, est en pleine transition. Elle connaît tout d'abord une transition démographique. Le continent comptait 228 millions d'habitants en 1950 et 808 millions en l'an 2000, il en compte 1,2 milliard en 2016 et devrait atteindre 2,4 milliards en 2050. L'Afrique connaît aussi une transition économique avec une réduction de la part de l'agriculture dans le PIB, une monétarisation des économies et une expansion des services. Cette transition est également sociale avec un creusement des inégalités entre les pauvres et les riches (mesuré par des coefficients de Gini dépassant 0,5), une croissance des classes moyennes, une urbanisation des modes de vie.

Enfin, **le continent est le théâtre d'une transition urbaine rapide.** La population urbaine de l'Afrique, qui s'élève à présent à 480 millions de personnes (41% du total), va atteindre le milliard d'ici 2040. Son taux de croissance est aujourd'hui de 3,83 % par an, de loin le plus élevé du monde, même si cette moyenne cache d'importantes variations régionales.

La croissance urbaine est donc à la fois cause et conséquence de la croissance socio-économique. Les villes représentent plus de 75% du PIB du continent et le niveau de développement des pays est corrélé à leur taux d'urbanisation. **Les études d'ONU-Habitat ont montré que les pays les plus urbanisés sont aussi les plus développés économiquement et souvent socialement.** Ce processus d'urbanisation ne concerne pas seulement les grandes métropoles. En fait, plus de la moitié des urbains africains vit dans des villes de moins de 500.000 habitants. Ces villes moyennes, aux faibles ressources institutionnelles et financières, sont les grandes oubliées des politiques et des projets urbains.

L'efficacité des villes peut être mesurée en termes sociaux, économiques et environnementaux. Dans ces trois domaines, la plupart des villes africaines sont loin du compte. Le développement urbain durable au bénéfice des générations présentes et futures reste une perspective lointaine. **En fait, il est temps de réinventer fondamentalement l'urbanisme africain, d'élaborer des solutions ambitieuses et de les appliquer avec détermination, c'est-à-dire en affectant au développement urbain tous les moyens humains et financiers nécessaires.** La justification de cet investissement est claire : **des villes bien planifiées et bien gérées constituent un puissant levier de croissance économique, un facteur d'harmonie sociale et d'équilibre environnemental,** et une condition de synergies territoriales positives. Le retour sur l'investissement urbain est considérable et a été démontré dans toutes les régions de la planète depuis les débuts de la révolution industrielle. L'Asie l'a bien compris au cours du dernier demi-siècle.

Excellences, Mesdames et Messieurs, chers participants,

Le Cameroun comme la plupart des pays africains, connaît une urbanisation galopante, avec un taux d'urbanisation élevé qui se situe actuellement à 55% (avec en perspective, 70% d'ici 2050). Mais contrairement à beaucoup de pays africains, notre pays dispose d'une armature urbaine riche et équilibrée, avec près de 312 villes réparties sur l'ensemble du territoire national. La contribution de ces villes au PIB est de 65%.

Pour y remédier, le Gouvernement, sous la très forte impulsion du Président de la République, **Son Excellence Paul BIYA,** s'est doté d'outils de pilotage de politiques publiques. C'est ainsi que notre pays a élaboré en 2009 **le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) à l'horizon 2035 qui reconnaît** les multiples défis des villes, ainsi que le rôle joué par elles dans le développement du pays.

Mais malgré ces acquis, le Cameroun et **la grande majorité des pays africains font toujours face à de nombreux défis essentiellement inhérents à l'urbanisation galopante et insuffisamment maîtrisée** que sont : le désordre urbain, la mobilité urbaine, l'insécurité foncière, l'habitat précaire, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, ainsi que l'inadéquation entre le volume modeste des investissements urbains et la forte contribution des villes au PIB. A ce jour, très peu de pays ont mis en œuvre de telles politiques et l'urbanisation africaine, peu maîtrisée et spontanée. Nos gouvernements sont sans cesse confrontés aux nombreuses demandes de terrains, de logements, de services, d'infrastructures.

Aussi, ICCASU-II représente-t-il l'opportunité de développer des thématiques en relation avec ces défis urbains de l'heure dans nos villes. En effet **pour les résoudre, nous avons besoin de solutions innovantes, étant donné que les vieilles méthodes ne fonctionnent pas**. La sphère socio-universitaire et ses interactions, des technologies, des actions innovantes et des liens de collaboration sont alors une source d'espoir pour résoudre les problèmes qui affligent les villes ainsi que le monde en général. Ceci peut être accompli par l'utilisation par exemple de la géo spatialisation et grandes bases de données dans la dynamique urbaine, ainsi que l'utilisation des résultats de la recherche dans la conception de projets urbains concertés.

C'est pourquoi je me réjouis du thème choisi pour guider ces assises à savoir : **« développement urbain intelligent : des actions locales vers le global »**. En effet, la ville intelligente est une vision de développement urbain intégrant de manière sécurisée les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et l'Internet, des outils innovants pour gérer les atouts d'une ville. Le passage des actions locales vers le global, qui implique la participation des citoyens à travers l'identification des problèmes et des solutions possibles et leurs réactions vis-à-vis de l'efficacité de ces solutions, est essentielle pour la création d'un mouvement qui serait capable de créer des impacts globaux de grande envergure. **En bref, il s'agit d'introduire une Technologie de l'Information de pointe qui fonctionne dans le contexte actuel pour répondre aux nouvelles préoccupations sociales et aux problèmes auxquels nos villes sont confrontées**. Dans cette mouvance, les partenariats entre le local et le mondial devraient être hybrides et novateurs pour atténuer les problèmes urbains auxquels tous les pays font face.

Excellences, Mesdames et Messieurs, chers Participants,

La maîtrise de l'urbanisation est un processus long, coûteux et complexe et les défis du développement durable doivent et peuvent être relevés, à condition de permettre aux villes de jouer pleinement leur rôle moteur. Mais l'investissement urbain doit être organisé, programmé, coordonné et pour cela, nous devons, dans la planification de leur développement, adopter de véritables politiques et stratégies urbaines, tant au niveau national qu'au niveau local. **C'est**

pourquoi une fois de plus, j'ai la conviction qu'il n'y a pas de fatalité : tous les pays doivent élaborer des politiques urbaines cohérentes et ambitieuses et mobiliser les ressources nécessaires à leur mise en œuvre. Le Cameroun pour sa part s'y est déjà formellement engagé en lançant, depuis 2016 le processus d'élaboration de sa Politique Urbaine Nationale avec l'appui d'ONU-HABITAT.

Il n'y a donc pas de doute que l'un des objectifs majeurs d'ICCCASU-II est, pour les pays africains de tirer le meilleur des bonnes pratiques du Canada et de la Chine en matière de développement urbain durable. Et pour ceux des pays qui, comme le Cameroun, ont engagé la réforme de la législation et de la réglementation en matière d'urbanisme, ce sera le lieu de capitaliser les acquis des expériences des autres pays.

Avant de clore mon propos, il me semble important de signaler que la session de formation internationale organisée en marge de cette rencontre pendant trois jours et qui s'est achevée hier, a permis à chacun des deux cent cinquante (250) participants venus de près de 25 pays dont de nombreux cadres des administrations et des CTD, des journalistes, hommes et femmes de médias et d'étudiants de partager le savoir-faire de vingt-quatre experts internationaux et nationaux sur diverses questions de développement urbain.

Je ne doute pas que les thématiques qui vont être abordées tout au long de la conférence vont davantage enrichir ceux qui se sont inscrits. Aussi souhaitons-nous que de telles formations soient poursuivies afin de garantir la continuité de la réflexion et de permettre l'éclosion des professionnels aguerris en matière de développement urbain dans tous les Etats africains, capables d'élaborer et de mettre en œuvre des **politiques de développement urbain répondant aux exigences d'inclusion, de résilience, de sureté et de durabilité.**

C'est sur ces souhaits que je déclare ouverte la Conférence Internationale sur l'Urbanisation Durable au Canada, en Chine et en Afrique (ICCCASU II)

Vive la coopération internationale !

Vive S.E Paul BIYA, Président de la République, à qui revient le mérite de l'organisation minutieuse de cette importante conférence,

Pour que Vive le Cameroun, Uni dans sa diversité, Un et Indivisible !

Je vous remercie de votre bienveillante attention. /-

Annexe B

Deuxième conférence internationale sur l'urbanisation durable au Canada en Chine et en Afrique - ICCCASU 2

Thème: Développement urbain intelligent: des Actions Locales vers les Global

YAOUNDE 12-14 décembre 2017

**Allocution d'ouverture de Dr Alioune BADIANE Co-Président de ICCCASU et Président
du TUTTA, Centre d'Excellence pour la réflexion et l'Action urbaine
en Afrique**

Excellence Mr le Premier Ministre, chef du Gouvernement

Mr le Ministre de l'Habitat et du développement urbain

Mrs les Ministres et membres du Gouvernement

Mr le Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Yaoundé

Honorables Maires et représentants des Collectivités territoriales décentralisées

**Hon Gordon Campbell, ancien PM de la Colombie Britannique et ancien Maire de
Vancouver**

Mr le Haut-Commissaire du Canada au Cameroun

Mr l'Ambassadeur de la république Populaire de Chine au Cameroun

Mr le Directeur des Programmes de l'ONU Habitat

Mr le Directeur adjoint des Affaires Pan Africaines du Canada

Mr le représentant de l'Université d'Ottawa Canada

**Mme et Mrs les Représentants du Système des nations unies et des partenaires au
développement au Cameroun**

Mmes et Mrs les Professeurs et représentants des milieux académiques

**Mmes et Mrs les représentants du secteur privé, capitaines d'industries et d'entreprise du
secteur urbain et des BTP**

**Mmes les représentants de la société civile, des mouvements des femmes et de jeunes du
secteur urbain au Cameroun**

Mmes et Mrs les journalistes et représentants de la société de la Presse et des media

Mesdames et messieurs en vos rangs et grades et qualité

**Chers participants, citoyens de Yaoundé et du Cameroun et vous tous venus aussi loin que
du Canada et de la Chine, soyez les bienvenus de ma part en ma qualité de Co-président de
ICCCASU et Ami de longue date du Cameroun !**

Certainement depuis le Sommet de Habitat III à Quito en Équateur lors de la troisième conférence des Nations Unies qui a adopté le Nouveau Programme pour les Villes, nous pouvons dire que ICCCASU 2 fait parties des rencontres majeures sur la continent Africain pour

renforcer, sinon aider à poser les bases d'un développement urbain intelligent et durable pour nos villes et nos établissements humains tant en Chine , au Canada qu'en Afrique.

Excellence Mr le Premier Ministre

Mrs les Ministres

Honorables participants

Mesdames et Messieurs

Le monde s'urbanise et irréversiblement! Et le Nouvel agenda urbain, adopté par les 197 États membres des Nations Unies depuis la conférence de Quito en octobre 2016 , est aujourd'hui le référentiel mondial de toutes les politiques, plaidoyers, Forum , Programmes , recherches et actions mises en œuvre dans tous les pays du monde. Ce référentiel qu'est le Nouvel agenda urbain est une vision commune pour un monde meilleur, intelligent et durable.

Un monde dans lequel les citoyens peuvent profiter des mêmes droits et bénéficier équitablement des opportunités offertes par la Ville, un monde où la communauté internationale mais aussi le Canada la Chine et les pays africains appréhendent les systèmes urbains comme des ensembles intelligents et bien planifiés pour aider à générer de la richesse et de la prospérité et assurer une croissance économique et sociale durable pour la société.

Mesdames et messieurs

En 2035, toutes les régions en émergence, notamment l'Asie et l'Afrique, compteront plus d'habitants en milieu urbain qu'en milieu rural. La population urbaine de l'Afrique, qui s'élève aujourd'hui environ 450 millions de personnes, 40 % de la population, va atteindre 56 % d'ici 2050. Les villes, quelles que soient leurs tailles, y compris leurs zones périurbaines et dans les campagnes offrent aux citoyens la possibilité de partager des espaces publics de vie et de travail et d'exercer leurs droits et d'accomplir leurs devoirs. Dans la vision de ICCASU, ces opportunités permettent de cultiver des valeurs sociales collectives et de définir des modes de gouvernance pour gérer des territoires intelligents et des établissements humains destinés procurer les bases du développement économique et l'amélioration de la qualité de vie et de travail.

Excellence Mr le Premier Ministre mesdames et messieurs

Malheureusement, jusqu'à présent en Afrique les villes et les centres urbains, sont loin d'offrir des conditions et des chances équivalentes toutes leurs communautés. La majorité des populations urbaines est soumise de multiples contraintes d'ordre économique, social, sécuritaire, culturel et environnemental. Dans de nombreuses villes, la fracture urbaine entre riches et pauvres est de plus en plus un facteur d'instabilité sociale et génère sans aucun doute,

des coûts économiques et sociaux, non seulement pour les populations déshéritées, mais également pour l'ensemble de la société.

Les défis relever en Afrique pour un développement urbain intelligent

Pour améliorer les conditions de vie des habitants en Afrique, il n'existe aucune recette magique mais plutôt un ensemble d'actions volontaires et coordonnées que doivent mener les gouvernements et les villes en partenariat avec tous les acteurs sur la base un Nouvel Agenda urbain avec une nouvelle grille de lecture et d'action appelée AFINUA développée par ONU Habitat.

Sur la base de l'expérience acquise au cours des dernières années dans toutes les régions du monde, ces actions peuvent être regroupées en plu volets, qui constituent autant de défis auxquels tous les gouvernements doivent faire face. Ces défis sont synthétisés dans les lignes qui suivent. Pour être relevés, ils demandent détermination, continuité dans les efforts et un sens partagé de la justice sociale.

1. Mettre en œuvre un politique Nationale d'Urbanisation
2. Mettre en œuvre des Cadre appropriés de mesure et évaluation des performances (données statistiques)
3. Cadre Institutionnel et Gouvernance
4. Accès aux terrains urbains
5. Accès aux services de base
6. Mettre en œuvre des mécanismes de financement innovant
7. Développement de Cadres de coopération et d'engagement avec tous les acteurs notamment les collectives locales, le secteur privé et la société civile. Une attention particulière devra être donnée à la coopération internationale bilatérale et multilatérale active et avec les banques internationales et régionales de financement du développement.
8. Enfin je voudrais au nom du Comité Directeur de ICCASU exprimer nos sincères remerciements au gouvernement et au peuple camerounais et particulièrement à son excellence Mr Jean Claude Mbwentchou Ministre de l'Habitat et du Développement urbain du Cameroun, pour son extraordinaire engagement et son leadership sans égal pour la réussite de la Conférence de ICCASU2 Yaoundé 2017.

Je vous remercie pour votre bien aimable attention.

Alioune BADIANE

Président de The Urban Think Tank Africa

Co-président de ICCASU

Annexe C

Deuxième conférence internationale sur l'urbanisation durable au Canada, en Chine et en Afrique - ICCCASU II Développement urbain intelligent: Des Actions Locales vers le Global

YAOUNDE 12-14 décembre 2017

Allocution d'ouverture du Dr Huhua Cao, Co-Président de l'ICCCASU et Professeur titulaire de l'Université d'Ottawa, Canada

Bonjour votre excellence, Monsieur le ministre du Développement Urbain et de l'Habitat de la République du Cameroun
Honorable Haut-commissaire du Cameroun au Canada à Ottawa,
Les autres représentants du gouvernement du Cameroun,
Chers membres de l'équipe locale,

Je vous remercie pour votre accueil chaleureux.
Nous sommes fiers d'être ici parmi vous aujourd'hui.

Dear Your excellency, the minister of Urban Development and Habitat of the Republic of Cameroon,
Honorable High-commissionaire of Canada in Cameroun
My closest collaborator, co-president Dr. Alioune Badiane, our four ICCCASU vice-presidents present here today

Distinguished guests, honourable speakers, scholars, ladies and gentlemen, Mesdames et Messieurs,

After many months of hard work and anticipation, it is with great appreciation that we offer our warmest welcome to the second International Conference on Canadian, Chinese, and African Sustainable Urbanization (ICCCASU II)!!! These past few days, we have been in great preparation to carry out the workshops with more than 200 local participants. As the pre-conference activity, the workshops have allowed international and local experts to transmit their knowledge to people of Cameroon.

We are so excited to be joined by nearly 200 speakers from 25 countries and more than 90 different institutions around the world during the next 3-day conference. These speakers represent various sections of expertise, innovation and engagement from governments, private sectors, academia and civil society. We are inspired by the devoted work of all those for whom building sustainable, equitable cities for all is not only an ideal, but an imperative.

Already more than half of the world's population lives in cities. UN-Habitat estimates that there will have 3 billion more city residents by the year 2030, and 90% of this urbanization growth will happen in Africa and Asia. On one hand, this is very good news for the many African nations who hope to become middle income countries between 2025 and 2035. Globally, cities generate

more than 80% of GDP, no country has ever climbed from low-income to middle-income status without a significant population shift into cities.

L'urbanisation rapide s'accompagne certainement de défis à la fois environnementaux, sociaux et sanitaires. De nombreuses villes des pays en voie de développement subissent déjà la pression de la croissance démographique, une urbanisation non-planifiée et accusent un retard sur l'infrastructure. À titre d'exemple, la pauvreté urbaine est un réel défi qui tend à s'accroître tant que les populations urbaines augmentent. Beaucoup trop de citoyens dans les pays en voie de développement vivent dans des logements et n'ont pas accès à des installations sanitaires modernes. Voilà le genre de défis qu'ICCASU se propose de relever!

Over the next few days, we will broadly and deeply examine the notion of "Smart Urban Development". We will explore the principles of the New Urban Agenda and its implementation framework in various contexts. We will form new connections, strengthen relationships and unpack different perspectives. We will share knowledge, learning and experiences across a multitude of contexts and examining approaches from a variety of perspectives to provide a rich and ripe field for partnership and innovation. The conference will offer interactive learning among African countries, China, and Canada, rooted in the notion that we could all stand to gain from one another's experience and expertise, for our common challenges and promising solutions!!!

China and Canada have gone through different urban development processes, neither better or worse than the other. China has a State-led, top-down model where decisions are quickly translated into action, but this action has little consensus. Canada has a participatory, democratic model or bottom-up where the population plays a significant and even determinant role in the decisions. Each model has its strengths and weaknesses. The model of China is efficient but less inclusive, and Canada is vice versa. Neither model is perfect. ICCASU seeks to impart the knowledge of each different model to the Cameroonian people.

Cependant, nous ne voulons pas que le Cameroun choisisse l'un ou l'autre. ICCASU II est une plateforme pour le peuple camerounais pour adapter et partager les meilleurs processus, leçons, expériences et des exemples de réussite afin de créer votre propre modèle. Un modèle camerounais doit s'adapter au contexte et à la culture camerounaise. C'est là le Développement Urban intelligent !!! That is smart urban development! Pour atteindre cet objectif, un centre d'excellence sur la ville intelligente sera créé après la conférence!!!

Urbanization knows no borders or boundaries, and many other regions have expressed an interest in what we are doing here this week. The future of ICCASU may very well involve new partners and regions, the evolution of ICCASU+, if you will. That is an exciting prospect, especially because ICCASU is more than a conference, it is an education processes to engage the population to reach sustainable and inclusive urban development.

Par cette occasion spéciale, nous aimerions adresser nos sincères remerciements aux nombreuses institutions, et personnes qui ont rendu possible ICCASU II. Tout d'abord, nous sommes très reconnaissants envers le Gouvernement camerounais pour avoir accepté d'accueillir la Conférence. Nous sommes particulièrement reconnaissants envers le Ministère du

Développement urbain et de l'Habitat qui a supporté ICCCASU II et a travaillé sans relâche pour assurer sa réalisation.

Plus spécialement, nous voudrions remercier le ministre Jean Claude Mbwentchou pour son patronage et son support, le Secrétaire général du MINDHU, Dr. Ahmadou Sardaoua ainsi que Mme. Anne Fouda, Chef de la Division des études, de la planification et de la coopération pour leur incroyable détermination et collaboration. Je ne saurais oublier de souligner la collaboration extraordinaire de l'Honorable Haut-Commissaire du Cameroun au Canada à Ottawa, Anu'A-Gheyle Solomon Azoh-Mbi, dont le support incontournable au projet a permis la tenue d'ICCCASU au Cameroun.

Nos remerciements s'adressent également aux différents responsables de commissions de travail locaux pour leur service engagé. Les mots nous manquent pour exprimer à quel point votre collaboration, vos conseils et votre travail acharné ont conduit au succès de cette conférence.

We're so thankful for the partnership of UN-Habitat, for their engagement and experience bring in this sphere. We're grateful for the University of Ottawa, for their institutional support and for being the home base of the ICCCASU secretariat. We're deeply appreciative for the individuals and institutions, including Global Affairs Canada as co-sponsor, that have stepped forward to support this conference, especially the former Minister Stephen Dion for his personal engagement!!! We are also so pleased with the many volunteers, both here in Cameroon and back in Canada and China, that have contributed their time to bring ICCCASU to pass.

In fact, the entire international ICCCASU team is composed of devoted volunteers (professors, students and professionals). We are extremely proud of the team, especially in light of the considerable challenges the team has navigated and the heavy workload so many have managed off the side of their desks, or in their own time out of personal interest. Let me express once more my gratefulness to each of my team members who have been working very very hard with me during last two years!!! I'm so proud of you!!

Our special thanks also to our keynote speakers-important and busy people whose presence here this week adds so much value. Likewise, to each of our panelists and speakers, locally, but especially internationally for their willingness to participate even with the distance, costs, and other barriers that they had to withstand.

Thank you all for being here, for contributing your valuable time and talents to the success of ICCCASU II.

Bonne Conférence!

Dr. Huhua Cao

Co-président de l'ICCCASU

Professeur titulaire

Université d'Ottawa

Ottawa, Canada

Annexe D

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

*MINISTERE DE L'HABITAT ET DU
DEVELOPPEMENT URBAIN*

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

*MINISTRY OF HOUSING AND URBAN
DEVELOPMENT*



**DISCOURS DE MONSIEUR Jean Claude MBWENTCHOU MINISTRE DE L'HABITAT
ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN**

**A L'OCCASION DE LA CEREMONIE DE CLOTURE DES TRAVAUX DE LA
DEUXIEME EDITION DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUR
L'URBANISATION DURABLE AU CANADA, EN CHINE ET EN AFRIQUE
(ICCCASU II)**

Palais des Congrès de Yaoundé, 14 décembre 2017

Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement ;
Excellence, Monsieur le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Développement de l'Habitat et de l'Urbanisme du Tchad et cher ami ;
Messieurs les co-présidents de la Conférence Internationale sur l'Urbanisation Durable au Canada, en Chine et en Afrique (ICCCASU)
Excellence, Madame le Haut-Commissaire du Canada au Cameroun ;
Excellence, Monsieur l'Ambassadeur du Sénégal au Cameroun ;
Excellences, Mesdames et Messieurs les membres du corps diplomatique et représentants des organisations internationales;
Monsieur le représentant d'ONU-HABITAT ;
Monsieur le représentant de l'Université d'Ottawa ;
Messieurs les représentants des universités du Cameroun
Monsieur le Gouverneur de la Région du Centre,
Monsieur le Préfet du Mfoundi,
Mesdames et Messieurs les Membres du Parlement ;
Monsieur le Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Yaoundé,
Monsieur le représentant des CVUC
Mesdames et Messieurs les Magistrats Municipaux du Cameroun et des pays amis,
Mesdames et Messieurs les partenaires techniques et financiers,
Mesdames et Messieurs les Présidents des conseils d'Administration, des Directeurs Généraux des sociétés publiques, parapubliques et privées du secteur,
Mesdames et Messieurs les représentants des ordres et associations professionnelles du secteur de l'habitat et du développement urbain,
Messieurs les chefs des délégations,
Mesdames et Messieurs,

Il y a deux jours en effet, j'exprimais ici même, ma satisfaction quant à la tenue au Cameroun et à Yaoundé, de la deuxième Conférence Internationale sur l'Urbanisation Durable au Canada, en Chine et en Afrique. Au terme de trois journées intenses d'efforts soutenus, nous voici donc arrivés à la fin de nos travaux. Les échos très favorables qui me sont parvenus du déroulement de la Conférence, me rassurent quant à l'intérêt et à l'engouement manifestés, qui laissent à penser que vous avez pris la mesure des enjeux et du défi que représentent le développement urbain intelligent et des actions à entreprendre pour impulser le développement de nos villes.

Ceci étant, c'est avec un égal plaisir que je me retrouve une fois de plus dans cette salle pour présider la présente cérémonie de clôture de la deuxième Conférence Internationale sur l'Urbanisation Durable au Canada, en Chine et en Afrique.

Qu'il me soit permis d'adresser ma sincère gratitude à **Son Excellence YANG Philémon, Premier Ministre, Chef du Gouvernement**, qui a bien voulu me demander de conduire les

travaux de cette importante conférence internationale.

Comment ne pas alors vous exprimer ma totale satisfaction au regard du nombre, de la qualité et de la diversité des participants : plus de 500 participants enregistrés dont une centaine venus des pays étrangers : universitaires, magistrats municipaux, administrations publiques et parapubliques, ordres professionnels et associations du secteur.

Il ne me semble pas exagéré de dire que le Cameroun gagne ainsi le pari de réunir, en un même lieu, les acteurs urbains de plus de 25 pays à travers le monde dont le Ministre de la République du Tchad, sous le prisme de l'excellente plateforme du « donné et du recevoir » que représente ICCCASU, avec pour finalité de rendre nos villes plus fluides, « smart », vertes, résilientes et inclusives.

Permettez-moi donc de vous adresser à tous, les vives et sincères félicitations du Gouvernement camerounais pour votre détermination, votre engagement, votre assiduité et la richesse de vos contributions au profit de nos villes.

Je voudrais particulièrement adresser ces remerciements aux ressortissants des pays frères et amis et à travers eux, aux Gouvernements de ces pays, pour l'honneur qu'ils nous ont fait de prendre part à cette assise.

Mention spéciale aux experts (Key note speakers, speakers, panélistes des sessions spécialisées et tables rondes), qui ont su partager leurs connaissances et savoirs, et qui ont fait preuve de disponibilité tant dans les ateliers de formation qui se sont déroulés du 09 au 11 décembre derniers, que tout au long de cette Conférence. Qu'il me soit permis de les remercier.

Qu'il me soit également permis d'exprimer ma profonde gratitude à ONU-HABITAT, l'Université d'Ottawa, les Gouvernements Canadiens et Chinois, pour l'appui multiforme qu'ils nous ont apporté dans la préparation et le succès de ces travaux.

Je voudrais par la même occasion, remercier les sponsors officiels de cet événement que sont le FEICOM Cameroun et Global Affairs Canada, les Universités, tous les autres acteurs publics, notamment le CFC, la SIC, la MAETUR, la MIPROMALO et CAMTEL, privés et de la Société Civile, d'ici et d'ailleurs, pour leurs appuis multiforme ; sans oublier les magistrats municipaux d'ici et d'ailleurs, venus nombreux, pour le partage de leurs expériences au cours des travaux.

Je voudrais enfin remercier et féliciter tous ceux qui, de près ou de loin, notamment le Comité Comité d'organisation basé à Ottawa, qui a travaillé en étroite collaboration avec le Comité Local Local d'Organisation du Cameroun, piloté de main de maître par le Secrétaire Général, les quatre quatre Commissions et le Secrétariat Technique, respectivement coordonnés par l'Inspecteur Général chargé des Questions Techniques, l'Inspecteur Général chargé des Questions

Administratives, l'Inspecteur N°2 chargé des Questions Administratives, le Directeur des Affaires Générales et le Chef de Division des Etudes, de la Planification et de la Coopération, y compris tous mes autres collaborateurs que je n'ai pas pu citer, sans oublier le cabinet On Spot Enterprises, pour leur exemplaire dévouement au bon déroulement de la Conférence.

Bravo au Délégué du Gouvernement de la Communauté Urbaine de Yaoundé, aux autorités administratives du Mfoundi, du Wouri et la Mefou et Afamba, aux forces de maintien de l'ordre (FMO), aux autorités de l'Aviation Civile et des aéroports de Yaoundé et Douala, le Directeur Général du Palais des Congrès, aux volontaires, aux hôtesses, aux traducteurs, aux interprètes et aux diplomates du MINREX.

Un clin d'œil appuyé aux femmes et hommes des médias, pour la couverture médiatique parfaite de cet évènement et principalement à la CRTV, qui a délocalisé certaines de ses activités sur le site du Palais des Congrès pendant trois jours.

Mesdames et Messieurs, chers participants,

La lecture des conclusions de vos travaux donne à penser que par la profondeur des analyses, l'ensemble des défis et enjeux auxquels fait face le secteur urbain dans les villes en général et les villes Africaines en particulier, ont été relevés.

La Conférence a offert une excellente opportunité pour les explorer, mais également de partager les expériences réussies de pays comme la Chine et le Canada.

En effet, les questions relatives aux investissements chinois pour le développement des villes en Afrique ont été étudiées. Parallèlement, l'apport des expériences canadiennes a aussi occupé une place importante dans les discussions, vu l'engagement traditionnel du Canada sur les questions de développement dans plusieurs pays du continent africain.

Comme vous le savez, la conférence a permis de soulever les nombreuses difficultés auxquelles font face nos pays sur la question du développement de nos villes, et plusieurs recommandations et solutions qui viennent de vous être proposées. Ce qui est important, c'est d'envisager de manière réaliste la transformation de ces recommandations en plan d'actions pouvant être mis en œuvre à court et moyen terme, afin d'impulser un développement et intégré de nos villes, mais également un développement qui réponde aux exigences de et de modernité que nous impose la mondialisation.

Mesdames et Messieurs,

Le Cameroun apprécie, à leur juste valeur, d'avoir été le premier pays à bénéficier des innovations apportées par la conférence ICCCASU II, notamment les trois journées de formation offerts à près de 250 participants de tous horizons, mais surtout, d'avoir été choisi pour abriter le Centre d'Excellence pour le Développement Urbain Durable en Afrique, dont les bases ont été jetées ici à Yaoundé. Comme je l'ai déjà dit, ce Centre, le premier du genre sur le continent, positionnera le Cameroun comme leader régional du développement urbain durable et offrira un espace de recherche internationale sur les questions de l'urbanité, du développement durable et des villes intelligentes au 21ème siècle.

Je vous exhorte donc à vous approprier dès à présent les recommandations formulées, car c'est de cette manière que pourrait être assurée la capitalisation des échanges et conclusions issues de ces travaux.

Pour ce qui nous concerne, nous nous engageons à vulgariser ces conclusions auprès des instances de pays africains, afin que lorsque nous nous retrouverons dans deux ans en Chine, pour la tenue de la troisième édition de la Conférence ICCCASU III en 2019, nous puissions présenter un bilan positif de la mise en œuvre des résolutions de ces assises.

J'aimerais, avant de clore les travaux, au nom du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, adresser une fois de plus mes sincères remerciements aux innombrables personnes et institutions qui ont rendu possible la tenue d'ICCCASU II ici à Yaoundé, capitale de l'Afrique en miniature.

Je suis également très reconnaissant du partenariat avec ONU-Habitat, qui apporte son influence et son expérience dans ce domaine.

Tout en étant particulièrement reconnaissant envers l'Université d'Ottawa, pour son soutien institutionnel et pour avoir été le siège du secrétariat de la conférence.

Je voudrais exprimer ma profonde reconnaissance aux nombreuses personnes impliquées ici et au Canada, pour avoir fait don de leur temps précieux afin de permettre la réalisation d'ICCCASU II. Le Cameroun mettra à profit les échanges riches d'ICCCASU pour approfondir la réflexion sur les mesures prises ou en préparation dans le cadre de la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les Villes.

Je voudrais remercier les conférenciers, dont la présence apporte une valeur ajoutée à cet évènement.

Enfin, un grand merci à vous tous d'être ici et de contribuer, par votre temps précieux et vos talents, au succès d'ICCCASU II.

Mon immense gratitude va surtout à **Son Excellence Paul Biya, Président de la République du Cameroun**, pour avoir donné **Son Très Haut Accord** pour la tenue de la Conférence ICCCASU II, placée sous **Son Très Haut Patronage**, à qui revient le titre de **Président d'ICCCASU** pour les deux prochaines années.

En vous souhaitant bon retour dans vos pays, vos services et vos lieux de résidence respectifs, je vous remercie une fois de plus pour votre disponibilité et vos enrichissantes contributions ; et vous souhaite à vous et vos familles, de bonnes et heureuses fêtes de fin d'année 2017 et une Très Bonne Année 2018.

Sur ce, je déclare clos, **au nom du Premier Ministre, Chef du Gouvernement**, les travaux de la deuxième Conférence internationale sur l'urbanisation durable au Canada, en Chine et en Afrique.

Vive la coopération internationale !

Vive Son Excellence Paul BIYA, Président de la République du Cameroun, précurseur du Renouveau urbain !

Vive le Cameroun, uni et indivisible.

Je vous remercie de votre bienveillante attention. /-

Annexe E

Deuxième conférence internationale sur l'urbanisation durable au Canada, en Chine et en Afrique - ICCCASU II Développement urbain intelligent: des Actions Locales vers les Global

YAOUNDE 12-14 décembre 2017

Allocution de clôture du Dr Huhua Cao, Co-Président de l'ICCCASU et Professeur titulaire de l'Université d'Ottawa, Canada

Son excellence Monsieur le Ministre Jean Claude Mbwentchou, mesdames et messieurs,

J'ai l'honneur et le plaisir de voir cette seconde édition de l'ICCCASU se terminer avec succès. Il est évident que sans les implications soutenues et continues du ministre camerounais de l'Habitat, Mr Jean Claude Mbwentchou, d'Affaires mondiales Canada, de l'ONU-Habitat et de l'Université d'Ottawa, ainsi que l'extraordinaire collaboration entre l'ensemble des institutions et partenaires engagés à nos côtés, il nous aurait non seulement été impossible d'organiser cet événement d'envergure internationale, mais surtout de le faire avec une telle réussite.

Au cours des 3 derniers jours, nous avons énormément appris les uns des autres, nous avons partagé nos expériences respectives, nos connaissances et nos préoccupations sur les défis d'un développement urbain durable et intelligent. De parts et d'autres, de la Chine au Canada, nous avons pu observer le développement de différents modèles d'urbanisation, de transitions urbaines et démographiques ou encore de gouvernance urbaine. Chacun possédant ses avantages, ses atouts ou ses travers et ainsi, les leçons à tirer sur les modèles potentiels et les écueils à éviter. Surtout, alors que nous sommes toutes et tous réunis aujourd'hui à Yaoundé, nos échanges, nos discussions et les recommandations qui en sont issues ont été emmenés et largement inspirés par les universitaires et les représentants politiques africains, ainsi que les praticiens et professionnels issus de la société civile africaine. Ces derniers soulignant le caractère primordial de l'appropriation locale, des vecteurs culturels et sociaux propres aux espaces et populations concernées par les enjeux de développement et d'urbanisation.

C'est, à mon sens, ce qui donne l'importance, le sens et la force de l'ICCCASU. Sans cette perspective, un tel événement ne peut être considéré comme un succès. À ce titre je remercie profondément et salue l'accueil réservé par les acteurs locaux à l'ICCCASU ainsi que l'importante mobilisation panafricaine qui a réellement donné vie à cette seconde édition de l'ICCCASU.

Deux questions sont souvent revenues durant cette conférence. La première demandait les raisons de la réussite du modèle d'urbanisation adopté par la Chine depuis les années 1970. La

seconde, ce que l'ICCCASU pouvait amener à la population camerounaise. Les nombreuses présentations, discussions et échanges qui ont été animés au sein de la conférence ont permis d'apporter plusieurs éléments de réponses à la première question. À ce sujet, ces dernières ont non seulement permis de mettre en lumière les réussites et les atouts du modèle chinois d'urbanisation, mais également d'attirer l'attention sur ses écueils et ses limites.

En ce qui concerne la seconde question, outre le succès rencontré par les ateliers de travail et de formation organisés en prélude à la Conférence. L'organisation de l'ICCCASU à Yaoundé a offert une tribune, non seulement aux acteurs camerounais, mais à l'ensemble des acteurs africains qui se sont joints à nous, pour insuffler une réelle dimension multipartite aux perspectives internationales pour un développement urbain durable et intelligent. De même, à la suite de l'organisation de cette seconde édition de l'ICCCASU, un Centre d'Excellence sur l'urbanisme durable devrait voir le jour à Yaoundé en partenariat avec l'ONU-Habitat, le gouvernement camerounais et l'Université d'Ottawa. Ce dernier, en plus d'ancrer durablement une perspective africaine au sein de la recherche à l'échelle internationale, offrira de nombreuses opportunités aux étudiantes et étudiants, aux universitaires et professionnels camerounais.

Ainsi, le succès de cette seconde édition de l'ICCCASU nous a permis d'ancrer une appréhension et une réflexion multipartite aux réponses à apporter aux défis actuels de l'urbanisation durable et intelligente, que ce soit pour les sociétés et espaces urbains canadiens, chinois ou africains. Nous avons également insisté sur l'importance d'un développement urbain inclusif, donc incluant à part entière les populations locales, les questions de genre et les différents rapports de pouvoir. Comme nous souhaitons le mettre en œuvre à chaque édition de l'ICCCASU, nous avons également consacré une attention particulière à la sensibilisation des populations locales et au renforcement des capacités des acteurs locaux. Cette attention s'inscrit ainsi directement dans le mandat d'ONU-Habitat ainsi que des objectifs du Nouveau programme pour les villes ou encore de la Vision Afrique 2063 de l'Union Africaine.

Nous nous sommes également attelés à motiver les différentes parties engagées au sein de la Conférence aux différentes manières de penser et d'appréhender le développement urbain et comment mettre en œuvre les différents moyens et programmes nécessaires à la réussite d'un développement inclusif, intelligent et durable. Ces réflexions amènent également une base, un socle indispensable pour l'action des décideurs politiques et c'est là où l'établissement du Centre d'Excellence à Yaoundé devient crucial. L'Afrique se situe actuellement à un tournant majeur en terme de transition démographique, de transition énergétique, d'urbanisation et d'industrialisation. La réussite de ces dernières pourrait conférer à l'ensemble du continent un rôle prépondérant dans l'économie du 21^e siècle, ainsi qu'une place de premier ordre sur la scène internationale. Il est en cela essentiel que des centres multipartites devenant des carrefours entre la recherche universitaire, les décideurs politiques, la société civile et les acteurs professionnels africains servent

d'observatoires et d'incubateurs à un tel tournant. C'est ce que nous souhaitons et nous voulons mettre en œuvre avec la création d'un Centre d'Excellence à Yaoundé.

Nous avons commencé à apporter des embryons de réponses, mais il est plus que jamais nécessaire de maintenir la discussion pour atteindre une meilleure compréhension des enjeux que nous avons soulevés. Nous espérons continuer à maintenir le dialogue avec chacun des acteurs et institutions qui se sont joints à nous durant les trois derniers jours. Merci encore une fois pour votre participation active. Nous allons retourner au Canada avec beaucoup de satisfaction, mais aussi avec beaucoup de défis à relever. Assurez-vous que le développement de l'Afrique devient maintenant une partie de notre vie quotidienne.

Vive le Cameroun!

Vive l'ICCCASU!

Nous vous attendons en Chine en 2019!

Dr. Huhua Cao

Co-président de l'ICCCASU

Professeur titulaire

Université d'Ottawa

Ottawa, Canada

DECLARATION DE YAOUNDE

A L'ISSUE DE LA DEUXIEME CONFERENCE INTERNATIONALE SUR L'URBANISATION DURABLE AU CANADA, EN CHINE ET EN AFRIQUE (ICCCASU II), TENUE À YAOUNDÉ, DU 12 AU 14 DÉCEMBRE 2017

Nous, représentants du Gouvernement de la République du Cameroun, du Canada et de l'Université d'Ottawa au Canada, du Gouvernement de la République Populaire de Chine, du Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains (ONU-Habitat), réunis à Yaoundé, République du Cameroun, du 12 au 14 décembre 2017, à l'occasion de la deuxième Conférence Internationale sur l'Urbanisation Durable au Canada, en Chine et en Afrique (ICCCASU II) ;

En présence des parlementaires, des représentants des Administrations infranationales et locales, notamment des collectivités territoriales décentralisées, des membres de la société civile et du secteur privé, des spécialistes et praticiens des questions d'urbanisme et d'habitat, des représentants du monde scientifique et universitaire ainsi que d'autres parties prenantes ;

Considérant les conclusions de la Conférence Internationale sur l'Urbanisation Durable en Chine et en Afrique (ICCCASU-2015), tenue à Ottawa au Canada du 23 au 25 octobre 2015, où il avait été convenu d'envisager l'institutionnalisation et la tenue des sessions ultérieures sur une base rotative (Afrique 2017, Chine 2019, Canada 2021) ;

Tenant compte des perspectives ouvertes par les travaux d'Ottawa tenues du 23 au 25 octobre 2015, notamment de : « *créer une association permanente qui triangule entre le Canada, la Chine et les pays d'Afrique (...) une perspective axée sur l'échange, le renforcement des capacités et la formation de base sur les processus d'urbanisation et, ainsi, contribuer à la conception d'une plus grande durabilité dans les villes* » ;

Considérant la volonté du Cameroun, exprimée par Son Excellence Paul BIYA, Président de la République du Cameroun, d'abriter la Conférence ICCASU II à Yaoundé qu'il a bien voulu placer sous son Très Haut Patronage ;

Considérant le Mémoire d'Entente entre le Gouvernement de la République du Cameroun, l'Université d'Ottawa au Canada et le Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains (ONU-Habitat), relatif à l'organisation à Yaoundé du 12 au 14 décembre 2017, de la deuxième Conférence Internationale sur l'Urbanisation Durable au Canada, en Chine et en Afrique (« *International Conference on Canada, Chinese and African Sustainable Urbanization* » - ICCASU II) sous le thème « *Développement Urbain Intelligent : des actions locales vers le global* », signé à Yaoundé le 25 avril 2017, et qui établit les obligations légales et financières des Parties dans l'organisation de la Conférence internationale ICCASU II ;

Saluant la volonté partagée du Gouvernement de la République Populaire de Chine, du Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains (ONU-Habitat) et de l'Université d'Ottawa au Canada, d'œuvrer pour une organisation réussie de la Conférence ICCASU II ;

Se référant à la Résolution 40/202 du 17 décembre 1985 de l'Assemblée Générale des Nations Unies proclamant « le premier lundi d'octobre de chaque année "Journée mondiale de l'habitat" » et invitant tous les Gouvernements à accorder « la priorité voulue, dans leurs programmes de développement et d'aide au développement, aux activités relatives aux établissements humains, moyen assuré de promouvoir le développement économique et social, ainsi qu'à la répartition équitable des bénéfices de ce développement entre tous les secteurs de la population » ;

Se référant en outre à la Résolution 68/239 du 5 février 2014 de l'Assemblée Générale des Nations Unies proclamant : « le 31 octobre Journée mondiale des villes » et invitant « les Etats, les organismes des Nations Unies, en particulier ONU – Habitat, les Organisations Internationales concernées, la société civile et toutes les autres parties intéressées à observer la Journée et à la faire connaître au public » ;

Prenant également en compte le rapport 2015 sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement et l'adoption des 17 Objectifs de Développement Durable du Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté le 12 août 2015 ;

Considérant en particulier l'Objectif de développement Durable 11 visant à : « faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables » ;

Nous appuyant sur le Nouveau Programme pour les villes, adopté par la Conférence des Nations Unies sur le Logement et le Développement Urbain Durable (Habitat III), tenue à Quito en Équateur le 20 octobre 2016, et approuvé par la Résolution 71/256 du 23 décembre 2016 de l'Assemblée Générale des Nations Unies lors de la soixante-huitième séance plénière de sa 71^{ème} session, sur le Nouveau Programme pour les villes, en particulier son point 21, qui exhorte: « (...) toutes les administrations nationales, infranationales et locales, ainsi que toutes les autres parties prenantes, à s'attacher, en accord avec les politiques et la législation nationales, à redynamiser, à renforcer ou à nouer des partenariats qui permettront d'améliorer la coordination et la coopération et, ainsi, de mieux appliquer le Nouveau Programme pour les villes (...)» ;

Notant avec intérêt que pour la Résolution 71/256 du 23 décembre 2016 de l'Assemblée Générale des Nations Unies (point 81) : « la réalisation des engagements porteurs de changements énoncés dans le Nouveau Programme pour les villes exigera la mise en place, aux niveaux national, infranational et local, de politiques propices intégrant une planification et une gestion participative du développement spatial urbain et des moyens efficaces de mise en œuvre, complétés par la coopération internationale et par des mesures de renforcement des capacités, notamment le partage des bonnes pratiques et des politiques et des programmes exemplaires entre les administrations à tous les niveaux » ;

Considérant en outre la recommandation de l'Assemblée Générale des Nations Unies formulée dans la Résolution 71/256 du 23 décembre 2016 susmentionnée, visant l'adoption d'une « démarche intégrée vis-à-vis de l'urbanisation durable dans le cadre de la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes » ;

Rappelant que les Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union Africaine, réunis en janvier 2015 en leur vingt-quatrième session ordinaire, à Addis-Abeba (Éthiopie), ont adopté l'Agenda 2063 de l'Union Africaine (UA) en prenant l'engagement dans son point 72, de : « *donner la possibilité à tous les Africains d'avoir un logement décent et abordable dans un environnement propre, sûr et bien organisé en : assurant l'accès à un logement abordable et décent à tous, dans des établissements humains durables; (...); procédant à une planification effective et territoriale et en mettant en place des systèmes de gestion du régime foncier et de l'utilisation des terres ; réalisant un développement équilibré de tous les établissements humains en tenant compte des réalités des zones urbaines et rurales ; améliorant les moyens de subsistance d'un grand nombre de travailleurs vivant dans des taudis et dans des établissements informels* » ;

Considérant la Charte africaine de la Jeunesse adoptée le 2 juillet 2006, par la septième Session ordinaire de la Conférence de l'Union Africaine tenue à Banjul (Gambie), notamment qui, en son article 14, exhorte les Etats parties à prendre les mesures nécessaires en vue de réaliser pleinement les droits des jeunes conformément à leurs législations nationales notamment lorsque la sécurité alimentaire, l'habillement, le logement et autres besoins fondamentaux sont compromis ;

Considérant en outre la Charte africaine de la Statistique, adoptée le 4 février 2009, par la douzième Session ordinaire de la Conférence de l'Union Africaine à Addis-Abeba (Ethiopie), qui en son Article 2, vise à « *Contribuer à l'amélioration de la qualité et à la comparabilité des données statistiques nécessaires pour le suivi du processus d'intégration économique et sociale de l'Afrique* » et à « *Promouvoir une culture faisant de l'observation des faits la base de la formulation, du suivi et de l'évaluation des politiques* » ;

Considérant également la Charte africaine des valeurs et des principes de la Décentralisation, de la Gouvernance locale et du Développement local, adoptée le 27 juin 2014, par la vingt-troisième Session ordinaire de la Conférence de l'Union Africaine, tenue à Malabo (Guinée Equatoriale) ;

Prenant en compte les recommandations de la Réunion régionale d'harmonisation du cadre de mise en œuvre et de suivi du Nouveau Programme pour les Villes tenue à Cape Town du 30 novembre au 1^{er} décembre 2017 ;

Recommandons ce qui suit :

1. La pérennisation des rencontres de pré-conférence d'ICCCASU telles que l'académie ICCCASU ayant précédé l'ouverture de la conférence ICCCASU II, et à laquelle près de 500 participants camerounais et étrangers, ainsi que des journalistes, ont assisté ; y compris des séminaires et ateliers de formation se rapportant à l'urbanisation durable et intelligente;
2. **Encourageons** les pays et les parties prenantes à définir et à entreprendre un nombre limité d'actions prioritaires parmi celles énoncées dans le Nouveau Programme pour les Villes, de maximiser et de mutualiser les efforts pour la mise en œuvre d'un mécanisme de reddition des comptes afin d'assurer l'atteinte des objectifs;

3. **Proposons** la mise en place et l'utilisation des cartes à très grandes échelles (entre 1/1250^e à 1/5000^e) dans l'optique d'améliorer le système de planification, de développement et de gestion foncière et urbaine, ainsi que la création d'un Système d'Information Géographique urbaine africaine afin de garantir la prise de décisions objectives et efficaces ;
4. **Soutenons** l'idée de la création à Yaoundé, en République du Cameroun, d'un **Centre régional d'excellence pour le développement urbain durable en Afrique** en abrégé « CREDUDA », avec pour missions la formation, la recherche interdisciplinaire appliquée, et l'appui institutionnel et organisationnel en matière d'urbanisation, en tenant compte des atouts de la révolution numérique; **comme** espace de vulgarisation des connaissances et de partage d'expérience à distance, ledit centre devra également servir de plateforme de rencontres et de réflexions sur les politiques gouvernementales visant la transparence en matière d'administration foncière, de maîtrise du développement urbain intégré, et de mise en cohérence du processus d'urbanisation avec celui de l'industrialisation, afin de tirer le maximum d'avantages découlant de la croissance urbaine ;
5. **Lançons** en conséquence un appel à contribution, notamment aux Gouvernements tant au niveau central qu'à l'échelle locale, aux Organisations Internationales, aux partenaires au développement, aux organisations de la société civile, au secteur privé et aux universitaires et aux instances académiques, en vue de l'accompagnement soutenu pour la mise en œuvre des recommandations issues de la Conférence ICCASU II, et, en particulier, à la construction, la mise en place et le fonctionnement du « CREDUDA» ;
6. **Encourageons** le Gouvernement de la République Populaire de Chine, le Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains (ONU-Habitat), l'Université d'Ottawa au Canada, **et tout autre partenaire intéressé ou concerné par le développement urbain durable en Afrique**, à envisager des partenariats mutuellement bénéfiques entre le CREDUDA et tout autre organismes avec lesquels ils entretiennent une collaboration;
7. **Exhortons** les Parties prenantes d'ICCASU à mettre sur pied un comité de suivi chargé de veiller à la mise en œuvre des conclusions et recommandations de la Conférence ICCASU II, notamment de la mise en place du Centre d'Excellence pour la Recherche et le Développement Urbain Durable en Afrique ;
8. **Prions** le Gouvernement camerounais et la Commission de l'Union Africaine d'œuvrer pour la diffusion auprès des Etats membres de l'Union Africaine, des conclusions de la Conférence internationale ICCASU II, dans cette optique, **encourageons** la Commission à envisager dans son Plan stratégique pour les années à venir, la mise en place de politiques et institutions visant le développement des infrastructures urbaines durables et des villes intelligentes sur le Continent.
9. **Adressons** nos sincères remerciements à Son Excellence Paul BIYA, Président de la République du Cameroun, Chef de l'Etat, pour avoir bien voulu accorder son onction pour la tenue au Cameroun de la Conférence ICCASU II ; au Gouvernement de la République

et au Peuple camerounais tout entier pour l'excellent accueil, l'hospitalité, les marques d'attention et les facilités mises à disposition pour la réussite de la Conférence ;

10. **Nous engageons** à capitaliser le succès et à assurer le suivi des conclusions et recommandations de la Conférence ICCASU II, et à œuvrer pour l'organisation de la Troisième Conférence Internationale sur l'Urbanisation Durable au Canada, en Chine et en Afrique (ICCCASU III), prévue en République Populaire de Chine en 2019.

Fait à Yaoundé, le 14 décembre 2017

Pour la Conférence ICCASU II,



Le Président,

Jean Claude MBWENTCHOU

Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain du Cameroun

Le Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains (ONU-Habitat),

RAFAEL TUTS

Les co-Présidents ICCASU II,

Dr. Alioune BADIANE

Pt. HUHUA CAO

ÉQUIPE DIRIGEANTE DE LA CONFERENCE ICCCASU II

Président :

S.E. Jean Claude Mbwentchou

Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain (Cameroun)

Co-Présidents :

Alioune Badian (TUTTA);

Huhua Cao (Université d'Ottawa)

Vice-Présidents-Superviseurs :

S.E. Marie Rose Dibong, Secrétaire d'Etat en charge de l'Habitat et du Développement Urbain (Cameroun)

Ahmadou Sardaouna, Secrétaire Général du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain

Rapporteurs Généraux :

Claude A. Meutchehe Ngomsi (ONU-Habitat)

Tonton Mundele Beya Wa Beya (ICCCASU)

Coordonnateurs de Secrétariat Technique :

Anne Fouda Owoundi (Cameroun)

Jean Marie Cishahayo & Nicolas Hubert (Université d'Ottawa)

ÉQUIPE DE MONTAGE

Rédacteur en chef :

Huhua Cao

Éditeur principal :

Tonton Mundele Beya Wa Beya

Co-éditeurs :

Nicolas Hubert

Cassandra Cao

Contributeurs :

Nicolas Hubert : Aperçu de la Conférence & Conclusion

Antoine Noubouwo : Rapport sur les Ateliers de Formation

Tonton Mundele Beya Wa Beya : Rapport sur les Panels

Coordination de la conception et du formatage

Bernard Sébastien Georges, Vivian Liu, Ghada Hadil Ben Fredj, Helen Ma, Molly de Barros, Matthew Mckitrick

ONU HABITAT
POUR UN MEILLEUR AVENIR URBAIN

ICCCASU

3ème Conférence internationale sur
l'urbanisation durable au Canada,
en Chine et en Afrique

第三届中国·非洲和加拿大可持续城市化
国际论坛

Rejoignez-nous à Chengde,
en Chine en Juillet 2019

二零一九年七月相约中国成都

一带一路

One Belt One Road 2019

ICCCASU